



# Courrier international

N° 1664 du 22 au 28 septembre 2022  
courrierinternational.com  
France : 4,50 €

Algérie 5,90 DA, Allemagne 5,70 €,  
Andorre 5,30 €, Canada 7,95 \$CAN,  
DOM 5,10 €, Espagne 5,40 €,  
Grande-Bretagne 4,70 €, Grèce 5,40 €,  
Italie 5,40 €, Japon 850 ¥,  
Maroc 43 DH, Pays-Bas 5,40 €,  
Portugal cont. 5,40 €, Sénégal  
3400 F CFA, Suisse 6,80 CHF,  
TOM 850 XPF, Tunisie 7,70 DT,  
Afrique CFA autres 3500 F CFA.

# UKRAINE UN TOURNANT DANS LA GUERRE ?



— Après la contre-offensive ukrainienne, Poutine acculé à la riposte  
— Izioum, le nouveau nom de l'horreur

## ITALIE LA FEMME QUI FAIT TREMBLER L'EUROPE

*Giorgia Meloni, leader du parti  
d'extrême droite Fratelli d'Italia,  
pourrait devenir présidente  
du Conseil après les élections  
législatives du 25 septembre.*



M 03183 - 1664H - F: 4,50 €



# 91% DE CLIENTS SATISFAITS.\* ON NE VA PAS S'ARRÊTER EN SI BON CHEMIN.

Parce que nous mettons tout en œuvre pour apporter des réponses complètes à vos questions, vous êtes **91% à être satisfaits du Service Client ENGIE\***

J'agis  
avec  
ENGIE



ENGIE

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

\*Étude Skeepers réalisée entre janvier et mai 2022 auprès de 360489 clients interrogés suite à un appel téléphonique avec ENGIE.  
ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2 435 285 011 € - RCS NANTERRE 542 107 651. © Antoine Doyen.



**LES CHOIX DE "COURRIER"**

CLAIRE CARRARD

## De l'Italie à l'Ukraine

Elle s'appelle Giorgia Meloni et vous n'avez sans doute pas fini d'entendre parler d'elle. À l'issue des élections législatives du 25 septembre, elle pourrait devenir la première femme à diriger un gouvernement en Italie. Une révolution certes, mais qui ne réjouit guère la presse étrangère, car avec elle c'est l'avènement de l'extrême droite dans l'un des pays fondateurs de l'Union européenne qui se profile. "Son nom est Meloni. Comme elle aime le rappeler, c'est une femme, c'est une mère, c'est une catholique. Mais c'est surtout la bonne fée de la vieille droite, sous un nouvel habillage. Si elle gagne, si Giorgia Meloni devenait vraiment la première femme à siéger à la présidence du Conseil italien, nous n'aurions

peut-être pas des fascistes au gouvernement. Peut-être pas. Mais nous aurions quelque chose qui ressemble beaucoup à une Marine Le Pen à l'Élysée", écrit **La Repubblica** dans le long portrait de la leader du parti Fratelli d'Italia que nous avons traduit en ouverture du dossier de couverture cette semaine. De ses origines (pauvres) à son entourage (souvent douteux), le quotidien de gauche retrace l'itinéraire d'une femme qui se définit désormais comme conservatrice et atlantiste, mais dont le cercle proche reste imprégné d'une idéologie clairement néofasciste. "Si la droite de Giorgia Meloni accède aux responsabilités, ce sera à l'ombre d'un emblème toujours frappé de la flamme, celle-là même qui brûle sur la tombe de Benito Mussolini, explique le journal. Parce que, comme certaines valeurs – Dieu, la famille, la patrie –, la flamme originelle jamais ne s'éteindra pour ces gens-là." Alors que l'extrême droite suédoise vient de s'imposer comme la deuxième force

politique du pays, qu'en France le Rassemblement national compte désormais 89 députés, en Italie, Giorgia Meloni est en passe, elle, de réussir l'impensable. Et pourrait inspirer d'autres formations, comme Vox en Espagne... De quoi faire trembler l'Europe. C'est dans cet esprit que nous avons choisi le titre de la une. Depuis plusieurs semaines, nous avons prévu de décrypter longuement cette Italie qui semble sur le point de basculer. Nous avons finalement redimensionné le dossier au vu des derniers événements en Ukraine, qui pourraient marquer un tournant dans la guerre, même si les incertitudes autour d'un conflit militaire rendent difficile toute conjecture, rappelle le site espagnol **El Confidencial**. Il n'empêche. La contre-offensive surprise de l'armée ukrainienne dans le nord-est du pays a pris de court l'armée russe en même temps qu'elle en révélait les faiblesses. "C'en est fini de l'image de roc inébranlable de l'armée russe", estime un

expert militaire installé à Kiev sur le site **Oukraïnska Pravda**. "La défaite de Kharkiv a envoyé un signal au monde entier : l'Ukraine peut gagner", veut croire l'expert. **The Economist** en a fait lui aussi sa une : "Aller jusqu'au bout". Si une "victoire de l'Ukraine n'est pas encore certaine, note l'hebdomadaire britannique, une voie se dessine". En est-on vraiment là? C'est ce que nous tentons de décrypter dans ce deuxième dossier exceptionnel. Certes, Vladimir Poutine semble de plus en plus isolé, comme l'écrit Ivan Krastev dans le **Financial Times**. Mais on aurait tort de s'en réjouir : car le maître du Kremlin se retrouve acculé politiquement par la frange la plus radicale du régime. "La seule option qui reste à Poutine, s'il refuse de décréter la mobilisation générale [réclamée par les ultras], est de plonger l'Ukraine plus avant dans les ténèbres, estime Ivan Krastev. À court terme, par conséquent, la contre-offensive de Kiev devrait aboutir à une escalade."

De quoi craindre le pire. L'avancée ukrainienne a aussi révélé, au fur et à mesure que de nouvelles villes étaient libérées, la gravité des exactions commises par l'armée russe contre les populations civiles, comme à Izioum, où l'Ukraine accuse une nouvelle fois l'armée russe de crimes de guerre. Des exactions largement condamnées par les Occidentaux, qui semblent plus décidés que jamais, Américains en tête, à soutenir Kiev. Si tournant il y a, c'est peut-être aussi et surtout celui d'une aggravation majeure du conflit. C'est en tout cas la voie que semblent avoir choisie les séparatistes prorusses en annonçant la tenue de référendums d'annexion à la Russie à partir du vendredi 23 septembre dans le Donbass et à Kherson. Une provocation potentiellement explosive.

**En couverture :**  
Italie : dessin de **Ramsés, Cuba**.  
Ukraine : Dessin de **Bert & Vanco, Belgique**.



## Sommaire

360°



ANDRÉ CARRILHO, PORTUGAL

p.42

## Cinéma Godard, le punk du 7<sup>e</sup> art

Oubliez le sexe, la drogue et le rock'n'roll. Dans les années 1960, certains voulaient changer le monde avec des films. Et plus qu'aucun autre, Jean-Luc Godard a incarné cet état d'esprit, cette ferveur. Le cinéma pourra-t-il lui survivre? se demande **Die Welt**.

**FRANCE** p.28

## Procès du 13 Novembre: une catharsis littéraire

V13, le livre d'Emmanuel Carrère tiré de ses chroniques des audiences, pourrait aider le pays à dépasser certains de ses traumatismes, estime la **Süddeutsche Zeitung**.

**MUSIQUE** p.46

## Björk dans son antre magique

Durant son confinement islandais, la chanteuse a été secouée par des poussées de fièvre festive. Avec un groupe de techno indonésien, elle a transformé cette énergie en album. **The Guardian** revient avec elle sur la genèse de *Fossora*.

PHOTO VIDAR LOGI

**ÉCONOMIE** p.36

## Je suis devenu un boursicoteur derrière les barreaux

Après avoir bénéficié du plan d'aide aux Américains affectés par la pandémie, certains détenus ont décidé d'investir dans des actions. Partis de rien, ils ont dû tout apprendre.

**LES SOURCES**



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

**Al-Araby Al-Jadid** (alaraby.co.uk) Londres, en ligne. **El Confidencial** (elconfidencial.com) Madrid, en ligne. **The Continent** Johannesburg, hebdomadaire. **Financial Times** Londres, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **Al-Manassa** (almanassa.net) Le Caire, en ligne. **El Mundo** Madrid, quotidien. **Nature** Londres, hebdomadaire. **The New York Times** New York, quotidien. **NRC Handelsblad** Amsterdam, quotidien. **Oukraïnska Pravda** (pravda.com.ua) Kiev, en ligne. **El País América** (elpais.com/america) Mexico, en ligne. **Politiken** Copenhague, quotidien. **La Repubblica** Rome, quotidien. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **The Times** Londres, quotidien. **Die Welt** Berlin, quotidien. **1843** Londres, bimestriel.





## SOMMAIRE

## 7 jours dans le monde

6. Royaume-Uni. Place aux réformes maintenant!  
8. Controverse. Faut-il voir Sans filtre, la dernière Palme d'or ?

## Dossier

10. Ukraine : un tournant dans la guerre ?

## D'un continent à l'autre

20. Égypte. Une contestation sociale intense, mais inaudible  
22. Japon. Entre la secte Moon et le pouvoir, une longue amitié  
24. États-Unis. L'avortement, un droit à reconquérir  
25. Suède. Le royaume vire à droite toute  
26. Sahel. Paris laisse à Alger un rôle central  
28. France. 13 Novembre. Une catharsis littéraire

## À la une

30. Giorgia Meloni, la femme qui fait trembler l'Europe

## Transversales

36. Économie. Je suis devenu un boursicotier en prison  
38. Agriculture. Dans les oliveraies andalouses, une "situation dramatique"  
40. Sciences. Imprévisibles coups de chaud  
360°  
42. Hommage. Jean-Luc Godard, le punk du 7<sup>e</sup> art  
46. Culture. Björk dans son antre magique  
48. Idées. L'Indonésie, une création moderne  
50. Histoire. Les mystères du "Titanic" espagnol



## SUR NOTRE SITE

## Guerre en Ukraine. L'armée ukrainienne entend poursuivre la contre-offensive

Le rythme des opérations semble avoir diminué dans le nord-est du pays, mais l'Ukraine affirme qu'il ne s'agit que d'une pause. Après le décryptage dans notre dossier de la semaine, les dernières actualités sont à suivre sur notre site.

## La France vue de l'étranger. Un référendum sur l'euthanasie serait une catastrophe

Si l'idée d'une nouvelle loi concernant la fin de vie peut être défendue, ce n'est pas le cas de la forme qu'Emmanuel Macron envisage de donner à cette réflexion, à savoir un référendum, avertit John Lichfield sur le site européen **The Local**.

## Modern Love. "L'infidélité qui a failli briser mon mariage"

Chaque semaine, la chronique phénomène du **New York Times** sur l'amour vous est proposée en exclusivité, traduite en français, par *Courrier international*. Plongez-vous dans notre dernier récit : celui d'une femme dont le mariage a été mis en péril par un prospectus oublié.

**L'horoscope de Rob Breznsy** Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



**LES MOTS DES AUTRES**

L'actualité racontée par les langues étrangères. Le podcast de *Courrier international* est de retour. ÉCOUTEZ NOS CINQ ÉPISODES CONSACRÉS AUX MENSTRUATIONS SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE.

FALCO, CUBA

## Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international*  
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

## Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de ~~129 €~~ au lieu de ~~218,80 €~~\*  
 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de ~~159 €~~ au lieu de ~~269,80 €~~\*

RCO22BAO003

Monsieur  Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP ..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :  
<https://abo.courrierinternational.com/ours2022>  
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

\* Prix de vente au numéro. Pour l'étranger, nous consulter. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : [boutique.courrierinternational.com/cgv-co](http://boutique.courrierinternational.com/cgv-co)

En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi informatique et libertés du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Pour toute réclamation : [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).



## Avantages abonnés :

Rendez-vous sur [courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

## Votre abonnement à l'étranger :

**Belgique :**  
(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com  
**États-Unis/Canada :**  
(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com  
**Suisse :**  
(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch



Édité par *Courrier international* SA, société anonyme avec

directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Septembre 2022. Commission paritaire n° 0727 c 82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46

16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web

[www.courrierinternational.com](http://www.courrierinternational.com) Courriel [lecteurs@courrierinternational.com](mailto:lecteurs@courrierinternational.com)

Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit

(16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web),

Matthieu Recarte Responsable du numérique Joffrey Ricome Direction artistique

Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpont (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE

MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehly (chef de ser-

vice, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36),

Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon

(Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 16 74), Beniamino Morante

(Italie, 19 73), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Moutou (Pays-Bas), Valentin

Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège,

Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous

(Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie,

Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian

(Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef

de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de service, Amérique du Nord,

16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann

Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE

Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chauveau

(Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud),

Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) MOYEN-ORIENT Bachir

El-Khoury (chef de service), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal

Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe

Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechar (chef de rubrique), Vincent

Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Bousson (Afrique

australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale

Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique,

Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béleil

(chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74) HISTOIRE Mélanie Lifschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édi-

tion), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet,

Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saliby

(éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Louise Dugeai (déve-

loppement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz

(chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe,

anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon

(anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand),

Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois,

anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol)

RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe

Czerepak, Françoise Hérol, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION

Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonhathan

Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41),

Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation)

MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia

CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la

communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de

fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Torum Amiel, François Burkard, Aurélie Boissière, Jean-

Baptiste Bor, Emmanuelle Bour, François Burkard, Enzo Cailleton, Cécile Chemel,

Anne-Françoise Cochet, Marie Daoudal, Elisabetta Di Matteo, Mona Guichard, Lucie

Hoarau, Zineb E Mountassir, Servan Le Janne, Valentine Morizot, Astrid Mouget,

Maëlys Sourr, Isabelle Taudière, Maddalena de Vio, Yuta Yagishita, Chemxi Zhang

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris

Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Présidente Laurence Bonicalzi Birdier, Directrice générale

adjointe, Marketing & Études Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.

fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international Steeve

Dublin (01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech &

Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué,

pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué,

pôle Opérations spéciales Steeve Dublin (steeve.dublin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellana (16 06) Lucie

Madalena (gestion) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur

de la diffusion et de la production Xavier Loth, Directrice des ventes Sabine Gude

Responsable commerciale international Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20)

Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion

Brigitte Billiard, Christiane Montillet-MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 16 18),

Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89),

Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassortis 08 05 05 01 47 Service

clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066

Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9 h à 18 h)

Courriel [abo@courrierinternational.com](mailto:abo@courrierinternational.com). Prix de l'abonnement annuel en France

métropolitaine : 129 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com>

Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.

Origine du papier : UK, Allemagne, 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Éutrophisations : Pwt - 0,0083 kg / tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres conformes à la norme Blue Angel.

Ce numéro comporte un encart Paris Match posé en aléatoire sur certains abonnés France métropolitaine



# Dans le métavers, les étudiants pourront apprendre en immersion.



Le métavers sera bénéfique pour l'enseignement, c'est pourquoi nous contribuons à son développement. Les étudiants en sciences vont observer des cellules virtuelles de très près et apprendre en immersion.

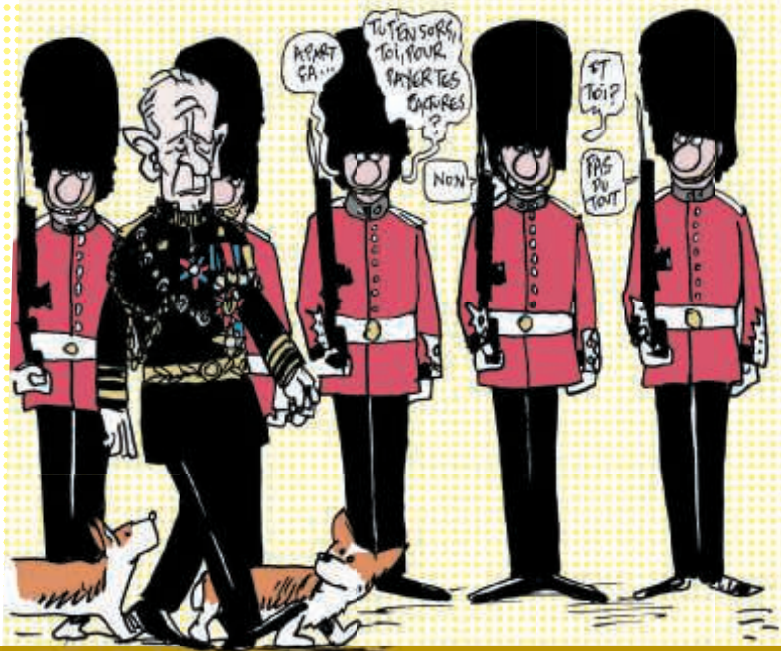
**Même si le métavers est virtuel,  
son impact sera réel.**

Pour en savoir plus : [meta.com/MetaverseImpact/FR](https://meta.com/MetaverseImpact/FR)



# Royaume-Uni. Place aux réformes maintenant!

Les funérailles de la reine Élisabeth II, le 19 septembre, ont rassemblé la nation. Désormais, il est temps de dépoussiérer l'institution monarchique, estime ce journal de gauche.



—The Guardian Londres

Tout le pays avait la larme à l'œil. Ces dix jours de deuil en l'honneur de la reine Élisabeth II se sont conclus aujourd'hui [19 septembre], à l'abbaye de Westminster, en présence de centaines de chefs d'État venus honorer non pas le pouvoir ou la réussite, mais un sentiment national incarné dans une seule personne. Ils ont été les témoins d'une semaine extraordinaire dans l'histoire britannique récente, une semaine où rien d'autre ne pouvait se passer.

La monarchie moderne a toujours été fondée sur l'orchestration de l'émotion. La mise en scène des funérailles de la reine n'a guère dérogé à la règle. La douleur d'une famille et la disparition d'une grande figure nationale ont été hissées au rang de rituel, tout en conservant une réelle simplicité. La gestion des médias a paru sans faille. La famille royale en uniforme, toujours sur le devant de la scène, avait perpétuellement pour toile de fond une foule affligée, souriante, en adoration. Heure après heure, une queue interminable

se formait : la nation dans le rôle du chœur grec. Le cortège des badauds se dirigeant vers Westminster Hall, avec ses micro-trottoirs incessants, aurait presque pu répéter en vue du spectacle. Et alors même que le "règne" se termine, la continuité a tôt fait de se rappeler à notre bon souvenir, aux cris de "Longue vie au roi".

Demain, cet opéra sera terminé, et nous nous retrouverons dans la monarchie, comme hier. Nous devons alors avec T. S. Eliot "regarder ce lieu comme si c'était la première fois". La popularité de la reine ne faisait aucun doute. Son règne s'achève sur 81 % d'opinions favorables, un chiffre aussi bon que toujours, tandis que le roi Charles III entame le sien sur une cote de popularité impressionnante de 70 %, contre 54 % il y a seulement quelques mois.

L'attrait mondial de la reine était lié à sa longévité et à son statut de "mère de la nation". Elle a entretenu avec panache la fiction d'une souveraine sans pouvoir, drapée dans tout un cérémonial. Mais c'est surtout sa personnalité qui plaisait. Seule la moitié la plus âgée de la population britannique était attachée à sa fonction. Moins d'un

✓ Dessin de Kroll paru dans **Le Soir**, Bruxelles.

tiers des moins de 30 ans sont favorables à la monarchie. Certains, peut-être une majorité silencieuse, se seront sentis mal à l'aise la semaine dernière face à cette dernière extravagance d'UK & Co, ce dernier épisode d'un feuilleton royal d'un autre âge.

Le règne de Charles risque d'être plus problématique. La famille royale a tout de la famille dysfonctionnelle, l'énorme fortune royale est injustifiable, l'obsession de Charles pour l'armée est d'un autre temps. On a beaucoup mis l'accent la semaine dernière sur l'Écosse, le pays de Galles et l'Irlande du Nord, à juste titre. Le Royaume-Uni est pratiquement le seul pays d'Europe encore miné par l'indépendantisme – le fruit du refus de la classe politique londonienne de tolérer des autonomies selon les principes du fédéralisme. Le royaume a perdu l'Irlande sous le règne du grand-père d'Élisabeth II et pourrait bien perdre l'Écosse sous le règne de son fils.

**L'énorme fortune royale est injustifiable, l'obsession de Charles pour l'armée est d'un autre temps.**

Ce n'est peut-être pas la faute des Windsor, mais cette réalité soulève bien des questions sur la capacité de la monarchie à être le garant de l'unité nationale. Séparer la fonction de chef d'État de l'exécutif est, dans l'ensemble, un principe constitutionnel solide. Et c'est justement parce que ce n'est pas le cas aux États-Unis que ce pays est au bord de l'implosion. Cette séparation des pouvoirs différencie l'incarnation mystique de la nation du chaos engendré par le débat démocratique. Mais reste à trouver quelle place institutionnelle accorder à ce symbole de la nation.

Les plus grandes puissances mondiales ont certes des présidents élus, mais peu d'entre elles peuvent être considérées comme des démocraties fiables. Alors que la plupart des États les plus progressistes d'Europe, la Scandinavie et les Pays-Bas, s'accommodent très bien de leurs monarques. L'absurdité de la monarchie héréditaire est pour eux une garantie à la fois de la continuité, mais aussi de l'impuissance politique du souverain. Et apparemment, cela fonctionne bien.

Si le Royaume-Uni doit conserver un monarque héréditaire, il faudra une adhésion totale des citoyens. Si les fonctions royales doivent être modernisées, elles doivent l'être par un large consensus démocratique et non relever de la décision du nouveau roi. Charles III devient roi après ce qui est indéniablement un énorme coup de pub pour la monarchie. Ce triomphe restera fragile s'il reste aveugle au besoin de réforme.

—Simon Jenkins  
Publié le 19 septembre

## Coupures géantes

**AFRIQUE DU SUD** — "Une nation en panne." C'est ainsi que le média **News24** a intitulé son dossier spécial sur la crise énergétique qui secoue le pays. Confrontée, en deux semaines, à près d'une centaine de pannes sur ses centrales vieillissantes, la compagnie publique d'électricité, Eskom, a mis en œuvre un niveau de délestage exceptionnel le 18 septembre. À Johannesburg, les quartiers ont été privés d'électricité à tour de rôle jusqu'à douze heures par jour pour éviter l'implosion du réseau. Plombé par des années de corruption et de gestion désastreuse sous le mandat de l'ancien président, Jacob Zuma, Eskom est au bord de la rupture tant sur le plan technique que financier.

## Avec élégance



**TENNIS** — Roger Federer, 41 ans, a annoncé le 15 septembre sa prochaine retraite. Depuis Genève, **Le**

**Temps** salue celui qui "a changé son sport comme, sans doute, seul Björn Borg avant lui". Mais à la différence du Suédois, le Suisse "a donné une idée belle, simple et gracieuse de la compétition". Vainqueur de vingt titres du Grand Chelem et numéro 1 mondial pendant 310 semaines, "nul ne peut ignorer que sa grâce et son élégance, sur le court et en dehors, ont fait de lui l'un des athlètes les plus admirés de tous les temps".

## Coup de théâtre

**FRANCE** — Contre toute attente, les groupes de télévision TF1 et M6 ont renoncé le 16 septembre à unir leurs forces. "L'accord, qui était considéré comme une tentative des deux sociétés de télévision commerciale de créer une puissance européenne capable d'affronter les géants mondiaux du streaming, a été abandonné après l'enquête de l'Autorité française de la concurrence sur la fusion", écrit **The Hollywood Reporter**. Les deux chaînes ont déclaré

qu'“il est devenu évident qu'elles ne recevraient l'approbation de l'accord qu'à la condition de vendre l'une des chaînes phares des deux réseaux : TF1 ou M6”.

## Tous à l'électrique!

**INDONÉSIE** — Dix jours après une hausse de 30 % du prix du carburant, le président Joko Widodo a ordonné à l'ensemble des fonctionnaires, militaires, policiers et employés des entreprises publiques d'acheter ou de louer des véhicules électriques. “L'Indonésie s'apprête à franchir une nouvelle étape pour devenir un géant des véhicules électriques (VE)”, commente le **Jakarta Post** le 19 septembre dans son éditorial. Pour le journal anglophone, l'objectif n'est pas seulement de faire des économies mais de montrer l'exemple et “de faire de l'Indonésie un acteur de premier plan dans les chaînes d'approvisionnement mondiales des VE en exploitant les gisements de nickel, de bauxite et de cuivre du pays, ainsi que d'autres matériaux importants pour la fabrication de batteries”.

## Astana retrouve son nom

**KAZAKHSTAN** — “Le 19 septembre, le décret du président du Kazakhstan sur la réaffectation à la capitale, Noursoultan, de son [ancien] nom, Astana, est entré en vigueur”, rapporte le site **Tengrinews.kz**. En mars 2019, à l'occasion de l'accession de Kassym-Jomart Tokaev à la

présidence, la capitale avait été rebaptisée en hommage à son prédécesseur démissionnaire, Noursoultan Nazarbaev. Mais après les émeutes de janvier contre la hausse du prix du gaz, Tokaev a décidé d'entreprendre des réformes pour se défaire entièrement de l'héritage de Nazarbaev, resté trente ans au pouvoir. Ce changement de nom en fait partie. Il espère qu'une élection présidentielle annoncée pour novembre lui donnera la légitimité nécessaire pour parfaire son chantier.

# 380

**MILLIONS D'ANNÉES** : c'est l'âge du cœur, du foie, de l'intestin et de l'estomac d'arthrodires fossilisés (un ordre éteint de poissons qu'on pense être à l'origine des requins actuels), mis au jour en Australie. Ce qui fait d'eux les plus vieux organes jamais découverts. Habituellement, les tissus mous ont tendance à se décomposer avant que la fossilisation ait eu lieu. “Pour la première fois, nous pouvons observer tous les organes d'un vertébré à mâchoires. Le cœur de ces poissons se trouve dans leur bouche et sous leurs branchies, exactement comme pour les requins d'aujourd'hui”, explique au magazine **Australian Geographic** Kate Trinajstic, première autrice de l'étude parue dans **Science** le 15 septembre.

## LE DESSIN DE LA SEMAINE



# “Haut les mains! Je veux mon argent!”



**LIBAN** — “Le combat entre banques et déposants commence à prendre une méchante tournure”, écrit **L'Orient-Le Jour**. Démunis face aux restrictions drastiques imposées sur les dépôts bancaires depuis le début de la crise économique il y a trois ans, sept clients ont braqué – sans violence – leur banque les 14 et 16 septembre afin de retirer leur propre argent. En réaction, les banques ont décidé de fermer leurs portes. Elles doivent rouvrir le 22 septembre. En attendant, d'autres déposants sont aux aguets, comme le suggère ce dessin d'Armand Homs paru dans le journal **An-Nahar**.

☞ En haut de la porte : “Banque”; sur le panneau : “Fermeture”.  
Dessin de Homs paru dans **An-Nahar**, Beyrouth.

## Iran. La victime de trop

●●● Mahsa Amini, 22 ans, “a perdu la vie pour un cheveu” qui dépassait, écrit en une le 18 septembre le journal réformateur **Ham-Mihan**. En visite à Téhéran, la jeune femme kurde a été arrêtée le 13 septembre par la police des mœurs. Ses proches disent qu'elle a été torturée, ce que dément la police. Quoi qu'il en soit, elle a sombré dans le coma et n'en est pas ressortie. Elle est morte trois jours plus tard. Sur le dessin signé Hadi Heidari en une du **Ham-Mihan**, le dossier de Mahsa Amini vient s'ajouter à ceux des autres femmes victimes de violences de l'appareil sécuritaire. Le journal parle d'elle comme d'“un trait d'union” qui soude les Iraniens dans leur “protestation commune” contre les abus commis par la police des mœurs.



Une vague d'indignation a déferlé sur le pays. Dans la soirée du 19 septembre, des manifestations ont été brutalement réprimées. On dénombrait au moins trois morts. De nouveaux rassemblements étaient annoncés. **Ham-Mihan** estime que la mort de Mahsa Amini pourrait signer le “début de la fin de la police des mœurs” et encourager “la réforme des lois” sur la tenue vestimentaire des femmes. Depuis la révolution islamique de 1979, celles-ci doivent porter un hidjab couvrant la tête et le cou tout en dissimulant les cheveux. Mais ces deux dernières décennies, de nombreuses femmes ont bravé cet interdit. En signe de solidarité et de contestation, les femmes qui ont rendu hommage à Mahsa Amini sont sorties tête nue.

## À la dérive

**HAÏTI** — “Toutes les stations-service du pays demeurent fermées. Celles qui n'ont pas été vandalisées pendant les manifestations des derniers jours ont prudemment mis fin aux opérations de vente”, écrit **Le Nouvelliste** le 19 septembre. La veille du déclenchement des émeutes, le 12, le Premier ministre et chef d'État de facto, Ariel Henry, avait annoncé la fin des subventions sur les carburants “pour financer des programmes sociaux”. Le prix de l'essence a ainsi doublé. Depuis, des institutions publiques, des stations-service, des banques ont été saccagées. Des alliés politiques d'Ariel Henry ont été attaqués. Personne ne sait quand ni comment s'arrêtera la crise, une des plus violentes qu'a connues le pays. Les manifestants réclament la démission du Premier ministre. Dans un éditorial, le plus grand journal d'Haïti écrit : “Révolution pour certains, règlements de comptes pour d'autres, les événements [...] confirment davantage la faillite de l'État [...] et que le pays est comme un bateau ivre en pleine mer. Le capitaine du bateau et ceux qui l'accompagnent ne se soucient guère du sort des passagers.” Avant de conclure : “Une seule certitude, la facture sera salée. On sait aussi que ce sont les plus pauvres qui vont la payer.”

## Sous blocus terroriste

**BURKINA FASO** — C'est une manifestation sans pancartes ni slogans. Les centaines de femmes qui ont marché le 20 septembre à Sebba, dans l'est du pays, se sont munies de marmites en métal et de seaux colorés. À l'intérieur, des feuilles. “Dans cette localité, les habitants, par manque de vivres, se nourrissent de feuilles d'arbres, explique **Le Faso**. Lasses d'attendre le ravitaillement, les femmes ont donné de la voix.” Encerclée par des groupes armés terroristes, cette agglomération de 35 000 habitants est asphyxiée depuis le 25 juin. Djibo, à 200 kilomètres au nord de Ouagadougou, a été, quant à elle, la première ville concernée. Elle est assiégée depuis le 17 février. Plus de 350 000 personnes y sont prises au piège.

CONTROVERSE



# Faut-il voir *Sans filtre*, la dernière Palme d'or ?

Le long-métrage du Suédois Ruben Östlund sort le 28 septembre en France. Sur la Croisette, cette satire décapante des ultrariches avait divisé la critique.

OUI

## C'est jouissif de bout en bout

—The Times Londres

Il a brocardé l'ennui bourgeois dans *Snow Therapy* et cloué le milieu de l'art au pilori dans *The Square* [qui lui avait valu une première Palme d'or, à Cannes, en 2017]. Aujourd'hui, le cinéaste satirique suédois Ruben Östlund est de retour, avec son projet le plus ambitieux à ce jour – un film qui nous donne à voir le fond déshumanisant du capitalisme néolibéral, s'appuyant pour ce faire sur des bons mots, sur [l'acteur américain] Woody Harrelson et sur des gags écœurants, qui, à Cannes, ont amené quelques âmes sensibles parmi les critiques à quitter précipitamment la salle (deux dans ma seule rangée!).

La scène répugnante sur laquelle nous allons revenir survient très exactement au milieu de cette fable prodigieuse (149 minutes) mais réjouissante de bout en bout sur le mode de vie des mégariches, souvent sur un méga-yacht.

Woody Harrelson interprète ici Thomas, le capitaine du navire, porté sur la bouteille, marxiste autoproclamé qui vit dans l'opulence et ne se supporte plus. Ses pas-sagers ultrariches comptent dans leurs rangs un mannequin irascible, Carl (Harris Dickinson) et sa petite amie influenceuse, Yaya (Charlbi Dean), mais aussi un multimillionnaire russe (Zlatko Buric), un milliardaire suédois de la tech (Henrik Dorsin)

**Östlund pose des questions dérangeantes sur les instincts darwiniens qui sous-tendent toutes les interactions sociales.**

et un trafiquant d'armes britannique (Oliver Ford Davies).

Sous l'effet concomitant de fruits de mer avariés et d'un épisode de basse pression en mer (provoquant une tempête d'anthologie), un repas à la table du capitaine nous donne à voir la scène de vomissements la plus longue et la plus sidérante depuis *Le Sens de la vie*, le film des Monty Python [sorti en 1983]. Elle voit la participation de l'essentiel de la distribution et trouve son point d'orgue dans un festival de régurgitations qui devrait mettre l'endurance de bien des cinéphiles à l'épreuve.

**D'amour et de poisson.** La métaphore est parfois un peu appuyée – que les super-riches sont indécentes! Mais très vite, dans une deuxième partie bien plus gratifiante, Östlund nous propose un film de naufragés, sur une île déserte, sans Noam Chomsky (le capitaine interprété par Woody Harrelson lisait *How the World Works* ["Comment fonctionne le monde", un livre d'entretiens avec l'intellectuel américain, inédit en français]), pour poser des questions plus profondes, et plus dérangeantes, sur les instincts darwiniens qui sous-tendent toutes les interactions sociales, et pas seulement celles de notre armada de milliardaires.

Ici, l'actrice philippine Dolly De Leon fait merveille dans le rôle de la dame pipi du navire, devenue demi-déesse du survivalisme, dont la capacité à prodiguer nourriture et abri lui vaut une rétribution inattendue, de nature grivoise. C'est à ce passage que l'on doit l'une des répliques les plus mémorables, les plus originales et, contre toute attente, les plus touchantes du film: "*Je t'aime. Tu me donnes du poisson.*"

Le titre du film [*Triangle of Sadness*, en version originale, soit "Le Triangle de la tristesse"] vient au départ du front de Carl, qu'il fronce en permanence, mais, vers la fin, évoque plutôt la relation, fondée depuis toujours sur l'exploitation, entre les travailleurs, les patrons et les consommateurs. Parce que, de fait...

—Kevin Maher  
Publié le 23 mai

NON

## Ça enfonce des portes ouvertes au bulldozer

—The Guardian Londres

Entre-dedans, dénué d'originalité et d'une incapacité consternante à faire rire, le nouveau film de Ruben Östlund est une satire à la truelle, sans la subtilité et la perspicacité de *Snow Therapy* ni la puissance de *The Square* [ses deux précédents longs-métrages]. Ce film s'autoglorifie tapageusement de dénoncer la cruauté des mégariches de ce monde, la médiocrité du milieu de la mode, l'insipidité des influenceuses. Il enfonce des portes ouvertes au bulldozer, saupoudrant des touches de surréalisme mollasson là où il serait censé faire rire. Quant à l'intrigue, elle s'avère n'être qu'une resucée de *L'Admirable Crichton*, la pièce de théâtre de J.M. Barrie [datant de 1902 et plusieurs fois adaptée au cinéma, elle raconte la prise de pouvoir d'un majordome sur les naufragés d'un yacht de luxe, échoués sur une île].

Les rares scènes d'intérêt se concentrent dans les dix premières minutes. À la sortie d'un casting calamiteux, un mannequin du nom de Carl (Harris Dickinson) a le sentiment que sa carrière part à vau-l'eau. Un des directeurs de casting a lâché un commentaire perfide sur son "*triangle de la tristesse*": la zone qu'il fronce entre les sourcils. Plus tard, une violente dispute éclate avec sa petite amie, star d'Instagram et mannequin, Yaya (Charlbi Dean), au sujet d'une addition qu'elle attendait de lui qu'il règle.

Sans doute pour l'amener à de meilleures dispositions, Yaya embarque son Carl dans une croisière de luxe gratuite, un cadeau de ses millions de followers. Ils

y font la connaissance de tous les super-riches du bord – des gens dysfonctionnels, anormaux et grossiers –, dont un vieux couple de Britanniques nauséabonds qui répondent aux noms très churchilliens de Winston et Clementine. Citons aussi cette Allemande qui, ayant été victime d'un AVC, est incapable de se mouvoir seule et ne peut rien dire d'autre qu'"*in den Wolken*" ("dans les nuages"), ce qui est censé préparer une pirouette à la fin du film mais qui tombe à plat.

Le capitaine (Woody Harrelson) est en pleine dépression nerveuse, l'hôtesse d'accueil en chef, Paula (Vicki Berlin), est une virago, et tout le monde méprise la préposée au nettoyage des toilettes, Abigail (Dolly De Leon). Se pourrait-il que tous ces rouages du capitalisme se dirigent vers un "*triangle des Bermudes de la tristesse*", à bord de leur nef des fous?

**Le spectateur se retrouve coincé dans une sorte de satire fourre-tout éculée, fondée sur des stéréotypes grossiers.**

Au départ, Östlund restitue l'étrangeté architecturale de cette ville-État flottante avec une certaine habileté, les angoisses et le malaise de ses habitants se reflétant dans leur environnement physique: les cloisons, le pont, la piscine. Mais le spectateur se retrouve ensuite coincé dans une sorte de satire fourre-tout éculée, fondée sur des stéréotypes grossiers, empruntant à la fois à *La Grande Bouffe* (1973), de Marco Ferreri, au répugnant M. Creosote du *Sens de la vie* (1983), des Monty Python, et, bien sûr, à *L'Admirable Crichton*, qui a déjà fait l'objet de tant de captations.

Bref, c'est encore un de ces films qui essaient de vous dire ce que vous savez déjà sans proposer grand-chose de plus, ni sur le plan de la comédie ni sur celui de l'originalité.

—Peter Bradshaw,  
Publié le 21 mai



# SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ



Courrier international

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



## VERS LA MOBILITÉ DE DEMAIN

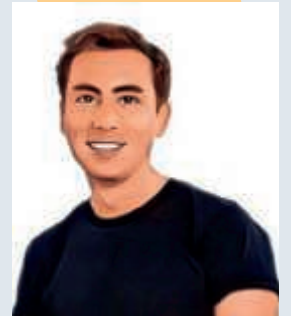
Un tour du monde des expatriés et de leurs déplacements à l'étranger



# BUS À HYDROGÈNE ET LAMPADAIRES-BORNES DE RECHARGE, BERLIN INVESTIT DANS LA MOBILITÉ ZÉRO ÉMISSION

La transition à l'électrique et, surtout, à l'hydrogène est lancée à Berlin. Tom Guyot, expatrié depuis près d'un an en Allemagne, raconte les avancées en termes de mobilité douce.

**UNE VILLE.  
UN EXPAT.**  
Tom Guyot,  
expatrié  
à Berlin



La capitale allemande fait partie des dix villes possédant le meilleur réseau de transport en commun du monde. "Tous les quartiers sont bien desservis, toujours 24 heures sur 24, et la majorité des bus et des trams sont électriques", explique Tom Guyot, expatrié à Berlin depuis 2021. La ville s'est fixé l'échéance de 2030 pour remplacer l'intégralité de ses bus par des véhicules électriques à batterie et à hydrogène. À la différence des véhicules à batterie, les bus à hydrogène fonctionnent avec une pile à combustible remplie d'hydrogène, qui réagit avec de l'oxygène pour produire de l'électricité et rejeter uniquement de la vapeur d'eau. Cette électricité est ensuite utilisée pour alimenter le moteur. La pile à combustible de ce type de véhicule n'a pas de durée de vie limitée, comme c'est le cas des bus à batterie. Il suffit de la recharger en hydrogène dans une station-service spécifique. Actuellement, 228 bus électriques circulent dans la ville, et les bus diesels sont progressivement remplacés par des véhicules alimentés à l'hydrogène.

### LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE S'ACCÉLÈRE

Selon Tom Guyot, les répercussions de la crise énergétique sont déjà visibles à Berlin : "Les habitants utilisent davantage les transports en commun

et optent pour le vélo électrique." Et d'ajouter : "Quant aux déplacements où la voiture est nécessaire, ils louent des véhicules électriques aussi facilement qu'une trottinette." À chaque coin de rue, des sociétés telles que Miles ou Share Now proposent de louer des voitures en libre-service à la minute. Le principe est simple : il suffit de réserver le véhicule via une application sur smartphone, puis de le déverrouiller à l'aide d'un code QR. À la

fin de son utilisation, il est possible de se stationner à l'endroit de son choix. À Berlin, seulement 30 % des personnes possèdent une voiture, et "les citadins qui [en] achètent [une] la choisissent électrique", précise Tom Guyot. Depuis avril dernier, les Berlinoises peuvent recharger leur véhicule électrique directement sur les lampadaires. Ces bornes de recharge ont l'avantage d'utiliser l'infrastructure existante et de délivrer de l'électricité issue d'énergies

renouvelables. Elles sont surtout destinées aux 60 % d'habitants de la capitale allemande qui ne disposent pas de place de parking privée pour y aménager une borne de recharge à domicile. Pour le paiement, les automobilistes utilisent le code QR présent sur le lampadaire ou règle un abonnement mensuel. Au total, on compte actuellement 200 points de recharge sur lampadaire, et 800 autres points devraient rapidement être installés. ●



### De l'hydrogène vert pour Woven City

La concrétisation de la "société hydrogène" imaginée par Toyota passe par le déploiement massif d'infrastructures. Dans ce contexte, Toyota s'est associé à ENEOS afin de faciliter la production et la distribution d'hydrogène décarboné à Woven City. La ville du futur, que Toyota construit actuellement au pied du mont Fuji, accueillera ainsi une station de ravitaillement dédiée. Celle-ci sera en mesure de distribuer de l'hydrogène vert produit localement grâce à des électrolyseurs alimentés à l'électricité renouvelable. Cette première pierre posée au sein du "laboratoire vivant" de Woven City aura ensuite vocation à s'étendre au monde entier.

dossier

# UKRAINE UN TOURNANT DANS LA GUERRE?



La contre-offensive ukrainienne lancée le 6 septembre dans le nord-est du pays a totalement déstabilisé l'armée russe. Elle a aussi révélé, au fur et à mesure que de nouvelles villes étaient libérées, la gravité des exactions commises par les forces du Kremlin contre les populations civiles. Mais, pour que ces batailles gagnées se transforment en véritable tournant de la guerre, il faut davantage d'armes et de soutiens, plaide Kiev. Et il faut aussi que Moscou soit disposé à reculer. Or Vladimir Poutine, accusé de faiblesse par les plus va-t-en-guerre de ses citoyens, est presque contraint à la riposte, analyse Ivan Krastev dans le *Financial Times*. Et les derniers événements ont rappelé qu'il n'était pas facile de prédire l'issue d'une guerre.

# Les Russes sont sous le choc

**VU D'UKRAÏNE** Le succès des forces ukrainiennes dans le Nord-Est aura des conséquences considérables sur la suite du conflit, en particulier dans les rangs de l'armée russe, estime cet expert militaire à Kiev.

— **Oukraïnska Pravda** (extraits) Kiev

Il est difficile de surévaluer l'importance des événements sur le front ces derniers jours. Les informations sur la destruction de l'armée russe par les forces ukrainiennes se sont répandues dans le monde entier. On a ainsi évoqué le repli en désordre des unités de la Fédération de Russie, la panique qui s'est emparée de leur encadrement, leur refus de résister sur le front et la progression rapide des troupes ukrainiennes sur des milliers de kilomètres carrés.

La contre-offensive ukrainienne a définitivement mis à mal l'image d'une armée russe puissante et capable, à même de constituer une menace directe pour le monde démocratique. Les soldats ukrainiens ont confirmé leur avantage sur l'ennemi, tant psychologique que sur le plan de la combativité. Les médias étrangers commentent activement les images de la déroute des militaires russes, et l'énorme quantité de matériel et de munitions capturés par les forces de Kiev.

Les Russes eux-mêmes sont sous le choc. Le gouvernement de la Fédération s'efforce de dissimuler les faits derrière les messages habituels de la propagande. Malgré cela, l'échelle et la rapidité des événements sont tellement surprenantes que l'information a fait irruption dans les médias sans possibilité pour le gouvernement russe d'intervenir. Les Russes ont pris conscience de l'absence de motivation du personnel militaire de la Fédération de Russie. Autrement dit, il est désormais clair que les premiers à ne pas avoir foi dans la force de l'armée russe, ce sont les soldats russes eux-mêmes. La victoire, dans de telles conditions morales et psychologiques, est impossible.

À partir de maintenant, la peur va imprégner toutes les actions des généraux et officiers de l'armée russe. Il ne s'agit pas seulement de la peur d'un avenir misérable pour la Russie et son armée, de la déstabilisation et du démantèlement possible du pays après la défaite. C'est la peur, personnelle, des généraux et des officiers pour leur vie et leur avenir jusqu'alors confortables dans l'armée russe.

C'en est fini de l'image de roc inébranlable de l'armée russe. Maintenant, les militaires russes ont une mission avant tout : ne pas être victimes

d'une nouvelle défaite. Quand on connaît la culture organisationnelle des armées postsoviétiques, on comprend que chaque officier de l'armée de la Fédération de Russie redoute d'être le maillon d'une chaîne de décision incorrecte, d'être accusé de mauvais calcul, d'inefficacité, d'avoir commis une erreur. La tradition stalinienne, qui consistait à chercher des coupables et à tout de suite punir les "fusibles", est durablement ancrée dans la tradition de l'armée russe.

Tout officier qui a servi dans l'armée soviétique ou ukrainienne de l'ancien format sait que les vieilles traditions "des Soviétiques" tuent l'efficacité. Selon ces traditions, ce n'est pas la victoire qui compte, mais l'exécution des ordres. Avant de décrocher ses épaulettes de général, l'officier d'une telle armée bâtit sa carrière en comprenant que son avis, traditionnellement, n'intéresse personne – seule compte la réalisation exacte des ordres, si absurdes soient-ils.

Ces dernières années, l'armée ukrainienne s'est employée avec énergie à rompre avec cette

**À PARTIR DE MAINTENANT, LA PEUR VA IMPRÉGNER TOUTES LES ACTIONS DES GÉNÉRAUX ET OFFICIERS DE L'ARMÉE RUSSE.**

tradition soviétique qui, en réalité, remonte au temps de l'armée impériale russe. Cette éradication n'est pas facile, beaucoup de résidus de ces traditions subsistent aujourd'hui. Mais le processus est lancé, il accélère et il est désormais impossible de l'arrêter. Même le résultat intermédiaire a donné la possibilité de changer radicalement l'efficacité de notre armée.

Il y aura donc de nouvelles défaites, d'autres mauvaises nouvelles, et il faudra inventer comment les expliquer, blogueurs et propagandistes russes appelleront encore à châtier l'inefficacité criminelle des officiers. De nouvelles victimes expiatoires seront nécessaires, sur lesquelles rejeter tous les échecs.

Les Russes savent qu'une guerre victorieuse et rapide fait désormais partie de leurs rêves, elle n'a pas eu lieu, et elle n'aura pas lieu. Pour remplacer

À la une



**"ALLER JUSQU'AU BOUT",**

titre en substance l'hebdomadaire britannique **The Economist**, qui consacre cette semaine sa couverture aux "clés d'une victoire de l'Ukraine". La seule façon pour Zelensky de l'emporter sur Poutine serait que l'Occident ne lâche rien. Si une "victoire de l'Ukraine n'est pas encore certaine", note l'hebdomadaire, "une voie se dessine", et les pays occidentaux doivent tout faire pour renforcer Kiev, notamment "envoyer des armes plus puissantes [...] et étendre les programmes d'entraînement des troupes ukrainiennes à l'étranger". Les pays de l'UE, quant à eux, doivent résister au chantage énergétique du Kremlin et conserver "leur solidarité dans l'adversité".

les tués, ils voient arriver des soldats non entraînés et non motivés qui comprennent rapidement la différence entre la réalité et les images de la télévision russe qui les a appelés à rejoindre les rangs des agresseurs. Ils comprennent qu'il n'y aura pas de victoire, parce qu'ils n'ont plus les moyens d'avancer sur Kiev ou dans d'autres régions de l'Ukraine.

Les officiers russes refuseront de se hasarder à prendre une décision, ce qui aboutira à une centralisation excessive du commandement. C'est pour eux un moyen de fuir les responsabilités – chacun à son niveau, les responsables transfèrent la prise de décision toujours plus haut au-dessus d'eux. La décision est prise loin de l'endroit où elle est exécutée, ce qui est source de retards et d'une inadéquation entre la décision et les exigences de la situation opérationnelle et tactique.

Cette centralisation explique en grande partie pourquoi les Russes ne parviennent pas à contrôler toute la longueur du front. Les officiers qui commandent sur le terrain ne peuvent pas réagir rapidement et garder l'initiative dans plusieurs directions à la fois. On a l'impression que la guerre est dirigée, qui plus est dans les moindres détails, par une personne ou un petit groupe de personnes. Le fait que cet état-major s'abstienne de presque toute réflexion critique accroît encore la probabilité de revers.

La défaite de Kharkiv a envoyé un signal au monde entier : l'Ukraine peut gagner non seulement en obligeant les Russes à reculer, mais aussi grâce à une contre-offensive classique. L'Ukraine a démontré son savoir-faire avec le nouveau matériel occidental et sa capacité à lancer une contre-offensive, elle a prouvé qu'elle pouvait agir de manière imprévisible et prendre l'ennemi par surprise. Plus important encore, elle a démontré qu'elle était capable d'empêcher les Russes d'imposer leur scénario de guerre. Aujourd'hui, les analystes internationaux le reconnaissent : dans cette guerre, l'initiative appartient sans aucun doute à l'Ukraine.

Le succès ukrainien dans la région de Kharkiv devrait achever de convaincre Poutine que son projet est condamné. Mais en même temps, si Poutine réfléchissait de manière rationnelle, jamais il n'aurait déclenché cette guerre.

— **Andriy Zahorodniouk\***  
Publié le 13 septembre

\* L'auteur est un spécialiste des questions militaires du Centre des stratégies de défense de Kiev.



**OUKRAÏNSKA PRAVDA**

Kiev, Ukraine

[pravda.com.ua](http://pravda.com.ua)

Le journal en ligne "Vérité ukrainienne" a été créé en 2000 par le journaliste Guéorgui Gongadzé, assassiné au cours de la même année alors qu'il enquêtait sur la corruption au sein du pouvoir. Le titre, qui ne traite que de sujets nationaux, a néanmoins su préserver son impartialité et son indépendance.

← Dessin de **Tjeerd Royaards**, Pays-Bas.

# IZIUM, LE NOUVEAU NOM DE L'HORREUR

Après Boutcha et Irpine, après Marioupol, la libération d'Izioum révèle de nouvelles exactions commises par les forces russes. Les puissances occidentales les condamnent, alors que les médias ukrainiens craignent d'autres découvertes macabres.

Des rangées et des rangées de tombes, marquées par de simples croix de bois. Des noms ont été écrits sur quelques-unes, mais la plupart d'entre elles ne comportent qu'un numéro", racontait, le 18 septembre, l'envoyée spéciale de la BBC à Izioum, une petite ville de la région de Kharkiv, dans l'est de l'Ukraine. Dans cette ville tout juste libérée de l'occupation russe, les enquêteurs de la police ukrainienne auraient retrouvé 440 corps, dont "99 % présentent des signes de mort violente", affirme le quotidien **Oukraïna Moloda**. Il s'agirait de civils tués lors de bombardements russes, mais aussi de militaires ukrainiens apparemment exécutés après avoir été torturés.

La ville, qui comptait avant la guerre aux alentours de 45 000 habitants, était tombée aux mains de l'armée russe le 1<sup>er</sup> avril, après un mois de combat. "Pendant l'occupation, explique le site d'information **Obozrevatel**, le 'pouvoir' de l'occupant ne s'est absolument pas soucié de la ville. 'Les blessés étaient opérés dans les sous-sols de l'hôpital. [...] Il n'y avait pas assez de médecins, pas de médicaments pour stopper les hémorragies. Malgré ça, l'hôpital a réussi à sauver à peu près 400 civils', raconte un médecin."

Les immeubles d'Izioum sont détruits, décrit la chaîne de télévision **24** dans un reportage, tant "la ville a souffert des bombardements". "Les habitants assurent qu'il reste des corps sous les décombres. Pendant l'été, ils ont pu réparer un peu leurs logements, mais beaucoup n'ont plus de toit. Ils ne savent pas comment ils vont passer l'hiver."

Les habitants "ont montré aux journalistes leurs maisons détruites, dans lesquelles, depuis le début de mars, il n'y a plus ni électricité ni chauffage. Les gens préparent à manger sur des feux. Ils vont chercher de l'eau à la rivière et la font bouillir."

À la nouvelle de la découverte des fosses communes, les dirigeants occidentaux ont été prompts à réagir, rapporte le site **Oukraïnska Pravda**. Ainsi, Emmanuel Macron, sur Twitter, écrit : "Je condamne avec la plus grande fermeté les atrocités commises à Izioum, en Ukraine, sous occupation russe. Leurs auteurs devront répondre de leurs actes. Il n'y a pas de paix sans justice." Le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, sur le même réseau, le rejoint : "La découverte d'une

fosse commune à Izioum, en Ukraine, est horrible et déchirante. Le Canada condamne ces atrocités. Avec nos partenaires, nous allons continuer d'appeler les responsables à répondre de leurs actes."

**Oukraïnska Pravda** rappelle aussi que le patron de la diplomatie de l'Union européenne, Josep Borrell, "a réagi aux fosses communes trouvées à Izioum, en soulignant que le gouvernement russe était impliqué dans les violations des lois de la guerre et qu'il devrait faire face à ses responsabilités".

Mais c'est Ursula von der Leyen qui est allée le plus loin. Dans un entretien accordé au quotidien allemand **Bild**, elle n'a en effet pas hésité à envisager que Vladimir Poutine soit un jour traduit devant un tribunal pour les crimes qu'aurait commis son armée. La chaîne de télévision **Souspîlné** dépeint l'atmosphère qui règne dans la ville en donnant la parole à son maire, Valériy Martchenko : "Les employés de tous les services participent à l'exhumation, ils déterrent les morts.

Si possible, ils les identifient, et tous sont envoyés à Kharkiv pour la suite de la procédure. Ce travail va se poursuivre pendant près de deux semaines, parce qu'il y a beaucoup de sépultures. Pour le moment, on n'a pas trouvé de nouveaux sites, mais les gens disent qu'il y en a d'autres, donc, on les cherche."

Au 18 septembre, il restait quelque 15 000 habitants à Izioum. "Mais dès maintenant, pas encore massivement, les gens commencent à revenir. Ils ne vont pas tous revenir, beaucoup n'ont nulle part où aller – les appartements et les maisons ont été bombardés, détruits. L'hiver approche. L'électricité sera rétablie dans la ville au maximum d'ici deux semaines. Maintenant, il faut également rétablir la connexion au gaz [...]. Tout le réseau est détruit, et, en cette courte période, il est impossible de le réparer. D'ici un mois, à Izioum, on s'attend à ce qu'il y ait entre 25 000 et 30 000 habitants", prédit Martchenko.

En attendant la fin des travaux d'exhumation et les conclusions de l'enquête, certaines sources officielles se livrent à des prédictions sinistres. Comme Oleh Kotenko, le commissaire ukrainien à la question des personnes disparues, qui, dans **Oukraïna Moloda**, prévient que "le nombre de morts à Izioum pourrait être plusieurs fois supérieur à celui de la tragédie de Boutcha".

—**Courrier international**

→ Le chef de l'état-major russe, Valeri Guerassimov, s'adresse au ministre de la Défense russe, Sergueï Choïgou : "On lui dit la vérité? — Toi d'abord?"  
Dessin de **Taylor Jones** paru dans le **Hoover Digest**, Stanford (Californie).



SUR NOTRE SITE

[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

## Des blogueurs russes en colère

●●● Très suivis sur la messagerie Telegram, moins contrôlée que la télévision, "les blogueurs qui soutiennent la guerre – et dont certains sont embarqués avec des soldats près de la ligne de front" – ont évoqué sans détour les revers des forces pro-Kremlin, rapporte **The New York Times** dans un article traduit sur notre site [courrierinternational.com](http://courrierinternational.com). Plusieurs n'ont pas hésité à critiquer "les commandants qui ont laissé faire ça", comme l'écrit l'un de ces blogueurs russes – voire le gouvernement

et parfois jusqu'au président Poutine. Leur indignation pourrait refléter un mécontentement latent parmi les officiers qu'ils côtoient et au sein des élites russes. "La plupart de ces gens sont stupéfaits, ils ne croyaient pas cela possible, explique au **New York Times** Dmitri Kuznets, qui couvre le conflit pour le site russophone **Meduza**. Je pense que la plupart d'entre eux sont sincèrement en colère." Et d'ajouter : "Je pense que la majorité de ces gens jugent aujourd'hui nécessaire de s'engager plus massivement et de décréter la mobilisation générale." Une option risquée pour Vladimir Poutine.

# Poutine poussé à la surenchère

Selon ce politologue bulgare, la contre-offensive ukrainienne a fait voler en éclats la stratégie du Kremlin. Qui pourrait céder aux pressions des ultras et décréter une mobilisation générale.

—Financial Times (extraits) Londres

Le génie de l'état-major ukrainien, tweetait en début de semaine l'analyste Michael MacKay, consiste à manœuvrer ses forces là où les Russes ne sont pas, ce qui les oblige à se replier depuis leurs positions." Or on découvre que le Kremlin est logé à la même enseigne. Tandis que les troupes russes se replient pour éviter l'encerclement, Vladimir Poutine se retrouve encerclé politiquement à Moscou.

Alors que le mot "guerre" a fini par faire son apparition dans les médias d'État (jusqu'à présent, l'invasion de l'Ukraine y était qualifiée d'"opération militaire spéciale"), les ultras appellent à une mobilisation générale et deviennent le principal problème du président russe.

Après avoir échoué à prendre Kiev et à renverser le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, le Kremlin avait dévoilé une stratégie qu'on peut résumer ainsi : s'emparer du plus large territoire possible avec les effectifs à sa disposition ; infliger un maximum de dommages à l'économie ukrainienne ; et organiser des référendums sur l'annexion des territoires occupés, ce qui ferait naître un sentiment de fatalité. Le Kremlin était convaincu que cette stratégie casserait le moral de l'Ukraine et inciterait ses alliés occidentaux à cesser leurs livraisons d'armes.

En gelant le conflit, le Kremlin cherchait à prendre le dessus, tout en évitant le recours à la mobilisation générale. Pendant un temps, cette stratégie a semblé gagnante. L'Ukraine se préparait à une guerre d'usure et la flambée des prix de l'énergie atténuait le choc des sanctions occidentales contre Moscou. Quant aux sondages, ils indiquaient que la majorité des Russes était favorable à l'agression de Poutine contre l'Ukraine.

Cependant, cet édifice stratégique s'est effondré en quelques jours. La contre-offensive ukrainienne a conforté les dirigeants politiques occidentaux dans l'idée que Kiev doit recevoir les armes dont il a besoin, et que l'armée russe doit non seulement être stoppée, mais vaincue.

Les récents heurts à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sont le signe que certains

des pays limitrophes de la Russie détectent une faiblesse chez leur voisin et sont prêts à dégrader des conflits jusqu'alors insolubles dans l'espace postsoviétique.

Entre-temps, jeudi dernier, Poutine rencontrait en Ouzbékistan Xi Jinping et une brochette de leaders de régimes autoritaires. À cette occasion, il a été obligé d'expliquer pourquoi la Russie n'était pas en train de gagner.

De plus en plus, Poutine fait l'objet de pressions pour déclarer la guerre et décréter la mobilisation générale, si bien que le Kremlin est acculé : le président russe doit faire des choix auxquels il se dérobe depuis le début de l'invasion.

Aux yeux des gens raisonnables, le refus du Kremlin de qualifier de guerre son invasion de l'Ukraine n'était que la marque d'un profond cynisme. Mais pour de nombreux Russes, cette décision est d'une grande importance. Si une "opération militaire spéciale" peut susciter un élan patriotique, la guerre est un sujet de crainte.

L'attaque russe contre la Géorgie en 2008 était une "opération spéciale", de même que l'intervention de Moscou dans le conflit en Syrie. La confrontation avec l'Allemagne nazie, en revanche, était une guerre. Les opérations spéciales sont des conflits qu'on peut perdre sans que la population le remarque. Mais quand on perd une guerre, on risque de perdre son pays.

**MÊME SI POUTINE NE RISQUE PAS DE PERDRE LE POUVOIR, IL A PERDU SA MARGE DE MANŒUVRE.**

Il n'est pas facile de prédire ce qui va se passer à Moscou après l'humiliation des troupes russes en Ukraine. Mais on peut affirmer à bon droit que, même si Poutine ne risque pas de perdre le pouvoir, il a perdu sa marge de manœuvre. Le Kremlin craint que la mobilisation générale ne révèle les faiblesses du régime.

La mobilisation pourrait aussi mettre à nu l'égoïsme des élites russes. Si elle avait lieu, les fils des proches de Poutine fuiraient le pays ou finiraient à l'hôpital pour éviter la conscription. La corruption paralyserait le système. Et même s'il est peu probable que les gens se révoltent, au moins dans un premier temps, ils feront ce que les Russes font le mieux : traîner les pieds.

Poutine s'est refusé à toute mobilisation générale pour la même raison qu'il n'a pas voulu imposer la vaccination obligatoire pendant l'épidémie de Covid-19 : la crainte qu'une telle mesure ne révèle son incurie. Contrairement à ce qu'affirme la propagande du Kremlin, la plupart des Russes ont beau acclamer leur armée, ils sont bien moins enthousiastes à l'idée de s'y enrôler.

La seule option qui reste à Poutine, s'il refuse de décréter la mobilisation générale, est de plonger l'Ukraine plus avant dans les ténèbres. À court terme, par conséquent, la contre-offensive de Kiev devrait aboutir à une escalade, et non à un cessez-le-feu.

—Ivan Krastev  
Publié le 16 septembre



CAGLE CARTOONS

## À la une



**"L'UKRAINE CONTRE-ATTAQUE"**, titre l'hebdomadaire tchèque **Respekt** le 19 septembre, au-dessus d'un dessin mettant en scène la dernière heure de Vladimir Poutine. Avec à portée de main un téléphone rouge rappelant celui dont se servait Adolf Hitler pour donner ses ordres pendant les derniers mois de la Seconde Guerre mondiale, le président russe semble traverser, lui aussi, des moments difficiles. "Préparons-nous à une victoire ukrainienne et à la fin de Poutine", assure le magazine libéral.

## L'auteur

L'influent politologue bulgare Ivan Krastev dirige le think tank Centre for Liberal Strategies (Centre pour les stratégies libérales), à Sofia. Il est notamment l'auteur de *Destin de l'Europe* (éd. Premier Parallèle, 2017) et du *Moment illibéral* (éd. Fayard, 2019).

## La diva contestataire

●●● La diva de la variété russe Alla Pougatcheva, considérée comme l'une des femmes les plus influentes de Russie, a fait sensation le 18 septembre en publiant un post Instagram soutenant son mari, Maxime Galkine, récemment déclaré "agent de l'étranger" en raison de ses critiques sur l'invasion de l'Ukraine : "Je demande à être intégrée aux rangs des agents de l'étranger de mon pays adoré, car je suis solidaire de mon mari, un homme honnête, droit et sincère, véritable patriote, qui souhaite à sa patrie prospérité, paix et liberté d'expression [...] et que cesse la mort de nos garçons pour des objectifs illusoire qui font de notre pays un paria."

À lire sur notre site.

## Contexte

## À Samarcande, la Chine et l'Inde ont pris leurs distances

●●● Le 15 septembre, à Samarcande, Xi Jinping et Vladimir Poutine se sont rencontrés à l'occasion du sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Leur précédente conversation datait de février, juste avant l'offensive russe contre l'Ukraine, et avait abouti à une déclaration d'amitié "sans limites" lors de l'ouverture des Jeux olympiques d'hiver à Pékin. Mais cette fois, l'ambiance était tout en retenue. "La Chine s'efforce, avec la Russie, de démontrer le sens de la responsabilité des grands pays, de jouer un rôle de leader et d'insuffler de la stabilité dans ce monde qui se désagrège", relate l'agence officielle **Xinhua**, reprenant les mots prononcés par Xi Jinping – qui n'a pas évoqué l'Ukraine. De son côté, Vladimir Poutine a déclaré : "Nous apprécions la position équilibrée de nos amis chinois quant à la crise ukrainienne." Avant d'ajouter : "Nous comprenons vos questionnements et vos préoccupations à ce sujet." Une façon d'admettre que Xi est préoccupé par la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, a commenté le porte-parole du département d'État américain, Ned Price. Cette interprétation n'est pas celle du quotidien nationaliste chinois **Huanqiu Shibao**. Dans un éditorial, il insiste sur l'importance des relations sino-russes et fustige l'attitude des États-Unis et de l'Occident, qui "aimeraient pousser à l'inimitié [entre Pékin et Moscou]". Le quotidien ajoute : "Quelles que soient leurs gesticulations, la Chine et la Russie ont toujours maintenu la direction ferme et juste d'un partenariat sans alliance." Un partenariat, donc, et pas une alliance. Le lendemain, c'est un autre acteur majeur de l'Asie qui a pris ses distances avec la Russie, comme l'a résumé le **New York Times**. Toujours à Samarcande, le Premier ministre indien, Narendra Modi, a en effet souligné, en préambule de sa réunion avec Vladimir Poutine, que "l'heure n'était pas à la guerre", mais à relever les défis posés par les crises alimentaire et énergétique. "Aujourd'hui, nous aurons l'occasion de discuter de la manière dont nous pouvons avancer sur le chemin de la paix", a-t-il ajouté.

## Verbatim

## POUR POUTINE, LA GUERRE N'A PAS ENCORE COMMENCÉ

À Samarcande (Ouzbékistan), où se tenait le sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai, Vladimir Poutine a voulu rassurer le Premier ministre indien, Narendra Modi, "inquiet" de la guerre en Ukraine : "Nous ferons tout pour que cela s'arrête au plus vite. Mais Kiev a renoncé aux négociations, et affirme vouloir atteindre ses objectifs sur le terrain militaire. Ils ont annoncé une contre-offensive, nous verrons bien comment elle se terminera." Quant à la Russie, a précisé le chef du Kremlin, "ses plans demeurent inchangés et se réalisent malgré la contre-offensive". Selon lui, la Russie mène seulement une "opération militaire spéciale", ce qui signifie que "toute l'armée russe n'est pas mobilisée". Et le chef d'État russe de mettre en garde : si son armée répond pour l'heure "avec retenue" aux "attaques terroristes", cette retenue "n'aura qu'un temps".

## LE PROJET DE "SUPER-OTAN" QUI INQUIÈTE MOSCOU

**VU DE RUSSIE** Kiev a rendu public un projet de traité international sur des "garanties de sécurité" que devraient octroyer à l'Ukraine les grandes puissances occidentales. Pour l'ancien président russe Dmitri Medvedev, il s'agit d'un "prologue à la troisième guerre mondiale".

Dans l'euphorie des récents succès de ses forces armées dans la région de Kharkiv, Kiev a lancé également une offensive diplomatique", écrit le quotidien russe **Kommersant**. Le 13 septembre, un projet de pacte de sécurité préparé par un groupe d'experts a en effet été remis à Volodymyr Zelensky et mis en ligne sur le site de la présidence ukrainienne. Les garanties de ce projet de traité "sont présentées comme des obligations strictes que doivent endosser les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, la Turquie et d'autres pays", explique le quotidien russe. Avec pour objectif "le renforcement des forces armées ukrainiennes de telle sorte que celles-ci puissent affronter la Russie".

Depuis quelques mois, ce groupe de travail composé de "spécialistes de tout le monde démocratique, notamment des anciens Premiers ministres et des ministres", et coordonné par le chef du cabinet de Volodymyr Zelensky, Andreï Ermak, et le Danois Anders Rasmussen, ancien secrétaire général de l'Otan, travaille à l'élaboration de recommandations sur la base desquelles doit être proposé un "accord de Kiev sur la sécurité".

Le document propose globalement un renforcement de la puissance militaire de l'Ukraine et une augmentation de ses forces armées. À cet égard, Rasmussen a déclaré : "Nous voyons que l'une des meilleures garanties [de sécurité] consiste à assurer à l'Ukraine une puissance militaire capable de contrer toute attaque", selon des propos relayés par **Kommersant**. L'ancien responsable de l'Alliance atlantique a dénoncé le "tristement célèbre" mémorandum de Budapest, qui selon lui stipulait "l'obligation de ne rien faire" : "Il faut, au contraire, mettre à disposition de l'Ukraine tout ce qui nécessaire à sa défense".

"Ultimatum." Le mémorandum de Budapest, signé trois ans après la chute de l'URSS, en 1994, par les États-Unis, le Royaume-Uni et la Russie, garantissait l'intégrité territoriale de l'Ukraine, de la Biélorussie et du Kazakhstan contre leur ratification du traité de non-prolifération nucléaire. La Russie a donc bafoué cet accord en entrant en guerre contre l'Ukraine.

Ce genre de projet de traité est sans équivalent, observe **Kommersant**, qui relaie des

déclarations du cabinet de Zelensky : "Il s'agira des premières garanties de ce type au XXI<sup>e</sup> siècle, et elles peuvent jeter les fondements d'un nouvel ordre sécuritaire en Europe."

**Kommersant** souligne par ailleurs que les "pays garants" devront accorder à Kiev une aide financière, "y compris non remboursable", pour la reconstruction des infrastructures détruites pendant la guerre. Par ailleurs, en tant que pays candidat à l'UE, l'Ukraine pourra obtenir un statut privilégié pour accéder aux fonds d'aide européens.

Selon le site conservateur **Vzgliad**, le projet de traité indique également que les accords conclus avec les garants doivent exclure "l'exigence d'un statut neutre pour l'Ukraine". Selon ce site, si l'Occident accepte les exigences de Kiev, "qui relèvent quasiment de l'ultimatum", on assistera alors à la formation d'une "super-Otan" additionnant les forces de l'Alliance et celles de l'Ukraine.

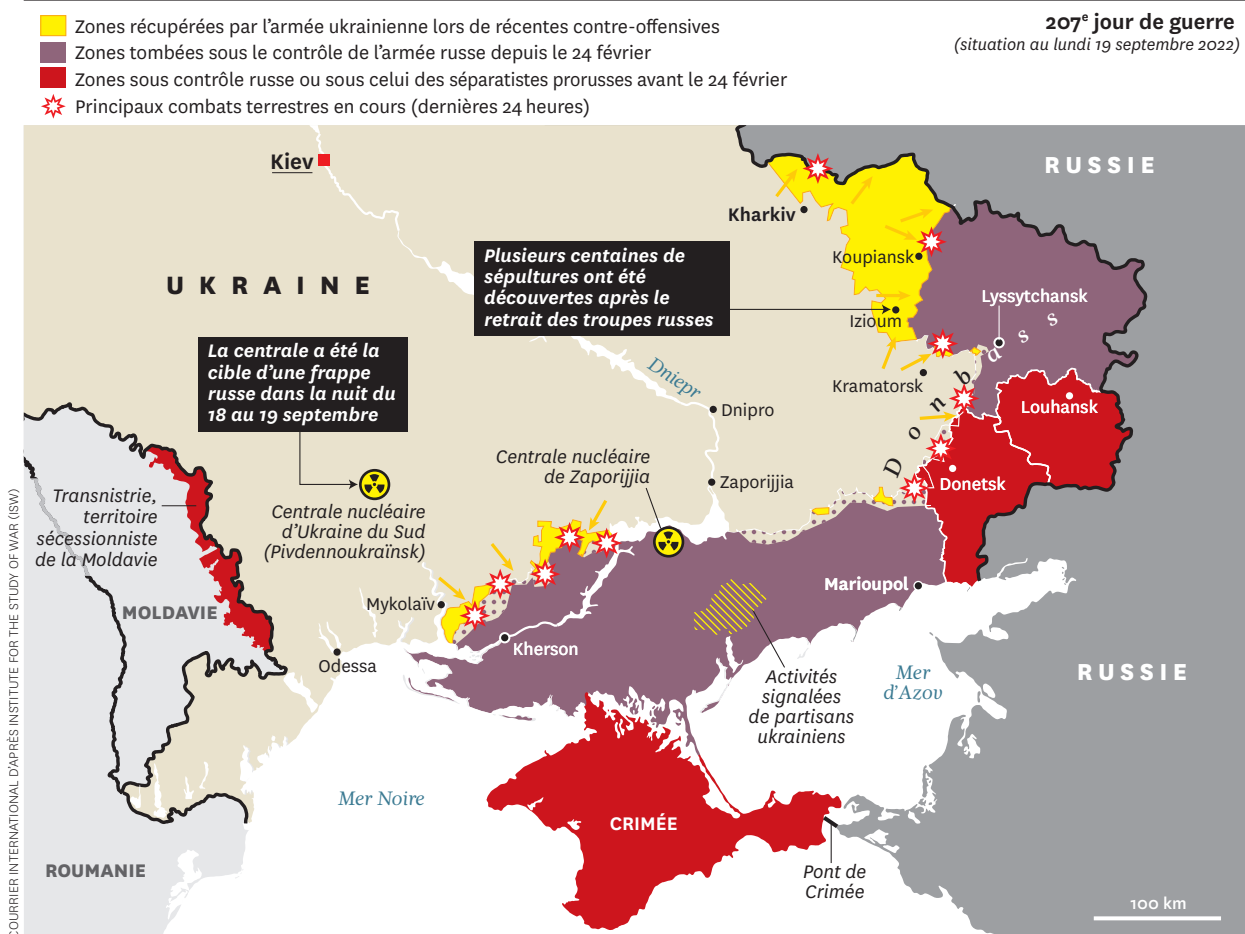
Parmi les principales figures politiques de Russie, Dmitri Medvedev, ancien président et actuel vice-président du Conseil de sécurité, a été le premier à réagir à la publication de ce projet de traité. Préposé depuis le début de la guerre aux annonces les plus virulentes, il a déclaré, comme le rapporte **Kommersant**, que le texte revenait à autoriser "le recours à l'article 5 du pacte de l'Otan" (qui prévoit qu'une attaque armée contre un pays membre est considérée comme une attaque contre l'ensemble des alliés) et qu'il s'agissait là d'un "prologue à la troisième guerre mondiale".

Moscou "est convaincu que Kiev n'obtiendra pas satisfaction" mais, "à toutes fins utiles", menace de "passer à la vitesse supérieure" dans le conflit armé actuel. "Nos tristes amis occidentaux vont peut-être enfin comprendre une chose simple concernant la guerre hybride entre l'Otan et la Russie, avertit Medvedev. S'ils continuent à livrer sans retenue au régime de Kiev des armes très dangereuses, eh bien tôt ou tard la campagne militaire passera à la vitesse supérieure. Elle n'aura plus de frontières visibles, et les actions des parties en conflit n'auront plus aucune prévisibilité. Elle suivra son propre scénario militaire, précipitant dans le conflit de nouveaux acteurs."

— **Courrier international**



REVUE  
DE PRESSE



COURRIER INTERNATIONAL D'APRÈS INSTITUTE FOR THE STUDY OF WAR (ISW)

Il va falloir vaincre la boue. La célèbre *raspoutitsa* – la saison des routes impraticables – a peut-être permis de sauver Kiev dans les premiers temps de la guerre. La boue d'automne a tendance à être moins pénible, mais en général elle favorise plutôt les actions défensives qu'offensives, un handicap pour l'Ukraine alors que la situation joue en sa faveur et qu'il faut agir vite.

L'Ukraine va bientôt avoir besoin de moyens aériens – des avions de combat modernes, des drones, des hélicoptères de transport pouvant déplacer des forces spéciales pour frapper derrière les lignes russes – ainsi que des roquettes et des missiles à plus longue portée. L'armée de l'air américaine a près d'une quarantaine de F-16 vieillissants dont la fin de service est prévue cette année. Ils devraient être entre les mains des Ukrainiens.

“Le soutien de l'Occident est essentiel pour que le pays ait les moyens de vaincre, et pour cette raison, nous devons montrer que l'Ukraine a tous les atouts en main, m'a confié le général à la retraite Stanley McChrystal. Tout ce que nous pouvons fournir rapidement, sans nous en cacher, qui pourrait changer le cours des choses et permettre à l'Ukraine d'avancer” sera très utile.

**IL FAUT IMPRESSIONNER LE KREMLIN. UNE SUCCESSION D'HUMILIATIONS MILITAIRES PEUT CONVAINCRE POUTINE QUE LE TEMPS NE JOUE PAS POUR LUI.**

# Une victoire aussi pour Joe Biden

**VU DES ÉTATS-UNIS** Depuis le début de la guerre, les États-Unis sont le bras armé de la démocratie ukrainienne, mais aussi ses yeux et ses oreilles. Alors que Kiev reprend la main, Américains et Européens doivent accentuer encore leur soutien, affirme ce chroniqueur conservateur.

—The New York Times (extraits) New York

Les avancées stupéfiantes réalisées par les forces ukrainiennes contre la Russie sont aussi une victoire pour Joe Biden. Depuis le début de la guerre, j'ai échangé avec des personnes très au fait de la façon dont les États-Unis participent à l'effort de guerre en Ukraine : missiles antichars Javelin, missiles antiaériens portatifs Stinger, lance-roquettes Himars, canons M777, missiles antiradars Harm et autres équipements militaires. Mais pas seulement. Nous partageons aussi avec les Ukrainiens des renseignements

militaires indispensables pour les opérations sur le terrain, les manœuvres et les frappes.

Nous sommes devenus non seulement le bras armé de la démocratie ukrainienne, mais aussi ses yeux et ses oreilles. Ce qui manquait initialement à l'Ukraine en termes de puissance de feu, les États-Unis l'ont compensé par la précision des renseignements fournis. Aujourd'hui, alors que les unités russes abandonnent leurs positions et leurs équipements, l'Ukraine dispose d'un avantage temporaire en termes de renseignement et d'offensive, créant une occasion unique pour de nouvelles avancées décisives.

Que faire ensuite ?



**SUR NOTRE SITE**

[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

**L'armée ukrainienne se prépare à une guerre longue et veut pouvoir frapper la Russie.** Surfant sur les récents succès de son armée, Kiev souhaite acquérir plus d'armes auprès des États-Unis, dont des missiles de longue portée. Le but est de “poursuivre son offensive en 2023”, révèle le **Wall Street Journal**. Un article à lire en français sur notre site.

À quoi faut-il s'attendre ?

Il va falloir vaincre le froid. L'hiver va figer les lignes de front à certains endroits – une autre raison pour laquelle l'Ukraine doit pousser son avantage dès maintenant. Poutine compte également sur cette période pour jouer la carte du chantage à l'énergie contre l'Europe, reconstituer sa puissance militaire et récupérer le soutien de la droite ultramilitariste, qui serait en train de se retourner contre lui.

Il faut donc impressionner le Kremlin. Une succession rapide d'humiliations militaires, avec la perte d'une ville comme Kherson, peut convaincre Vladimir Poutine que le temps ne joue pas en sa faveur et qu'une retraite en bonne et due forme aux positions d'avant la guerre serait une meilleure solution qu'une débâcle cinglante suivie d'une conscription impopulaire.

Il va falloir vaincre le dégel. Si la Russie continue de perdre du terrain, elle va chercher à négocier une sortie de cette impasse. De nombreux pays, notamment les alliés problématiques de l'Otan comme la Hongrie et les pays qui aiment jouer les mouches du coche en diplomatie comme la France, seront les premiers à sauter sur l'occasion pour réclamer un cessez-le-feu et exercer des pressions diplomatiques et économiques sur l'Ukraine afin qu'elle accepte un accord. Mais il serait immoral et peu avisé de permettre à Poutine de garder les territoires qu'il a remportés depuis le début de la guerre. “Nous ne devons surtout pas laisser la Russie s'en sortir avec le moindre sentiment de victoire”, a

souigné McChrystal. Surtout, si concessions il y a, elles devront être la décision souveraine de Kiev, en toute indépendance et sans la moindre contrainte. C'est la raison pour laquelle nous avons rejoint ce combat.

*Il va falloir vaincre l'horreur.* Tout le monde redoute un retour de bâton. Il n'est pas exclu que le Kremlin fasse usage d'armes nucléaires tactiques afin d'éviter la défaite et de plonger le reste du monde dans la terreur. Ce serait affreux, même si les avantages que pourrait en retirer Moscou sont improbables. Poutine ne ferait que dévaster la terre qu'il cherche à s'approprier et mettre en danger son armée et son peuple avec les retombées radioactives. Cette solution a toujours été à la portée de Poutine.

## IL N'EST PAS EXCLU QUE LE KREMLIN FASSE USAGE D'ARMES NUCLÉAIRES TACTIQUES AFIN DE PLONGER LE RESTE DU MONDE DANS LA TERREUR.

Le fait qu'il n'y ait pas eu recours montre qu'il est conscient de son caractère inepte. Il serait cependant sage de la part de Biden d'alerter publiquement les Russes des conséquences d'une telle folie.

Selon moi, la liste des mesures à prendre est la suivante : intégrer rapidement l'Ukraine à l'Otan ; saisir toutes les ressources russes à l'étranger ; rééquiper de têtes nucléaires les missiles de croisière embarqués sur nos bâtiments de combat et nos sous-marins ; créer une zone d'exclusion aérienne garantie par l'Otan au-dessus de l'Ukraine ; fournir à Kiev des armes de longue portée capables de frapper la Russie. Quelles que soient les actions mises en place, elles doivent être sans équivoque afin de refroidir les va-t-en-guerre les plus acharnés du Kremlin.

Alors que la guerre entre dans une autre phase, de nouveaux dangers vont se présenter, mais rien ne serait plus grave qu'une défaite ukrainienne. Biden l'a compris et a agi en conséquence, c'est tout à son honneur.

—Bret Stephens

Publié le 13 septembre

# 6000

## MILLIONS DE DOLLARS

Le 15 septembre, le président américain, Joe Biden, a annoncé que les États-Unis allaient envoyer l'équivalent de 600 millions de dollars en armes et équipement militaire supplémentaires à l'Ukraine, dont des roquettes, des radars, des drones. C'est le "vingt-et-unième envoi de matériel" depuis le début de l'invasion russe en Ukraine, souligne le **New York Times**.

## Vu d'Allemagne

### Berlin n'a jamais cru à une victoire de Kiev

●●● Le gouvernement d'Olaf Scholz est à nouveau sous le feu des critiques ukrainiennes, affirme **Die Zeit**. Pour intensifier ses contre-attaques contre les Russes, Kiev a besoin d'armes, que Berlin semble réticent à lui envoyer. "Car une victoire de l'Ukraine - définie comme le refoulement des forces russes jusqu'aux frontières d'avant 2014 - ne contredit pas seulement les pronostics de nombreux experts allemands, explique le titre de gauche. Elle va également à l'encontre de la position politique du chancelier Olaf Scholz, et il faut le dire clairement." Pour l'hebdomadaire, les hésitations du dirigeant social-démocrate à envoyer à Kiev des chars de combat Marder et Leopard s'expliquent par son manque de confiance dans l'armée ukrainienne. Scholz considère que celle-ci ne peut l'emporter face à la "supériorité militaire de la Russie" et à ses capacités d'escalade nucléaire, affirme le titre. "Ce qu'il veut, et a voulu, depuis le début du conflit, ce sont des négociations avec le Kremlin." Le journal fonde son analyse sur les déclarations du chancelier allemand. Aux réunions du G7 ou au Forum économique mondial de Davos, il a toujours affirmé que "Poutine ne devait pas gagner cette guerre". Pour **Die Zeit**, ce n'est pas tout à fait la même chose que de dire : "Poutine doit perdre la guerre", ou bien même "Nous serons aux côtés de l'Ukraine jusqu'à la victoire finale". Dans ce contexte, le coup de téléphone du dirigeant allemand au président russe, mardi 13 septembre, apparaît comme une manière de remettre les discussions diplomatiques sur la table, tout en faisant taire les reproches sur son manque d'implication dans la guerre. Dans un pays où 77 % de la population "souhaite que des négociations avec les pays occidentaux permettent de déboucher sur la fin du conflit", la mesure ne peut être considérée que d'un bon œil, note le journal, citant un sondage de l'Institut Forsa publié fin août. "Le chancelier connaît bien les Allemands."

➤ Vladimir Poutine. Dessin de Ferguson paru dans le **Financial Times**, Londres.

# LES EXPERTS EN PLEIN BROUILLARD

Le lot d'incertitudes autour d'un conflit militaire rend difficile toute conjecture quant à la suite des opérations. La guerre en Ukraine le prouve une nouvelle fois, estime ce journaliste espagnol.

—El Confidencial (extraits) Madrid

L'erreur est humaine. Il y a quelques semaines encore, quelques-uns des analystes militaires les plus proches de la cause ukrainienne diagnostiquaient un conflit au point mort, et pour longtemps. Aucun des deux camps n'était assez puissant pour obtenir une victoire, et c'était une lente, frustrante, éprouvante guerre de tranchées qui s'annonçait.

Au mieux, hasardait Jack Watling, expert auprès du groupe de réflexion britannique Rusi, la contre-offensive de Kherson mille fois annoncée pourrait-elle user un peu plus les Russes et les empêcher de consolider leurs positions durant l'hiver. Il fallait être naïf pour rêver d'une reconquête du Sud, renchérissait Shashank Joshi, le spécialiste défense du magazine *The Economist*. D'autres, à l'opposé, assuraient sans ciller que la victoire était acquise pour la Russie, et qu'il fallait donc faire pression sur Volodymyr Zelensky pour qu'il réfléchisse à des concessions et signe un accord de paix, quand bien même les conditions en seraient fixées par les Russes.

**Inutile de s'autoflageller.** Et voilà tout à coup que, dissipant ces conjectures telles d'insignifiantes volutes de fumée, l'armée ukrainienne a lancé autour de Kharkiv une contre-offensive d'une rapidité sans doute inédite depuis la Seconde Guerre mondiale. En une semaine, les Ukrainiens auraient reconquis plus de 2 000 km<sup>2</sup> [au 20 septembre, Kiev affirmait avoir repris plus de 8 000 km<sup>2</sup>], pénétrant comme dans du beurre dans les défenses russes : des soldats qui s'enfuient terrifiés, abandonnant derrière eux des armes innombrables, et des prisonniers de guerre par centaines, sinon par milliers.

Devant cette avancée éclair dans une région que personne ne scrutait, les spécialistes de la stratégie militaire ont des airs de randonneurs



perdus dans le brouillard. Il leur arrive de faire comme s'ils connaissaient le chemin, l'œil sur une carte froissée, de la même voix grave et claire que les invités d'un talk-show. Mais le brouillard est épais, et les observateurs ont beau avoir étudié les cartes et distinguer parfois quelque rocher qui leur permette brièvement de s'orienter, ils sont bel et bien perdus. Car telle est la nature de la guerre.

*“Bien trop d'analyses militaires occidentales se sont concentrées sur le tangible, sur le quantifiable, twittait le 11 septembre Eliot A. Cohen, professeur à la faculté d'études internationales avancées de l'université Johns Hopkins. Or au bout du compte l'inquantifiable (le courage ou la peur, la cohésion ou la méfiance, une autorité pour guider ou pas) est tout aussi important. Quand la guerre en Ukraine se terminera, les spécialistes de la guerre et les organisations militaires devront se pencher sur ce qui a fait que notre évaluation de l'intangible ait été, non pas tant fautive, mais surtout absente.”*

Inutile pour autant de s'autoflageller. Le “brouillard de guerre”, concept forgé par le père de la stratégie militaire moderne Carl von Clausewitz, est dans la tête de tous ceux qui analysent – ou pratiquent – le conflit : des généraux qui prennent les décisions en temps réel aux historiens qui analysent des batailles terminées bien avant qu'ils naissent, en passant par le soldat sur le théâtre des opérations.

Tout le travail de la stratégie et de l'instruction, précisément, consiste, comme le rappelait l'historien britannique John Keegan dans *Anatomie de la bataille* [1976], à minimiser cette incertitude, qui est le fruit d'un nombre incommensurable de facteurs. Une incertitude présente au niveau “micro” – dans l'imédiateté chaotique des combats – comme au niveau “macro” – dans ces analyses diverses et variées que nous lisons depuis six mois au sujet de l'Ukraine, qui parfois se hasardent à

faire des prédictions, à dégager des chemins qui pourraient nous aider à sortir du brouillard.

Ça n'est pas toujours possible. Si même les commandants chargés de prendre des décisions de vie ou de mort ne possèdent pas toute l'information, que peut-on attendre de gens qui écrivent des articles à des milliers de kilomètres du front ? Cette dissonance aura été particulièrement nette en Ukraine.

Dans les semaines qui ont précédé l'invasion, chez tous ceux qui examinaient les probabilités et les conséquences d'une attaque à grande

## “BIEN TROP D'ANALYSES MILITAIRES OCCIDENTALES SE SONT CONCENTRÉES SUR LE TANGIBLE, LE QUANTIFIABLE.”

Eliot A. Cohen, PROFESSEUR DE SCIENCES POLITIQUES

échelle, le consensus était que l'Ukraine, à commencer par sa capitale, Kiev, tomberait en quelques jours. Les chiffres étaient éloquentes : la Russie avait un budget de défense dix fois supérieur à celui de l'Ukraine, une armée huit fois plus grande. Elle avait aussi pour elle une longue expérience militaire.

Au Pentagone, principal allié de l'État ukrainien et qui s'était montré capable d'annoncer avec précision le moment de l'invasion russe, on évoquait un délai de “soixante-douze heures”. C'est ce que déclaraient de nombreuses sources aux médias nord-américains, et ce qu'avait dit aussi devant le Congrès, trois semaines plus tôt, le chef d'état-major Mark Milley. Et la réaction des États-Unis était le reflet de ces pronostics.

Les deux premiers mois de l'invasion, les armes envoyées à l'Ukraine étaient avant tout

des armes de résistance : missiles antichars, missiles antiaériens, casques, gilets pare-balles. Des armes et des équipements faciles à cacher, parfaits pour les embuscades et la guérilla urbaine. Les armes lourdes n'ont été approuvées que plus tard, quand les Ukrainiens ont eu fait la preuve qu'ils étaient de taille à affronter la Russie.

Les pronostiqueurs se sont-ils trompés ? Assurément. Mais le plus étonnant, c'est qu'à en croire le *Washington Post* les Ukrainiens eux-mêmes nageaient dans le brouillard. Dans les premières heures qui ont suivi l'offensive, certains membres du gouvernement Zelensky étaient convaincus que Kiev allait être prise par les Russes et incitaient le président à quitter la capitale, tout comme le lui recommandaient d'ailleurs les Américains.

**Des faiblesses russes connues.** Il ne s'agit pas ici d'inciter au nihilisme le plus total. Il y a toujours eu depuis le début de l'invasion des analyses complètes et brillantes s'appuyant sur l'Osint (renseignements en source ouverte) et sur un large éventail d'éléments de preuve audiovisuels. Ce qui se passe en ce moment à Kharkiv, une contre-offensive préparée grâce à un leurre fait aux Russes, incités à envoyer leurs bataillons à Kherson, et grâce à des informations du renseignement occidental, s'explique bien.

Les défauts fondamentaux de l'opération russe, à l'origine de nombre de ses erreurs, sont connus depuis le début de l'invasion : des soldats en nombre insuffisant, mal entraînés en vue d'un plan aussi ambitieux, à la merci d'un commandement hiérarchique et corrompu, et une façon de faire la guerre manquant à la fois de souplesse et d'imagination, car dépendante de l'artillerie et des lignes de chemin de fer. Autant de faiblesses que les Ukrainiens ont su, une fois encore, mettre à profit.

Les surprises de la guerre d'Ukraine évoquent d'autres épisodes de l'histoire. En juillet 1914, par exemple, il était communément admis que la guerre en Europe serait pliée en quelques semaines – les armes étaient si modernes, si destructrices qu'il ne pouvait en être autrement.

Le brouillard est parfois plus épais encore quand on prend du champ pour observer sur le temps long le cours entier d'une guerre. Ce qui semble d'abord une défaite peut finalement être une victoire, et inversement. Pour preuves dans l'histoire récente, il y a le “Mission accomplie” lancé par George W. Bush en Irak en 2003, ou la remontée alors impensable de l'URSS de Staline, attaquée par surprise et à moitié anéantie par des armées allemandes jusqu'à alors invaincues.

L'analyste militaire Konrad Muzyka, qui sait se garder du triomphalisme, reconnaît l'envergure de cette avancée ukrainienne et estime que les Russes se retrouvent privés de capacités offensives dans l'Est. En tout cas pour les six mois à venir. Car le brouillard de guerre ne s'est pas dissipé. Alors que Poutine se trouve certainement dans une situation de fragilité inédite, cette catastrophe européenne n'a pas révélé toutes ses surprises.

—Argemino Barro  
Publié le 12 septembre



**SUR NOTRE SITE**  
courrierinternational.com

**En Ukraine, les séparatistes annoncent dès cette semaine des référendums de rattachement à la Russie.**

Dans quatre territoires ukrainiens, des autorités séparatistes ont dit leur volonté d'organiser des référendums sur le rattachement à la Russie. Les républiques autoproclamées de Lougansk et Donetsk, dans l'est de l'Ukraine, ont été les premières à annoncer leurs dates : on votera du 23 au 27 septembre, a rapporté mardi 19 septembre l'agence de presse russe TASS. Des scrutins qui pourraient contribuer à une escalade sur le terrain.

# Une jeunesse volée

**Le photographe Fabian Ritter a passé trois semaines avec des jeunes de la région de Kiev pour documenter leur quotidien. Même dans les scènes de vie les plus banales, la guerre est omniprésente.**

**S**ur les clichés, de jeunes Ukrainiens de 15 à 29 ans posent sans sourire. Ils trinquent, dansent, nagent dans les lacs. Et pourtant, Fabian Ritter n'hésite pas à l'affirmer, *"on leur a volé leur jeunesse"*. Pendant trois semaines, le photographe du collectif allemand Docks a photographié, selon ses propres termes, *"l'été le plus marquant de leur vie"*, leur premier été dans un pays en guerre.

L'idée lui est venue en mars 2022, lors d'un reportage dans la ville de Lviv. *"J'étais hébergé par un couple de jeunes Ukrainiens, se souvient le trentenaire berlinois, habitué du documentaire et du photojournalisme. C'était des gens qui avaient à peu près mon âge, ils ressemblaient à mes amis, cela m'a touché."* Il décide alors de revenir en mai avec un traducteur pour raconter le quotidien de *"cette jeunesse qu'on ne voit pas"*, une jeunesse *"souvent éclipsée par les images de champs de bataille"*.

À Kiev, mais aussi dans *"des villes qui sont maintenant tristement célèbres"* comme Irpin ou Boutcha, les jeunes qu'il rencontre se retrouvent encore pour faire du skate-board ou de la musique. Parfois, ils prennent même un café en extérieur, quand l'arrêt des bombardements le permet. *"Ils recherchent ces moments de joie, de vie normale"*, explique Fabian Ritter.

Il est frappé par le *"patriotisme"* des adolescents et des jeunes adultes qu'il interroge, mais aussi par leur maturité. Tous connaissent quelqu'un sur le front. La majorité d'entre eux participe à l'effort de guerre. Ils récoltent des dons, cuisinent ou distribuent de la nourriture dans les régions les plus dévastées, parfois en parallèle de leurs études. *"Mentalement, personne ne peut échapper à la guerre."*

Pour Fabian Ritter, ces jeunes sont eux aussi *"des victimes de ce conflit"*. Il souhaite continuer à raconter leurs expériences *"pour qu'on ne les oublie pas"*. Il est reparti en Ukraine en septembre – toujours à la rencontre de la jeunesse du pays.

— **Courrier international**

→ Symbole de la résistance ukrainienne, le pont d'Irpin, dans l'oblast de Kiev, est aujourd'hui un mémorial improvisé en hommage à tous les civils, soldats et journalistes tués dans les environs.

→ → La carcasse d'un véhicule près de Makariv.

→ → → Situé entre Irpin et Boutcha, ce lac est le lieu de baignade préféré des jeunes de Kiev.

→ De jeunes artistes dans un parc du centre-ville de Kiev, le 1<sup>er</sup> juin, après une vente aux enchères au profit de l'armée ukrainienne.

→ → Grisha (à g.) et Borys au lac, le 6 juin. Grisha a quitté Irpin, où il vivait avec sa famille, une demi-heure avant que les Russes n'arrivent.

→ → → Étudiante en cinématographie, Maryna travaille sur un projet concernant un ami qui a subi un violent traumatisme dans l'armée au début de la guerre.

Photos Fabian Ritter



**PORTFOLIO**



d'un  
continent  
à l'autre.

moyen-  
orient

Asie .....	22
Amériques.....	24
Europe .....	25
Afrique.....	26
France.....	28



# Égypte. Une contestation sociale intense, mais inaudible

Ces dernières années, le pays a été le théâtre de milliers de mouvements sociaux contestant la politique économique du gouvernement. Mais une répression systématique, la faiblesse de leur couverture médiatique et l'indifférence des élites politiques ne leur ont pas permis de se faire entendre.

—Al-Manassa *Le Caire*

**J**amais la vie politique égyptienne n'a paru aussi immobile que ces dernières années. C'est en effet à 2016 que remontent les dernières grandes manifestations, qui ont eu lieu pour protester contre la rétrocession à l'Arabie saoudite des deux îles en mer Rouge : Tiran et Sanafir.

La répression qui s'est abattue ensuite sur tous les milieux d'opposition a étouffé la vitalité politique. Depuis, les militants doivent se contenter de suivre les dossiers de prisonniers politiques. Mais sous le couvercle, la société n'est pas aussi calme qu'il y paraît. En effet, si la mobilisation politique est totalement bloquée, il y a d'autres mobilisations qui n'ont jamais cessé.

Ces dernières années ont en effet été émaillées de milliers de mouvements sociaux. Les sources d'information sur

le sujet sont rares, mais la Plateforme pour la justice sociale [groupe d'universitaires analysant les structures socio-économiques du pays] en a fait le décompte sur son site.

Selon elle, il y a eu 1 878 mouvements sociaux au cours de l'année 2016, puis un léger tassement l'année suivante, avec 1 528. Mais à partir de là, ce chiffre a été en hausse constante. En 2018 et en 2019, il bondit à 2 502 puis 2 792. L'année 2020, marquée par la crise sanitaire du Covid, connaît, elle aussi, une forte hausse de ce chiffre, qui atteint 3 832. Et en 2021, il y en a eu 1 177 rien qu'au premier semestre.

**Chiffres en deçà de la réalité.** Le fait qu'ils éclatent localement, sans organisation centralisée, et que les médias les passent presque entièrement sous silence ne facilite pas leur observation. Il est donc probable que ces chiffres soient en deçà de la réalité.

**Les revendications immédiates des travailleurs ne peuvent être articulées avec un projet politique général.**

Cela montre en tout cas l'étendue de la résistance aux réformes économiques entreprises par le gouvernement durant cette période. Ces réformes ont consisté à libéraliser le cours de change de la livre égyptienne, à augmenter la TVA et à baisser le niveau des subventions pour l'essence et l'électricité.

Selon le groupe de chercheurs de la Plateforme pour la justice sociale, les revendications des travailleurs portent sur le droit à la santé, à un logement et à de meilleurs services publics, ainsi que sur le coût de la vie, le niveau des salaires, les congés et le droit à s'organiser [en

syndicat]. Mais les forces de sécurité n'ont pas été plus tendres avec les grévistes qu'avec des militants purement politiques, et revendiquer une hausse de salaire, défendre son emploi ou simplement réclamer l'application du Code du travail à un prix.

Le Centre de services syndicaux et ouvriers a ainsi rapporté des dizaines d'arrestations, de licenciements abusifs, de détentions, de transferts devant la justice, etc. Ce qui n'a pas empêché ces mobilisations de se multiplier.

Le potentiel du phénomène est donc considérable, comme le montre l'exemple de l'entreprise publique Fer et Acier de Helwan. Son démantèlement [achevé en juin 2021] a rencontré une large opposition. Mais les seuls à s'être mobilisés sur le terrain ont été les travailleurs eux-mêmes, avec des manifestations et des rassemblements à l'intérieur de l'usine qui ont duré des semaines à partir de



← Dessin d'Arend Van Dam, Pays-Bas.

janvier 2021, malgré le siège policier du site et de nombreuses arrestations.

Pourtant, ces mouvements sociaux ne bénéficient toujours pas de l'attention qu'ils mériteraient. En effet, de larges pans des élites politiques ne considèrent pas la mobilisation sociale comme partie intégrante des enjeux politiques du pays. Elles n'y voient que des revendications "catégorielles".

**Répression policière.** Ce qualificatif de "catégoriel" est apparu lors de la révolution de janvier 2011. Les grèves des travailleurs avaient fait tache d'huile dès avant la révolution, pour continuer pendant et après. Or beaucoup de forces politiques [bien que prorévolutionnaires] considéraient que ces mobilisations étaient un frein à leur principale préoccupation [la transition démocratique].

Depuis l'échec de la démocratisation, le seul domaine qui fasse encore preuve de vitalité, ce sont ces mobilisations "catégorielles", qui ont réussi à monter quelque 12 000 actions au cours de ces six dernières années, alors même que tout le monde avait peur de donner de la voix.

Certes, la répression policière s'emploie à empêcher ces mouvements de se structurer. Mais les élites politiques ont également leur part de responsabilité. Leur indifférence empêche d'articuler les revendications immédiates des travailleurs à tel ou tel endroit avec un projet politique plus général pour le pays tout entier.

Cela les prive également de la possibilité d'avoir un cadre qui permettrait de centraliser les actions et de partager les leçons des expériences faites par les uns et les autres. Voilà pourquoi leur influence semble condamnée à rester en deçà de la réalité numérique du phénomène.

Pourtant, la persistance de ces mobilisations "catégorielles" montre que c'est par là qu'il faut commencer pour renouer avec la vitalité politique et revenir dans le débat politique global.

—Mostafa Bassiouny  
Publié le 22 août

SOURCE



AL-MANASSA

Le Caire, Égypte  
almanassa.net

Créé en 2011, Al-Manassa ("La Tribune") est un site généraliste égyptien qui porte une attention particulière à la culture. Nourri essentiellement par les contributions de lecteurs, il se veut non partisan, contre la violence, le racisme et le professionnalisme.

## Une COP27 sous le signe de la répression

●●● Alors que l'Égypte s'apprête à accueillir la 27<sup>e</sup> Conférence mondiale de l'ONU sur le climat (COP27), du 6 au 18 novembre prochains, Le Caire veut se poser en bon élève de la lutte contre le réchauffement et affiche ses engagements à baisser ses émissions de carbone, constate le magazine américain **Foreign Policy**. "Mais derrière le rideau, le régime du maréchal Abdel Fattah Al-Sissi harcèle, intimide et arrête des militants environnementaux", ajoute le magazine, en s'appuyant notamment sur un nouveau rapport de l'organisation de défense des droits humains Human Rights Watch. Cette COP27 risque donc de braquer les projecteurs sur la répression de la société civile égyptienne.

Pis, il pourrait constituer un "épineux défi pour les grandes démocraties qui promeuvent des objectifs ambitieux pour le climat" mais se retrouvent contraintes de coopérer avec l'un des régimes les plus répressifs du monde.

## Alaa Abdel Fattah, prisonnier sans espoir

●●● "Il est convaincu qu'il va mourir en prison", rapporte le quotidien britannique **The Guardian**, en citant la mère de l'un des prisonniers politiques les plus connus d'Égypte : Alaa Abdel Fattah. En grève de la faim depuis six mois, ce militant de 40 ans, icône de la révolution de 2011, "ne croit pas dans un salut individuel" et réclame la libération de toutes les personnes détenues arbitrairement. Lui comme d'autres comptent sur la COP27 pour servir de levier et faire entendre leur cause, ajoute **The Guardian**.



SUR NOTRE SITE  
courrierinternational.com



PHOTO FARIS KNIGHT/WIKIMEDIA COMMONS

### LE MOGAMMA TRANSFORMÉ EN HÔTEL DE LUXE

Les Égyptiens vont devoir faire leurs adieux au Mogamma, le complexe administratif dont la silhouette imposante domine la place Tahrir, au centre du Caire. Symbole de la bureaucratie, témoin de l'histoire du pays depuis le milieu du siècle dernier jusqu'à la révolution de 2011, il va être transformé en complexe touristique et commercial, raconte le média libanais **Daraj**.

# LE MONDE SANS FIN

JANCOVICI - BLAIN



Une lecture indispensable pour prendre la mesure des enjeux d'aujourd'hui et de demain.

« Un livre important, d'utilité publique, qu'il faut lire et relire. »  
**France Inter**

« Une BD lumineuse sur les enjeux du changement climatique ! »  
**C'à vous - France 5**

« Intelligent, limpide, non dénué d'humour. »  
**France Bleu**

« Avec cette BD vous comprendrez tout ! »  
**France Info**

**DARGAUD** AU RAYON BANDE DESSINÉE



asie

# Japon. Entre la secte Moon et le pouvoir, une longue amitié

Depuis la mort du Premier ministre Shinzo Abe, le Parti libéral-démocrate au pouvoir est vivement critiqué pour ses liens avec Moon. Une proximité qui remonte à l'après-guerre. Décryptage.

## ● Quelles relations entretiennent la secte et le Parti libéral-démocrate (PLD)?

Au premier regard, les relations entre la secte Moon, communément appelée Toitsu Kyokai (Église de l'unification) au Japon, et le PLD peuvent paraître inconcevables. Comment un groupe religieux, condamné à plusieurs reprises par la justice japonaise et qui ne disposerait que de 80 000 voix, peut-il se targuer d'une telle influence sur le parti qui domine le paysage politique du pays depuis plus d'un demi-siècle?

Certes, leur nombre ne permet pas vraiment d'envoyer directement un candidat à la Diète, le Parlement japonais. Cependant, la participation à une élection nationale demandant un travail collectif considérable – distribution de tracts, appels téléphoniques, organisation de meetings... –, des politiques se sont laissés tenter par l'idée de collaborer avec les moonistes, qui leur fournissent une main-d'œuvre gratuite. Un ancien adepte cité par la chaîne de télévision **FNN** raconte : «On n'a jamais été payés. On n'a pas le droit de dire non aux responsables de l'Église, sinon on risquerait d'aller en enfer.»

De même, les votes des fidèles, bien que peu nombreux, peuvent être décisifs dans les scrutins serrés. «Notre rôle était de faire gagner un candidat n'ayant pas de fief solide», admet une autre ancienne adepte dans le quotidien

**Asahi**, qui affirme avoir soutenu, dans les élections sénatoriales de 2022, Yoshiyuki Inoue, mooniste et ancien secrétaire de Shinzo Abe. Une collaboration assidue



REVUE DE PRESSE

qui aurait permis à l'Église d'obtenir la protection de la police, selon de nombreux journalistes et avocats. «Vers 2005, des cadres de la police m'ont dit qu'ils n'avaient pas pu enquêter sur eux 'en raison de pressions politiques'», affirme Yoshifu Arita, journaliste spécialiste des sectes, dans le **Mainichi Shimbun**.

## ● À quand remonte cette proximité? Quel a été le rôle de Shinzo Abe?

Les relations entre le PLD et la secte remontent à la fin des années 1950, quand Nobusuke Kishi, Premier ministre entre 1957 et 1960 et grand-père de Shinzo Abe, a aidé la secte à s'implanter au Japon.

Sun Myung Moon, le fondateur de la secte coréenne, profondément anticommuniste, a créé la Fédération internationale pour la victoire contre le communisme au Japon, en 1968, et nommé Ryoichi Sasakawa, criminel de guerre et notable de la droite japonaise avant guerre, président d'honneur. Celui-ci avait déjà passé quelque temps dans la prison de Sugamo avec Kishi (qui y a été emprisonné

entre 1945 et 1948) et il a servi d'intermédiaire entre lui et les moonistes. «Grâce à nos relations avec Kishi, le mouvement anti-communiste au Japon a connu un grand essor», a ainsi écrit Osami Kuboki, premier président de l'Église de l'unification au Japon, cité par le journal **Asahi**. Cet héritage familial s'est transmis à Shinzo Abe, petit-fils de Kishi.

De fait, l'ancien Premier ministre ne cachait même plus ses relations avec les moonistes, surtout après avoir été réélu à la tête du pays, en 2012. En 2021, il a envoyé un message vidéo à un événement organisé par la Fédération pour la paix universelle, liée à la secte. «Soyons vigilants face aux mouvements socialistes révolutionnaires cherchant à mettre en place des valeurs biaisées», déclarait-il alors, selon le journal **Tokyo Shimbun**.

L'influence de Shinzo Abe, qui fédérait tel un roi les conservateurs du parti, est alors telle que des députés du PLD, surtout ceux issus de sa faction, participaient à qui mieux mieux aux événements de la secte, en envoyant des lettres de félicitations à diverses occasions. «Les moonistes étaient en bons termes avec Shinzo Abe, je ne pensais pas que cela ferait l'objet d'une telle critique», confie l'un d'entre eux dans le **Mainichi Shimbun**.



## ● Quelles ont été les conséquences de ces liens sur la politique menée par Shinzo Abe?

Outre l'anticommunisme, l'idéologie de la secte Moon traduit un attachement profond au patriarcat, avec un refus absolu de la légalisation du mariage gay et du féminisme, considérés comme «sataniques». Avec d'autres groupes religieux à tendance nationaliste et sexiste, comme Nippon Kaigi, la secte aurait exercé une influence sur la politique du pays en la matière, à travers la collaboration avec des députés conservateurs.

En 2005, en réaction au mouvement progressiste des années 1990 promouvant l'éducation sexuelle, le PLD met sur pied le Comité d'enquête sur l'éducation sexuelle radicale, dirigé par Shinzo Abe et Eriko Yamatani, députée conservatrice du parti réputée proche des moonistes. Parallèlement, la Fédération pour la victoire contre le communisme fait feu de tout bois pour soutenir l'initiative du PLD. Selon le **Tokyo Shimbun**, l'un de leurs pamphlets affirme : «Dans le but de corrompre les jeunes, les communistes cherchent à mettre en œuvre une éducation sexuelle abusive dans nos écoles.»

Fer de lance de ce mouvement réactionnaire, Eriko Yamatani figure à l'époque à plusieurs reprises à la une de **World Times**, organe de propagande des moonistes. À ce jour, le mariage gay n'est toujours pas légalisé au Japon. Quant à l'éducation sexuelle, elle se cantonne à l'apprentissage du fonctionnement biologique de la reproduction humaine. Reste à savoir dans quelle mesure la secte a atteint son objectif et influencé ces politiques conservateurs, mais «il est certain qu'ils avaient des idées très proches», affirme Eito Suzuki, journaliste spécialiste de la secte, sur le site **Bunshun Online**.

## ● Cela choque-t-il au Japon aujourd'hui? Quelles sont les mesures prises?

Depuis l'assassinat de Shinzo Abe, le Premier ministre, Fumio Kishida, est en proie à une avalanche de critiques sur les liens de sa formation avec la secte. Sa popularité a chuté de façon vertigineuse. Selon le sondage de l'agence de presse Jiji Tsushin publié le 15 septembre, seuls 32 % des Japonais soutiennent le gouvernement, tandis que 40 % le désapprouvent. Et 51 % d'entre eux

✎ Dessin de Mayk paru dans **Sydsvenskan**, Malmö.

## Repères

### Des funérailles nationales qui divisent

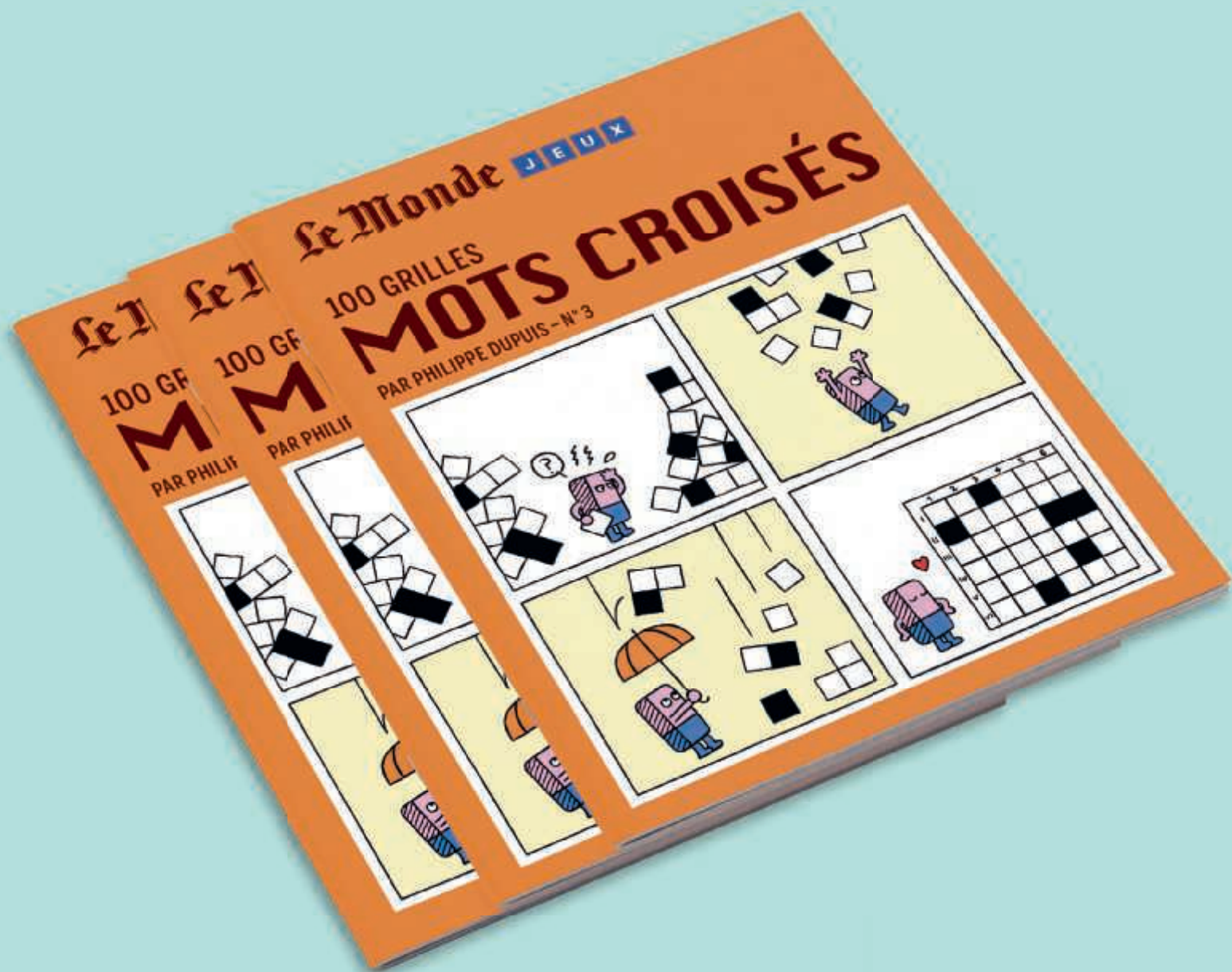
●●● Le 27 septembre auront lieu les funérailles nationales de Shinzo Abe, ancien Premier ministre et influente personnalité politique de l'archipel. Une cérémonie exceptionnelle qui ne fait pas l'unanimité. Shinzo Abe a mené avec son parti, le Parti libéral-démocrate actuellement au pouvoir, une politique très conservatrice et clivante. Il a été assassiné le 8 juillet en pleine rue par Tetsuya Yamagami. Cet homme de 41 ans nourrissait une rancœur tenace contre Abe en raison de sa proximité avec la secte Moon, qu'il tient pour responsable de la ruine de sa famille.

sont défavorables aux obsèques nationales pour Shinzo Abe, décidées à la hâte par le Premier ministre sans passer par la Diète.

Effrayé par la colère des Japonais, le PLD a mené une enquête interne et publié une liste des 179 députés ayant eu des relations avec les moonistes. «Nous allons rompre tout lien avec le groupe», a affirmé le secrétaire général de la formation, Moshimitsu Motegi, rapporte la chaîne de télévision **TV Asahi**.

Il n'est pas sûr que le PLD pourra joindre les actes à la parole : même s'il a insisté pour dire qu'il n'avait pas eu de relation institutionnelle avec la secte, le parti refuse de faire la lumière sur les relations entre Abe et les moonistes. «Puisqu'il est mort, on peut difficilement rendre compte de leurs rapports», a affirmé le Premier ministre Kishida le 31 août, cité par le **Mainichi Shimbun**. «Sans comprendre ce qui s'est produit par le passé, il est impossible d'envisager quoi que ce soit pour l'avenir. Le parti manque de sérieux», conclut le journaliste Eito Suzuki dans le même journal.

— **Courrier international**

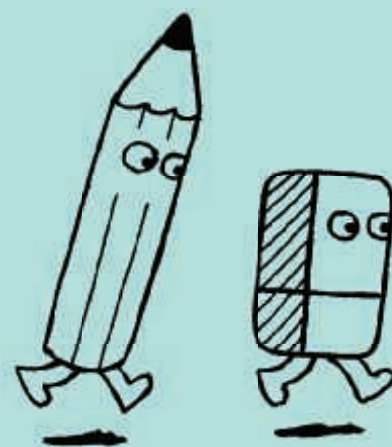


## CRUCIVERBISTES, À VOS CRAYONS !

*Le Monde* a sélectionné pour vous **100 grilles** de **Philippe Dupuis**.  
Vous vous amuserez de ses définitions malicieuses et de ses astuces lexicales.

Chez votre marchand de journaux et sur [lemonde.fr/boutique](http://lemonde.fr/boutique)  
**6,90 € - 120 pages**

*Le Monde*

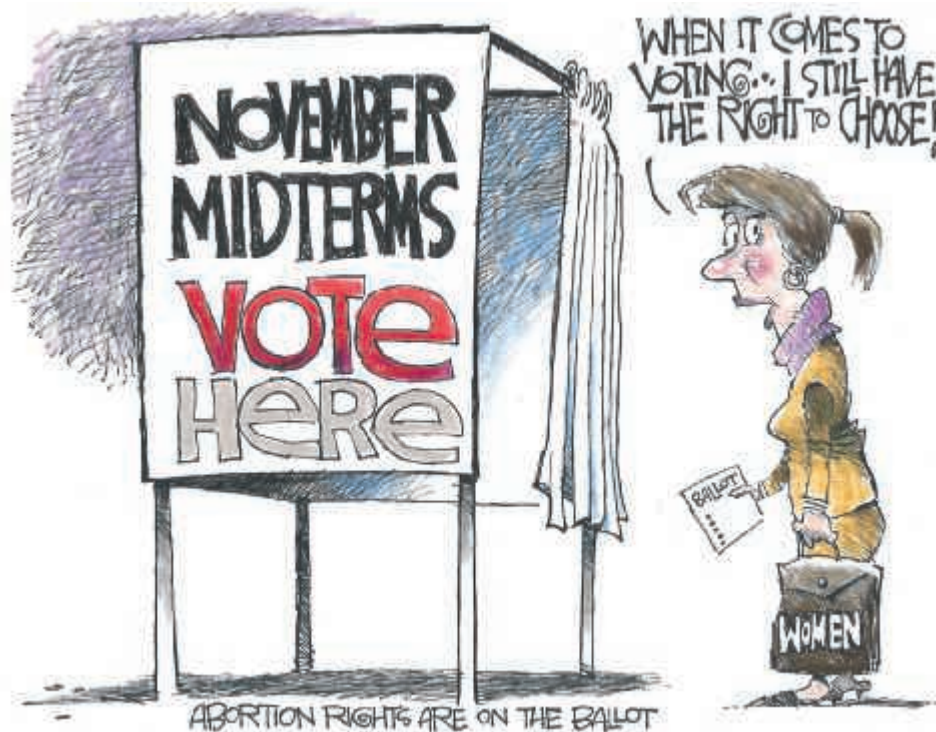




amériques

# États-Unis. L'avortement, un droit à reconquérir

La remise en cause de ce droit acquis depuis quarante-neuf ans a révolté une grande partie des femmes. Qui pourraient voter contre les républicains lors des élections de mi-mandat, en novembre.



CAGLE CARTOONS

—The Guardian (extraits)  
Londres

Des années durant, les démocrates ont mis en garde contre les lourdes menaces qui pesaient sur l'avortement. Un peu partout dans les États républicains, l'accès à l'IVG était sapé, raboté. Néanmoins, pour beaucoup d'Américains, perdre ce droit constitutionnel en vigueur depuis 1973 restait une perspective certes inquiétante mais lointaine.

Et puis, en juin, la Cour suprême a annulé l'arrêt *Roe vs Wade* qui, quarante-neuf ans plus tôt, avait établi le droit à l'avortement. Depuis, des lois interdisant l'interruption de grossesse sont entrées en vigueur dans au moins dix États. Les républicains multiplient les nouvelles restrictions, et font planer la menace d'une remise en cause d'autres droits, comme le mariage homosexuel ou l'accès à la contraception.

Certains signes laissent cependant penser qu'une riposte couve, et les démocrates comptent sur ce retour de bâton pour chambouler les élections de mi-mandat, aussi bien au Congrès fédéral que dans les assemblées des États fédérés. Responsables à la Maison-Blanche, candidats démocrates et stratèges du parti assurent que cette liberté perdue en matière de procréation a galvanisé une base démocrate désenchantée, et qu'elle pourrait faire basculer un électoralat qui a joué un rôle décisif dans les dernières victoires démocrates, à savoir les femmes des banlieues [de la classe moyenne ou aisée] de tendance plutôt républicaine ou indépendantes des deux partis.

Début août, dans l'État très conservateur du Kansas, les électeurs ont créé la surprise en votant à une majorité écrasante pour le maintien du droit à l'avortement. Ce faisant, ils ont conforté les démocrates dans leur analyse, et

révélé qu'il y avait bien un risque pour les républicains à trop faire de zèle sur l'un des sujets les plus chargés émotionnellement pour la société américaine.

« Depuis l'annulation de *Roe*, le monde est sens dessus dessous, constate Cecile Richards, ancienne directrice de Planned Parenthood [le planning familial américain], aujourd'hui coprésidente d'un super PAC [comité d'action politique] de gauche. Nous n'en sommes

# 35%

**C'EST LA HAUSSE DU NOMBRE DE FEMMES** nouvellement inscrites sur les listes électorales depuis l'annulation de l'arrêt *Roe vs Wade*, par rapport à la période qui a précédé la fuite d'une version préliminaire de la décision début mai, notait le **New York Times** le 25 août, en se fondant sur les chiffres de dix États. Une hausse qui n'est que de 9 % pour les hommes. Ces inscriptions confirment la mobilisation des femmes pour défendre le droit à l'avortement.

plus à défendre un droit. C'est maintenant un combat que nous devons mener pour le reconquérir.»

Preuve s'il en fallait de l'importance qu'ils accordent au sujet dans ce cycle électoral, les démocrates dépensent énormément en spots de campagne sur l'avortement. Dans l'une de ces vidéos, lancée par la candidate au poste de gouverneur de Géorgie Stacey Abrams, des femmes expliquent qu'elles risquent d'être traitées en « criminelles » si elles cherchent à bénéficier d'une IVG en cas de réélection du républicain sortant, Brian Kemp. « Le seul moyen de mettre fin à cette attaque faite aux Géorgiennes, déclarent-elles, c'est de stopper Brian Kemp. »

**Soutien populaire.** De fait, les enquêtes montrent qu'une majorité d'Américains soutiennent au moins un accès conditionné à l'avortement. Selon le Pew Research Center, ils sont environ 60 % à estimer que l'avortement doit être autorisé dans la plupart des cas, voire tous, contre seulement 8 % à vouloir qu'il soit interdit sans aucune exception.

Certains démocrates s'approprient la rhétorique républicaine sur l'ingérence de l'État pour mieux accuser leurs adversaires d'empiéter sur les droits et libertés individuels dans le domaine de la santé reproductive féminine. Plus largement, il s'agit pour eux de présenter les républicains comme des extrémistes déterminés à priver les Américains d'un droit qu'ils croyaient acquis. Un discours qui rappelle celui que les démocrates avaient adopté en 2018, en fustigeant le désir des républicains d'abroger la loi sur les soins abordables, et qui leur avait valu une victoire écrasante à la Chambre des représentants.

Reste une inconnue qui devrait peser sur l'issue de ces élections de mi-mandat : dans quelle

➤ *Sur l'isolement : Pour les élections de mi-mandat, votez ici.*

« En matière de vote, c'est encore moi qui décide ! » Dans la main : Bulletin de vote. Sur la sacoche : Femmes. Dessin de John Darkow paru dans le **Columbia Missourian**, États-Unis.

mesure le droit à l'avortement sera-t-il une question clé pour ces électrices indépendantes et très sensibles aux enjeux économiques, dans des quartiers résidentiels disputés ?

Stratège républicaine modérée, Sarah Longwell rappelle que dans les panels réalisés auprès des électrices hésitantes, l'avortement ne fait pas partie des sujets qui ressortent spontanément. Mais quand on les invite à en discuter, la question prend très vite un tour intime : « Ce qui vient immédiatement, ce sont des récits personnels sur les complications et tout ce qui peut mal tourner dans une grossesse. » Une chose est sûre, selon elle : les femmes, y compris celles qui se disent « pro-vie », « n'apprécient pas du tout qu'on vienne s'interposer entre une femme et son médecin sur des décisions qui mettent sa vie en jeu ».

Dans cette campagne, les républicains évitent d'ailleurs dans une large mesure d'aborder le sujet. L'interdiction pure et simple de l'IVG s'étant révélée impopulaire, certains de leurs candidats adoucissent leur discours en assurant qu'ils sont favorables aux exceptions et soucieux de la santé et du bien-être des femmes.

Mais il est difficile de faire comme si ce sujet n'existait pas. Des histoires bouleversantes circulent. Une petite fille de 10 ans, victime d'un viol, a dû faire le voyage de l'Ohio jusqu'en Indiana pour pouvoir bénéficier d'une IVG. Quelques semaines plus tard, l'Indiana devenait le premier État, depuis l'annulation de *Roe vs Wade*, à voter une interdiction presque totale de l'avortement. Mi-août, un magistrat en Floride déclarait à une jeune fille de 16 ans qu'elle n'était « pas suffisamment mûre » pour faire le choix ou non d'avorter.

« Tous ces drames n'ont plus rien d'hypothétique », martèle Molly Murphy, sondeuse et stratège pour les démocrates. Nous sommes en plein dedans. »

—Lauren Gambino  
Publié le 22 septembre



# Suède. Le royaume vire à droite toute

En se hissant à la deuxième place, l'extrême droite est la grande gagnante des législatives du 11 septembre. Elle doit maintenant s'essayer, pour la première fois, au rôle compliqué de parti associé au pouvoir, analyse le quotidien libéral danois *Politiken*.



CARTOON MOVEMENT

## — *Politiken* Copenhague

Le peuple suédois s'est exprimé. Il en a assez que la Suède continue d'accueillir beaucoup plus d'immigrés que les pays voisins. Il est aussi profondément inquiet face à la violence et au nombre record de fusillades mortelles imputables aux milieux immigrés et au statut de superpuissance humanitaire de son pays.

Et les Suédois n'approuvent pas la diabolisation du parti qui, le premier et de la manière la plus ferme, a voulu mettre ces questions à l'ordre du jour. Ils l'ont montré aux élections législatives du 11 septembre, en accordant 20,5 % des suffrages à la principale formation d'extrême droite du pays, les Démocrates de Suède (SD).

Son chef, Jimmie Akesson, dirige désormais la deuxième formation politique du royaume. C'est le plus grand parti du bloc des droites, dont le candidat au poste de Premier ministre est Ulf Kristersson, le leader des Modérés (conservateurs), qui n'ont obtenu que 19,1 %.

On peut bien sûr objecter que 79,5 % des électeurs suédois n'ont pas voté pour les SD. Mais leur progression a eu lieu alors même que les Modérés et les

sociaux-démocrates, entre autres, avaient récemment durci leurs positions en matière d'immigration et de justice.

Le soir des élections, le grand expert électoral suédois, Sören Holmberg, constatait que les SD avaient réussi, de manière assez surprenante, à faire jeu égal avec les partis de l'establishment auprès de trois électors décisifs. En effet, ils ont obtenu autant de voix d'ouvriers que les sociaux-démocrates de la Première ministre sortante, Magdalena Andersson; autant de voix d'agriculteurs que le vieux parti paysan, le Parti du centre; et autant de voix d'entrepreneurs que les Modérés.

**Volte-face.** Les SD sont donc sortis d'un long voyage en solitaire. La formule "*parti raciste aux racines nazies*", utilisée à leur rencontre par les autres partis siégeant au Parlement, était devenue tellement courante que personne n'a paru réaliser la lente progression d'Akesson et de ses acolytes. Lesquels se présentaient volontiers en martyrs. Les choses avaient tout de même changé au cours de la législature qui vient de s'achever : les Chrétiens-démocrates, puis les Modérés et enfin les Libéraux ont fait volte-face en se déclarant prêts à entamer une coopération politique avec l'ancien paria.

Avec la nouvelle donne issue du scrutin très serré du 11 septembre, les SD vont devoir trouver un nouvel équilibre entre coopération et contestation. Et Akesson s'essayer, pour la première fois, au rôle de politicien conciliateur – rôle qu'il a critiqué chez les autres pendant des années.

Car Ulf Kristersson, le conservateur, s'attèle à une tâche compliquée, celle d'élaborer une plateforme gouvernementale qui puisse fédérer à la fois les SD et les Libéraux. Ces derniers sont opposés à l'entrée du parti d'extrême droite au gouvernement et sont en désaccord avec eux sur la sévérité des politiques à mener en matière d'immigration et de justice. Force est de constater, tout de même, que les SD ne sont jamais allés aussi loin que le Parti social-démocrate au pouvoir au Danemark sur un point crucial : ils n'ont jamais proposé d'envoyer

## Les sociaux-démocrates doivent retourner dans l'opposition après huit années au pouvoir.

les demandeurs d'asile au Rwanda. "*Je n'ai nullement l'intention de décevoir mes électeurs. Mais attendons avant de parler de la composition du gouvernement*", a répondu Jimmie Akesson à *Politiken* le soir du scrutin. Le lendemain, il a eu recours à une formule pour le moins faiblarde en assurant qu'il avait "*l'ambition*" d'entrer au gouvernement. En tant que plus grand parti de son camp, il aurait aisément pu utiliser un terme plus fort, ce qui aurait alors constitué un véritable dilemme pour Ulf Kristersson et les Libéraux, qui ne tiennent absolument pas à ce que les SD fassent partie du gouvernement.

Reste à voir comment l'extrême droite et ses électeurs vont réagir à la lourde responsabilité qui leur incombe en tant que deuxième force politique du Parlement, une situation souvent difficile à gérer pour les partis contestataires. Les quatre formations du bloc des droites sont d'accord sur certains points quant à l'immigration et la justice. Ils ont aussi à peu près

la même opinion concernant le développement de l'énergie nucléaire.

Mais les SD sont catégoriquement opposés à une baisse du montant de l'assurance chômage, qui constitue, pour les Modérés, une source importante de financement des réformes qu'ils veulent entreprendre – entre autres divergences. Il appartient maintenant à Ulf Kristersson de faire ses preuves d'orfèvre en politique dans un paysage caractérisé par une majorité ténue.

**Atmosphère lugubre.** Pour les sociaux-démocrates, la soirée électorale s'est terminée sur un cuisant échec. Pendant les heures qui ont suivi la fermeture des bureaux de vote, les pronostics comme les premiers dépouillements annonçaient une victoire de la gauche et des écologistes. Jusqu'à ce que les résultats ne se transforment en une victoire pour l'opposition. L'atmosphère devint alors lugubre.

La première femme à avoir dirigé un gouvernement en Suède, Magdalena Andersson, ne sera donc pas restée longtemps à son poste. En novembre 2021, elle était devenue un symbole presque comique de l'instabilité politique de son pays, puisqu'elle avait dû remettre sa demande de démission quelques heures après son investiture... Au prix de concessions au Parti de gauche, elle avait réussi à retrouver son poste.

Dix mois plus tard, les sociaux-démocrates doivent donc retourner dans l'opposition après huit années au pouvoir. Les 30,3 % qu'ils ont obtenus aux élections représentent une progression de deux points de pourcentage par rapport à 2018. Et un résultat que d'autres chefs de gouvernement, comme Mette Frederiksen, Sanna Marin, Jonas Gahr Store et Olaf Scholz [respectivement Premières ministres danoise, finlandaise, Premier ministre norvégien et chancelier allemand], peuvent leur envier. Mais cela n'a pas suffi. Car leurs partenaires, le Parti du centre et le Parti de gauche – les adversaires les plus virulents des SD – ont perdu respectivement 1,9 et 1,3 point par rapport à il y a quatre ans.

— **Kristian Klarskov**  
Publié le 12 septembre

## Une faible marge de manœuvre

●●● La Suède a viré à droite lors des élections législatives du 11 septembre, en donnant une courte majorité à une alliance inédite entre les partis "*bourgeois*" traditionnels et les Démocrates de Suède, formation d'extrême droite. Avec 176 sièges, contre 173 aux sociaux-démocrates et à leurs partenaires, le bloc des droites aura une faible marge de manœuvre. Si tant est qu'il arrive à former un gouvernement. Le conservateur Ulf Kristersson espère pouvoir présenter son cabinet dans les prochaines semaines. A priori, il ne veut pas y accueillir l'extrême droite. Mais même si celle-ci reste en dehors, elle aura les moyens – avec ses 73 députés – d'"*exiger une grande influence sur ses questions centrales de politique migratoire et juridique*", fait observer **Dagens Nyheter**. Ce serait une première dans ce pays.



afrique

# Sahel. Paris laisse à Alger un rôle central

Le retrait des troupes françaises du Mali, effectif depuis août, laisse l'initiative à l'Algérie dans le règlement de la crise sécuritaire. Une bonne nouvelle pour la stabilité de la région, estime ce journal panarabe.



—Al-Araby Al-Jadid  
(extraits) Londres

La visite du ministre des Affaires étrangères algérien, Ramtane Lamamra, au Mali [du 1<sup>er</sup> au 3 septembre] a revêtu une importance particulière. Elle survenait en effet après celle d'Emmanuel Macron en Algérie [du 25 au 27 août], elle-même largement consacrée à la situation au Mali.

D'après les accords établis lors de ce voyage, Paris s'engage à ne pas interférer dans les choix régionaux de l'Algérie, donnant à Alger un rôle accru pour assurer la stabilité au Sahel, en coordination avec les pays voisins.

Selon un responsable algérien au fait de ces questions s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, "l'Algérie a réalisé de grands progrès pour imposer ses points de vue". Alger aurait notamment obtenu des "garanties politiques sérieuses de la part de Paris pour qu'il n'y ait pas de répétition des politiques erronées

qui ont compliqué la situation dans la région, comme en Libye, au Mali et ailleurs".

Ces garanties consistent "à respecter les choix des dirigeants politiques du Mali et des pays du Sahel et à laisser à l'Algérie une grande latitude dans ses relations avec les dirigeants des pays voisins, notamment du Mali. Et cela afin de garantir le retour aux mécanismes constitutionnels et d'aller de l'avant sur la voie de l'application des accords de paix d'Alger [signés en 2015 entre la république du Mali et le groupe rebelle de la Coordination des mouvements de l'Azawad, après des négociations sous l'égide d'Alger]."

**Groupe de médiation.** Il est probable que Ramtane Lamamra ait mis Assimi Goïta, le président de la transition malienne [comme se désigne la junta au pouvoir depuis 2020], ainsi que le Premier ministre par intérim, Abdoulaye Maïga, au courant des détails de ces accords algéro-français au sujet du Mali.

Ramtane Lamamra a présidé [le 3 septembre] la sixième réunion de suivi des accords de paix et de stabilité au Mali, issus du processus d'Alger de mai 2015.

L'Algérie préside le groupe de médiation internationale sur le Mali dans des circonstances favorables. Les groupes [armés] maliens et le gouvernement central de Bamako sont en effet arrivés à un accord sur l'intégration de 26 000 combattants des groupes armés au sein de l'armée malienne avant la fin de l'année 2024.

De son côté, Paris a enfin pris acte du rôle central de l'Algérie au Mali. Devant les journalistes qui accompagnaient Emmanuel Macron pendant son voyage en Algérie, l'amiral Jean-Philippe Rolland [chef de l'état-major particulier du président français] a ainsi admis que, de toute évidence, "l'Algérie jou[ait] un rôle extrêmement important" dans [la résolution] de la crise au Sahel.

Alger avait clairement posé ses conditions lors la réunion

sécuritaire et militaire – la première de ce genre – ayant réuni le président algérien, Abdelmadjid Tebboune, et son homologue français, Emmanuel Macron, en présence de hauts gradés de l'armée et des services sécuritaires, y compris le chef de l'armée algérienne, le général Saïd Chengriha, le ministre de la Défense français, Sébastien Lecornu, et le chef d'état-major des armées français, le général Thierry Burkhard.

Les Algériens ont notamment exigé d'être consultés par Paris avant toute prise de mesures concernant le Sahel. Si Paris a cédé, c'est non seulement parce

**Si Paris a cédé, c'est aussi en raison de la montée du rejet dans la population de toute présence française.**

que le pouvoir malien est passé aux mains d'une élite hostile à la France, mais aussi en raison de la montée du rejet écrasant dans la population de toute présence française à quelque titre que ce soit. D'autant que la présence militaire de la France dans le cadre de l'opération Barkhane, lancée en 2014 pour lutter contre le terrorisme, s'est soldée par un échec.

Maintenant que Paris a laissé le champ libre à l'Algérie pour s'occuper des politiques sécuritaires dans la région, on peut s'attendre à ce que la stabilité au Mali aille en s'améliorant.

"Les Français avaient toujours freiné l'application de l'accord de paix d'Alger signé en mai 2015 et ont toujours essayé de marginaliser le rôle de l'Algérie quand

celui-ci n'allait pas dans le sens de leur propre vision de la région", explique Zoheir Bouamama, professeur de sciences politiques [à l'université Badji Mokhtar d'Annaba, en Algérie]. Mais désormais, ajoute-t-il, il existe de nombreux signes d'une "évolution positive de l'attitude française vis-à-vis de cet accord".

"Alger et Bamako ne permettront pas à la France de s'engager dans des actions dirigées à distance qui aboutiraient à un effondrement de la sécurité pour pouvoir dire ensuite aux Maliens et aux autres pays sahéliens que, sans eux, la stabilité est impossible à atteindre", souligne encore Zoheir Bouamama.

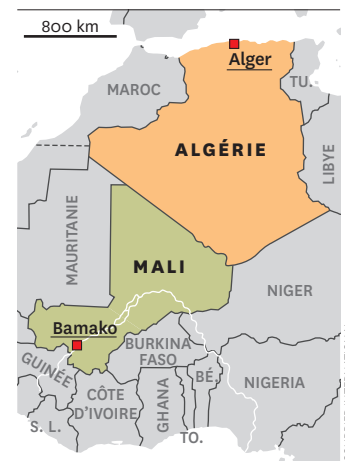
Par ailleurs, ajoute-t-il, la visite de Ramtane Lamamra [a] également [vu] se réunir le Comité bilatéral stratégique Mali-Algérie, qui aura probablement l'occasion de faire aboutir le projet de prospection dans le nord du Mali par le géant pétrolier algérien Sonatrach.

**"Agenda d'influence."** La question reste d'ailleurs de savoir dans quelle mesure la crise mondiale de l'énergie a été la raison qui a contraint Paris à accepter les conditions posées par l'Algérie.

"Les autorités de transition du Mali – et dans une moindre mesure du Burkina Faso et de la Guinée – ont su exploiter le refus considérable dans la population de l'influence française au Sahel, estime Siham Ghadir, analyste des affaires régionales. Cela ne veut pas dire pour autant que la France renonce à ses intérêts dans la région." Paris devra simplement refonder sa politique pour l'adapter aux évolutions régionales et internationales.

[Une de ces évolutions] réside dans "la compétition intense à laquelle les acteurs internationaux se livrent dans la région, explique encore Siham Ghadir. Paris n'y est plus qu'un acteur parmi d'autres. [...] Ce qui explique les accusations qu'Emmanuel Macron a adressées directement à la Chine, à la Turquie et à la Russie [soupçonnées d'avoir en Afrique un "agenda d'influence, néocolonial et impérialiste"] au cours de son voyage en Algérie, les accusant d'hostilité envers la France au Sahel."

—Othman Lahyani  
Publié le 4 septembre



✓ Dessin de Ramsés, Cuba.

RWANDA

# Où la liberté des femmes tient à un fil

S'appuyant sur une loi de l'époque coloniale, la police rwandaise traque les femmes dont la tenue est jugée "indécente". Suscitant des réactions contrastées.



—The Continent  
Johannesburg

Dans la nuit du 30 juillet, le chanteur d'origine camerounaise Tayc donnait un concert à la BK Arena de Kigali. Dans la foule se trouvait Lilliane Mugabekazi, une femme de 24 ans, vêtue d'une robe transparente et d'une culotte noires. Une semaine après le concert, cette même robe noire lui coûtera une arrestation policière, une détention de dix jours, ainsi qu'une inculpation pour "comportement indécent".

Bien qu'elle semble arbitraire, l'arrestation est en effet légale. Un article de loi datant de l'époque coloniale stipule que "toute personne qui se livre à un acte indécent en public commet une infraction". Toute personne reconnue coupable encourt donc une peine allant de six mois à deux ans de prison.

La nouvelle de la comparution de Lilliane Mugabekazi devant le tribunal a déclenché de vives réactions en ligne : "Ne vante-t-on pas le Rwanda pour son Parlement à majorité féminine? Où sont ces soi-disant leaders quand nous avons besoin d'elles? Comment une jeune fille de 24 ans peut-elle être mise en prison à cause de son choix vestimentaire? C'est vraiment lamentable."

Après la vague d'indignation virtuelle, une pétition en ligne a été créée demandant la libération de Lilliane Mugabekazi.

Alors que celle-ci a recueilli plus de 4800 signatures, la jeune fille a été libérée sous caution après une décision de justice accélérée.

Si les réseaux sociaux ont sans doute contribué à mettre fin à sa détention, ils sont aussi à l'origine de ses problèmes. C'est en effet après qu'une photo d'elle au concert de Tayc a circulé sur les réseaux sociaux qu'elle a été arrêtée.

**"Nous sommes en train de devenir une société de sexistes et d'apologistes du viol."**

Sylvie Nsanga, DÉFENSEUR DES DROITS DES FEMMES

La photo a déclenché de vives réactions chez les politiciens rwandais : "Il est inacceptable de voir nos jeunes apparaître en public carrément nus", a déclaré l'ambassadeur du Rwanda au Royaume-Uni sur son compte Twitter. S'exprimant à la télévision nationale rwandaise, le porte-parole de la police, John Bosco Kabera, a aussi condamné la tenue de Lilliane, appelant la police à en parler davantage.

Alors que les pouvoirs publics semblent avoir la mémoire courte, des soutiens de Lilliane Mugabekazi ont partagé des photos de mannequins très légèrement vêtus pendant des défilés de mode à l'occasion de la

↳ Dessin de Pavel Constantin, Roumanie.

réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, en guise de rappel et de protestation.

Un peu plus tôt cette année, en mars, la police avait arrêté une jeune femme de 20 ans après la circulation d'une vidéo la montrant allongée sur le sol, prétendument ivre.

De son côté, en juin 2020, le Bureau d'enquête du Rwanda a placé en détention quatre jeunes filles accusées d'avoir publié des photos d'elles nues sur Instagram.

Paradoxalement, en juillet 2016, le mufti [religieux musulman sunnite, interprète de la loi musulmane] du Rwanda a annoncé l'interdiction pour les femmes de porter le niqab (le voile intégral revêtu par certaines musulmanes). En fait, le Rwanda ne dispose pas de lois qui statuent sur les codes vestimentaires, mais le mufti a jugé que ce vêtement est désormais associé au terrorisme, "non seulement au Rwanda mais dans le monde entier".

Aux politiciens qui se rangent du côté de la police des mœurs s'ajoutent des composantes de la société civile, notamment, le Collectif des ligues et associations de défense des droits humains, un organisme dont le rôle est de porter la parole de ces associations au Rwanda. Selon ce collectif, les tenues "indécentes" conduisent à une augmentation des grossesses chez les adolescentes et vont à l'encontre de la culture rwandaise.

Cependant, des voix féministes continuent à se lever, dont celle de la défenseur des droits des femmes Sylvie Nsanga, qui a saisi l'occasion pour appeler les ministres du Genre, de la Jeunesse et de la Culture à mettre fin au sexisme croissant perpétré au nom de la culture et de la moralité : "Nous sommes en train de devenir une société de sexistes et d'apologistes du viol, qui justifient le nombre élevé de grossesses chez les adolescentes par la tenue vestimentaire des filles. Ça me déçoit beaucoup!"

—Samuel Baker Byansi  
Publié le 27 août

TCHAD

# L'impossible dialogue national

Lancée le 20 août, une vaste consultation "inclusive" avait l'ambition de réunir toutes les forces politiques du pays. Déjà suspendue à trois reprises, elle est de plus en plus critiquée.

C'est dit, ils ne seront pas de simples "figurants dans un scénario écrit d'avance", rapporte le site tchadien **Alwihda Info**. Le 13 septembre, 51 partis ont publiquement fait savoir leur mécontentement devant les "quelques ratés, loin des attentes", et les "multiples suspensions" qui "réflètent l'incohérence et les calculs politiciens" qui ont scandé le dialogue national inclusif et souverain (DNIS). Pour eux, l'esprit de consensus a été "complètement ignoré", entraînant un "climat de méfiance" et "mettant en doute la crédibilité du dialogue".

Le 9 septembre, l'Église protestante avait annoncé son retrait du DNIS, indiquait **Tchad Infos**. Une décision annoncée une semaine après le retrait de l'Église catholique des discussions.

Ces mécontentements affichés illustrent la fragilité d'un dialogue qui s'était pourtant voulu national. Ce processus avait été lancé par le président du Conseil militaire de transition, Mahamat Idriss Déby, lui-même fils du défunt président Idriss Déby, dont il a pris la succession en avril 2021. Dès son accession au pouvoir, le nouvel homme fort tchadien dissout le gouvernement et l'Assemblée nationale. En vertu d'une charte de transition, il concentre tous les pouvoirs. Mais il prend également l'engagement d'organiser des élections sous dix-huit mois. Un engagement arrivé à échéance en octobre.

Or ce DNIS avait été présenté comme l'étape nécessaire pour que, de cette réflexion nationale, émergent un nouveau contrat politique et les futures institutions tchadiennes. Un prélude prétendument indispensable avant ces élections tant attendues. Dès lors, le pouvoir tchadien

avait très vite affiché ses ambitions : près de 1 400 délégués représentant les partis politiques, les groupes politico-militaires et la société civile étaient attendus le 24 août à N'Djamena, la capitale, pour prendre part à ce DNIS, précisait **Financial Afrik**.

Cependant, dès le début, ce dialogue a été porté sur des fonts baptismaux mal assurés. "Le dialogue de tous les dangers", titrait alors **Alwihda Info**. Car, rapportait la **Deutsche Welle**, des partis politiques et des organisations de la société civile avaient très vite récusé ces assises, jugées non inclusives.

Parmi les réfractaires, énumérait **Alwihda Info**, le Front pour l'alternance et

la concorde au Tchad (Fact), le principal groupe politico-militaire, la coalition de l'opposition Wakit Tama, ou encore Les Transformateurs, un important parti d'opposition. Le siège de ce parti avait même fait l'objet d'un blocus sécuritaire et près de 200 de ses militants avaient été arrêtés, indiquait **Tchad Infos**. Les 19 et 20 août, des appels à manifester pacifiquement avaient été lancés par des organisations de la société civile et des partis politiques pour exiger "un véritable dialogue national et souverain".

Les opposants originels à cette initiative et les personnes déçues de son manque de transparence et d'inclusion soupçonnent, comme le rapporte le quotidien algérien **El-Watan**, que ce dialogue ne servira finalement qu'à "préparer une candidature à la présidentielle du général Déby". Mais "de rebondissement en rebondissement", comme le souligne le burkinabè **Wakat Séra**, c'est aussi tout un pays qui reste dans l'incertitude.

—**Courrier international**



REVUE DE PRESSE



france

# Procès du 13 Novembre. Une catharsis littéraire

V13, le livre d'Emmanuel Carrère fondé sur ses chroniques des audiences, pourrait contribuer à aider tout le pays à dépasser ses traumatismes.

—Süddeutsche Zeitung  
(extraits) Munich

Dans les rayons des librairies parisiennes, on le trouve en place d'honneur, juste à côté de la caisse. C'est le livre de la rentrée – et bien plus encore. Sous un titre évoquant davantage un ouvrage de science-fiction – V13 –, Emmanuel Carrère nous livre une chronique judiciaire, mais celle-ci contient tout ce qu'un livre peut donner au pays meurtri. Il s'agit du récit des dix mois qu'il a passés en tant qu'observateur au procès des attentats du 13 novembre 2015; un livre qui nous a manqué tout ce temps, sans que l'on sache combien il nous faisait défaut. [V13 est tiré des chroniques judiciaires d'Emmanuel Carrère publiées dans *L'Obs*, qui, comme *Courrier international*, fait partie du groupe Le Monde.]

Le titre est un raccourci de "vendredi 13", journée de malheur s'il en est. Ne serait-ce que par ses dimensions dantesques, ce procès a changé la France : 14 accusés, 1800 parties civiles, 350 avocats. De septembre 2021 à juin 2022, la circulation dans le centre de Paris a été perturbée en raison des mesures de sécurité imposées par le procès. Avec son livre, Emmanuel Carrère y ajoute une dimension essentielle : l'interprétation culturelle, la morale de l'histoire.

En France, les observateurs s'étonnent depuis longtemps des soubresauts erratiques de l'opinion publique, de l'agitation

que suscitent des questions purement symboliques et du rôle crucial que jouent les partis des extrêmes. Ces dernières années, la France semblait avoir perdu le fil. Nulle phrase ne résume mieux cet étrange décalage entre des conditions de vie objectivement confortables et le sentiment ambiant de découragement que la formule de l'écrivain Sylvain Tesson lorsqu'il dit que "la France est un paradis peuplé de gens qui se croient en enfer". C'est un constat régulièrement répété, mais l'on a omis de l'interpréter soigneusement, de le prendre au pied de la lettre, et de se demander quel était donc cet enfer.

**Les témoignages permettent à tout un pays de faire son deuil et de sortir du cauchemar.**

La réponse se trouve dans V13. Cet enfer sur terre, c'est celui de la fosse devant la scène du Bataclan, dans laquelle les spectateurs sont livrés sans défense aux balles des assassins, où les survivants doivent enjamber les cadavres ou bien se cacher en dessous. L'enfer, c'est aussi les terrasses [des X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> arrondissements où des gens sont morts sur le trottoir. Carrère reproduit le témoignage des survivants et des proches des victimes, rien n'est épargné au public, mais il leur offre un cadre littéraire. L'inconcevable devient plus humain lorsque le



procès est traité avec une telle maîtrise littéraire.

Le procès se déroule alors que tous les coupables sont morts. Il ne saurait être question de pénitence ici, tous les éventuels désirs de vengeance resteront sans destinataire. Il ne reste qu'un membre du commando meurtrier, Salah Abdeslam – qui s'est enfui sans tuer personne. Lui-même n'a pu expliquer pourquoi il s'est moins comporté comme un monstre sanguinaire que comme un bluffeur déséquilibré sur les bords.

Carrère décrit avec minutie le cadre, les rituels et les rôles de ce procès. Il admire sans réserve tous les participants, qu'ils soient du côté de l'accusation ou de la défense, car ce qui l'intéresse n'est pas l'aspect juridique, ni même politique, de l'affaire, mais une quête plus existentielle.

L'infinie souffrance, la douleur, la haine sont des affects généralement vécus et traités de manière individuelle, mais le processus long et détaillé de ce procès change la donne : les expériences et les témoignages, souvent à la limite du supportable, façonnent une communauté imaginaire pour les survivants et permettent à tout un pays de faire son deuil et de sortir du cauchemar. Précisément parce qu'on n'y retrouve pas une solennité particulière, ni dans le procès ni dans le livre.

Carrère parvient à trouver la juste dose d'humour qui rend leur dimension humaine à ces

événements. Néanmoins, il ne cède pas à la facilité. Lorsqu'un des accusés se lance dans un argumentaire soulignant que l'Occident est aveugle face aux violences dont sont victimes les populations civiles en Irak, en Syrie et en Afghanistan, qu'il ne ressent guère de compassion pour les souffrances des peuples lointains alors qu'il juge le terrorisme comme une attaque dirigée contre l'humanité, l'auteur apprécie la logique de ce plaidoyer. Il rapporte aussi avec perplexité les aveux lapidaires, mais stupéfiants, du responsable des services de renseignements français à l'étranger lorsqu'il explique que son service savait beaucoup de choses sur ces projets d'attentat et leurs instigateurs, mais qu'il n'a rien fait – un échec total.

Mais c'est par d'autres histoires que Carrère est véritablement ému. Nous sommes, observe-t-il, obsédés par l'idée d'étudier le Mal, la perfidie du meurtre et de la terreur ainsi que l'esprit des tueurs, mais quelle place laissons-nous au courage, à la solidarité et à la bonté ?

Ce procès regorge pourtant d'exemples émouvants en la matière. Il y a ce spectateur du Bataclan qui refuse de s'enfuir pour soutenir une dame blessée juste à côté de lui, et qui ne peut plus marcher. Il ne la connaissait absolument pas. Il y a ce commissaire qui, allant à l'encontre de toutes les règles et de sa hiérarchie, fonce dans la salle de concert dans laquelle des hommes massacrent les spectateurs avec des armes de guerre.

↳ Dessin de Kichka, Israël, pour *Courrier international*.

Il n'a que son arme de service, mais, par miracle, il parvient à toucher un des terroristes, qui déclenche alors son gilet explosif. Après cela, le rez-de-chaussée de la salle est sûr, et les premiers survivants peuvent commencer à évacuer les lieux.

L'auteur se lie d'amitié avec certains participants du procès. Il y a Nadia, d'origine égyptienne, dont la fille a trouvé la mort sur une terrasse et qui, avec son mari, a fondé une association pour les survivants. Qu'est-ce qui fait que certains restent debout, alors que d'autres désespèrent ? Pourquoi la vie d'une femme, seulement effleurée par un minuscule éclat, s'effondre-t-elle quand d'autres ont perdu des membres et peinent à croire en leur chance ?

V13 s'achève le jour de l'annonce du verdict, mais cette journée a aussi une soirée et une nuit. Tout le monde se retrouve à la brasserie Les Deux Palais, où la défense offre des bouteilles à l'accusation – et inversement. Carrère s'enivre avec les autres. Ainsi s'achève un rituel complet et efficace qui constitue la réponse républicaine à la terreur islamiste, dans le respect du droit et de l'opinion publique.

C'est comme rentrer à la maison après une longue odyssée, et, tout au bout de cette longue nuit, il y a un livre puissant dont la lecture nous éclaire, nous reconcilie et nous libère. C'est en suivant ce fil que la France trouvera l'issue du labyrinthe traumatique, et que, clignant des yeux sous le soleil, elle reviendra à tâtons vers le présent.

—Nils Minkmar  
Publié le 12 septembre

## L'autre procès

●●● Au palais de justice de Paris, la salle d'audience qui a servi au procès du 13 Novembre n'est pas restée vide longtemps. Depuis le 5 septembre s'y tient celui de l'attentat du 14 juillet 2016 à Nice, qui a fait 86 morts et plus de 400 blessés. **Le Temps** souligne un autre lien entre les deux affaires judiciaires : "Des enseignements ont été tirés du procès du 13 Novembre quant à la place des parties civiles étrangères dans les débats." Cité par le journal suisse, le garde des Sceaux, Éric Dupond-Moretti, précise que "les victimes étrangères représentent un quart des victimes et presque la moitié des personnes décédées, elles appartiennent au total à 53 nationalités différentes". Une webradio sécurisée avec traduction simultanée de l'audience en anglais sera donc disponible pour les proches, y compris à l'étranger. Une évolution intervenue à la suite du procès précédent.



à la une

# GIORGIA MELONI, LA FEMME QUI FAIT TREMBLER L'EUROPE



**À l'issue des élections législatives du 25 septembre, elle pourrait devenir la première femme à tenir le rôle de Premier ministre en Italie. Une éventualité qui suscite de grandes craintes. Giorgia Meloni, qui se définit aujourd'hui comme "conservatrice", a-t-elle réellement coupé les ponts avec l'univers néofasciste ? Que changerait l'arrivée d'un gouvernement souverainiste dans les équilibres de l'UE ? Une longue enquête du quotidien de centre gauche *La Repubblica* retrace son parcours et tente de répondre à ces questions. En tirant la sonnette d'alarme.**

— **La Repubblica** Rome

**S**on nom est Meloni. Comme elle aime le rapeler, c'est une femme, c'est une mère, c'est une catholique. Mais c'est surtout la bonne fée de la vieille droite, sous un nouvel habillement. Si elle gagne, si Giorgia Meloni devenait vraiment la première femme à siéger à la présidence du Conseil italien, nous n'aurons peut-être pas des fascistes au gouvernement. Peut-être pas. Mais nous aurons quelque chose qui ressemble beaucoup à une Marine Le Pen à l'Élysée, une voix qui attisera l'enthousiasme des militants du parti d'extrême droite espagnol Vox. Une idéologie qui s'apparentera au despotisme antidémocratique d'un Viktor Orban.

À la pensée ouverte, elle oppose la "pensée forte". Chez elle, la défense des frontières passe avant la défense des droits civiques, avant la protection des sans-grade, des migrants, des minorités, des homosexuels. Si elle gagne, nous allons faire face au plus grand paradoxe : d'un côté, une avancée majeure – une femme Premier ministre, en l'occurrence – et, de l'autre, la marche arrière la plus brutale du pays, au nez de la modernité.

Sur le papier, Giorgia Meloni n'a rien à voir avec le fascisme du xx<sup>e</sup> siècle. Mais son état civil ne résout rien du problème politique qu'elle pose. Elle est née plus de trente ans après la chute du régime [mussolinien]. Elle n'est même pas néofasciste au sens historique du terme. Mais son parti, son entourage aux manettes, son cercle proche sont tous imprégnés de cette idéologie. La petite dure à cuire de Garbatella [quartier populaire de Rome] est devenue la voix de l'extrême

← **Giorgia Meloni en 2018, à Milan.**

Photo Marco P. Valli / Cesura

droite occidentale. Le meeting qu'elle a tenu à Marbella, aux côtés de Vox, a servi de manifeste politique à ce bric-à-brac de valeurs au parfum séculaire qui enflamme la rue et épouvante les gouvernements d'une moitié de l'Europe.

Elle a abjuré le fascisme. Si elle l'a fait, c'est parce qu'elle ne pouvait pas faire autrement, explique son entourage. Et elle l'a fait dans la dernière fenêtre de tir disponible.

Mais pendant que, ce 10 août, elle condamnait la dictature à travers une vidéo en espagnol, en français et en anglais (mais pas en italien), elle faisait aussi barrage à la candidature à la région Sicile de son alliée Stefania Prestigiacomo (Forza Italia), "coupable" d'être montée [en signe de soutien] à bord du *Sea-Watch*, le bateau d'une ONG qui a sauvé des centaines de migrants des eaux de la Méditerranée. Parce que, sauver des vies humaines, oui, mais les vies des gens de couleur valent peut-être un peu moins.

**Une famille en miettes.** Du reste, si la droite de Giorgia Meloni accède aux responsabilités, ce sera à l'ombre d'un emblème toujours frappé de la flamme, celle-là même qui brûle sur la tombe de Benito Mussolini. Parce que, comme certaines valeurs – Dieu, la famille, la patrie –, jamais la flamme originelle ne s'éteindra pour ces gens-là.

Quand Giorgia Meloni a 2 ans, son père, Franco, s'embarque pour les Canaries à bord d'un bateau baptisé *Cavallo Pazzo* ["Cheval fou"]. Il ne reviendra jamais. À l'époque, la famille vit à Camilluccia. C'est un quartier résidentiel du nord de Rome : jardins luxuriants, villas inaccessibles, résidences blotties derrière des haies. Des acteurs, des responsables politiques, des chefs d'entreprise y habitent à l'abri des regards.

Lorsque Franco Meloni plaque son métier d'expert-comptable et sa famille, Giorgia, sa sœur Arianna et sa mère, Anna, se retrouvent dans un monde devenu subitement hostile. La mère se voit obligée de multiplier les petits boulots pour joindre les deux bouts. L'année suivante, un jour de 1981, leur logement prend feu à cause d'une bougie que Giorgia et Arianna ont laissée allumée. Sans père et sans toit, le cauchemar absolu.

La mère achète alors un petit appartement à Garbatella, où vivent les grands-parents maternels, et tente de repartir de zéro. C'est comme ça que Giorgia Meloni se retrouve à l'autre bout de la ville, dans le sud de Rome, dans un quartier populaire bien différent de Camilluccia. Garbatella, c'est le cœur battant de la romanité, des maisons rouges et jaunes, juste de l'autre côté du mur d'Aurélien. Des rues que Nanni Moretti aimait sillonner en Vespa dans son film *Journal intime*.

Une jeunesse digne d'un roman de Dickens que la chef de file de Fratelli d'Italia ["Frères d'Italie", FDI] a maintes fois raconté. Avec le fait que, à 9 ans elle pesait 65 kilos, ce qui lui valait des brimades. Des parents séparés, un père au diable vauvert, une famille en miettes... Malmenée par la vie, elle va trouver dans la politique à la fois sa rédemption et sa terre promise. Si Giorgia Meloni choisit la droite, c'est sans doute par esprit de revanche, de contradiction : le père est communiste, la mère penche de l'autre côté, Giorgia choisit la mère.

**Chez elle, la défense des frontières passe avant celle des droits civiques, avant la protection des sans-grade, des migrants, des minorités.**

Après les attentats de Capaci et de la via d'Ame-lio [perpétrés par la mafia sicilienne en 1992], elle toque à la porte blindée du Front de la jeunesse, la branche jeunesse du Mouvement social italien [MSI, parti néofasciste]. Meloni a 15 ans et fréquente alors le lycée Amerigo Vespucci.

"Beaucoup de ceux qui se lançaient dans le militantisme politique étaient dans une situation familiale particulière, raconte-t-elle dans sa biographie. Beaucoup avaient des parents séparés ou vivaient dans un environnement à problèmes. Les jeunes qui étaient les plus engagés politiquement étaient en quête de repères, d'un milieu à eux, ils voulaient avoir le sentiment d'appartenir à quelque chose."

Giorgia Meloni a aujourd'hui 45 ans. Elle est entrée au Parlement à 29, pour être aussitôt désignée vice-présidente de la Chambre. Elle devient alors la plus jeune politique de l'histoire italienne à occuper cette fonction. Deux ans plus tard, elle est déjà ministre, à la Jeunesse. Ce qui lui vaut la une des médias. Et beaucoup d'estime, même à gauche.

Meloni passe alors pour le porte-étendard d'un nouveau courant de la droite, enfin dépouillée de tout relent fasciste. Un parti conservateur moderne. Des années plus tard, lorsqu'elle fondera Fratelli d'Italia, en 2012, elle abandonnera cette vision. Le 25 septembre 2022, elle risque de remporter les législatives et de devenir ainsi la Première ministre d'Italie. Mais d'où vient-elle, exactement ?

Quand elle vient au monde, le 15 janvier 1977, Rome est aux prises avec des violences politiques. La mère multiplie les petits boulots, dont l'écriture de romans à l'eau de rose : elle en écrira 150. La famille vit dans un deux-pièces de 45 mètres carrés. L'appartement est spartiate, sans → 32

**Contexte**

**Élections, mode d'emploi**

●●● Scrutin à un tour, les élections législatives anticipées du 25 septembre font suite à la démission, le 21 juillet, du président du Conseil, Mario Draghi, à la tête d'un gouvernement d'unité nationale depuis février 2021. La compétition électorale opposera notamment une coalition de centre gauche, menée par le Parti démocrate, à une alliance de droite, grande favorite du scrutin, composée par la Ligue, de Matteo Salvini, Fratelli d'Italia, de Giorgia Meloni, et le parti de Silvio Berlusconi, Forza Italia. Selon les règles que se sont données ces trois forces politiques, le leader du parti qui obtiendra le plus de voix sera le candidat de cette alliance au poste de Premier ministre. Il reviendra cependant au président de la République, Sergio Mattarella, de nommer le nouveau président du Conseil.

31 ← même un canapé. Une seule table où faire ses devoirs, manger ou s'accouder quand on regarde la télé. Giorgia et Arianna dorment tête-bêche dans un lit pliant, dans le couloir.

De cette époque aussi elle a souvent parlé, revendiquant ici d'être une fille du peuple. L'autre version, c'est celle d'une petite fille introvertie au caractère difficile. "J'ai toujours été sur la défensive", reconnaîtra-t-elle. À 11 ans, Giorgia Meloni décide qu'elle ne verra plus son père, qui, entre-temps, a fait le tour du monde à la voile avant d'ouvrir un restaurant à San Sebastián, sur la plus petite île des Canaries. Quand elle devient ministre, en 2008, son premier coup de fil est pour sa mère. On lui a souvent demandé si elle n'avait pas choisi la droite en réaction à son père [qui était communiste]. Elle a toujours nié.

Le Front de la jeunesse, où elle commence à 15 ans son long parcours politique, était "un monde minoritaire, contraint à la défensive", raconte-t-elle. C'est un parti sexiste à la hiérarchie stricte, grouillant d'anciens de la RSI, la république de Saló [de Mussolini]. À cette époque, son secrétaire est un député de Bologne, Gianfranco Fini, devenu membre du Mouvement social italien après que des manifestants de gauche ont voulu l'empêcher de voir *Les Béréts verts* au cinéma. "Ce sera ma deuxième famille", confiera Giorgia Meloni.

À cette époque, Meloni joue les baby-sitters, les préposées au vestiaire, les marchandes ambulantes au marché de Porta Portese, les barmaids

→ "Pendant une campagne électorale, on ne parle pas de ceux qui meurent sur leur lieu de travail. — Ils ne votent pas."

Dessins de Mauro Bianchi parus dans **La Repubblica**, Rome.



#### LA REPUBBLICA

Rome, Italie  
Quotidien, 230 000 ex.  
[repubblica.it](http://repubblica.it)

Né en 1976, ce titre orienté à gauche et réputé pour ses grandes plumes est un des quotidiens les plus vendus d'Italie. À l'occasion des élections législatives du 25 septembre, le journal romain a proposé à ces lecteurs une longue enquête en trois parties sur Giorgia Meloni, racontant son parcours politique et ses relations passées avec l'univers néofasciste, ses alliances à l'international et, enfin, son programme politique pour l'Italie. *Courrier international* traduit ici le premier volet de cette enquête, cosigné par huit journalistes.

Quotidien d'inspiration progressiste – parfois décrit comme proche des positions du Parti démocrate –, *La Repubblica* est sur une ligne éditoriale farouchement opposée à Giorgia Meloni, et plus largement à la coalition de droite. L'enquête, teintée d'un ton militant, peut se lire comme une sorte de manifeste contre la menace d'extrême droite que représenterait la chef de Fratelli d'Italia. Une position qui n'est pas partagée par tout le spectre de la presse transalpine, à l'image de l'autre grand quotidien italien, le centriste *Corriere della Sera*, qui, loin d'appuyer Giorgia Meloni, semble néanmoins donner davantage de crédit à son virage "modéré".

au Piper Club [célèbre discothèque de Rome]. Pendant que ses copains vont musarder dans les rues du centre de la capitale, le samedi, elle va à la section, aux manifs : "Tout ça avait un côté dévorant parce que, quand tu as l'ambition de changer le monde, il n'y a de place pour rien d'autre. Quand il y a une nation à sauver, ça devient un caprice impardonnable de se laisser aller à ses petites envies personnelles."

**Débats et tractages.** Son père est mort voilà quelques années. "Ça m'a laissée de marbre. C'est à ce moment-là que j'ai mesuré la profondeur du trou noir dans lequel j'avais enfoui la douleur de ne pas avoir reçu suffisamment d'amour."

La famille – malgré l'enfance sans père – joue un rôle de premier plan dans la formation politique de Giorgia Meloni. Une constante saute aux yeux dans son curriculum : aujourd'hui comme au temps de ses premiers pas de militante dans la droite romaine, Giorgia Meloni s'est toujours entourée des mêmes personnes. Une galerie de personnages unis par leur foi politique et un esprit de corps qui fait qu'aujourd'hui encore Meloni appelle chacun d'eux par un surnom, un sobriquet. Un nom de guerre.

À commencer par "Lungo", de son vrai nom Marco Marsilio, le premier orateur sur lequel elle tombe quand elle arrive à la section de Garbatella, à 15 ans à peine, pour s'inscrire au Front de la jeunesse. Aujourd'hui, ce même Marsilio est gouverneur de la région des Abruzzes. C'est l'un des barons de Fratelli d'Italia issus de ce passé militant.

Cette rencontre marque le début d'un parcours politique que Meloni raconte sur le ton

de celle qui se sent investie d'une mission : les débats à n'en plus finir et les tractages, jusqu'à ce qu'elle entre à la section de Colle Oppio, dans le centre de Rome, et qu'elle fasse la rencontre décisive du chef de cette enclave historique de la droite romaine, Fabio Rampelli. Le premier vrai mentor de celle qui est aujourd'hui candidate à la présidence du Conseil.

C'est Rampelli qui épaulera Giorgia Meloni en proposant sa candidature, à 21 ans seulement, au conseil provincial, puis en la soutenant à chacune des étapes de sa fulgurante ascension. La plus importante étant assurément la nomination au congrès d'Azione Giovani ["Action jeunes", affiliée au parti d'extrême droite Alliance nationale], en 2004.

C'est le tremplin qui propulsera la passionaria de Garbatella sur le devant de la scène nationale : Meloni prend le dessus sur Carlo Fidanza et devient responsable du mouvement, mais surtout étoffe et consolide une équipe qui se compose d'amis et d'anciens ennemis. Fidanza, par exemple, est aujourd'hui eurodéputé.

Le grand bond en avant a lieu en 2006. Cette année-là, pour éteindre le torchon qui brûle entre les barons du parti, le leader d'Alliance nationale, Gianfranco Fini, décide de miser sur

**Aujourd'hui comme au temps de ses premiers pas de militante dans la droite romaine, Giorgia Meloni s'est toujours entourée des mêmes personnes.**

**En 2008, Giorgia Meloni occupe sa première fonction ministérielle : déléguée aux “politiques juvéniles” dans le gouvernement de Berlusconi.**

Meloni. Il lui propose la vice-présidence de la Chambre. Et deux ans plus tard, quand le centre droit revient au pouvoir avec Berlusconi, Giorgia Meloni est rappelée pour occuper sa première fonction ministérielle : déléguée aux “politiques juvéniles”. Une appellation (devenue “jeunesse” tout court) qui, ont fait remarquer malicieusement certains observateurs, renvoyait directement au lexique du régime fasciste.

**Repositionnement atlantiste.** Pendant ses années au ministère, Giorgia Meloni se distingue par sa vitalité et sa capacité à gérer les deniers publics. Elle devient une femme d'État déterminée. Peut-être trop. Avec Fini, par exemple, l'idylle ne dure guère.

Le dernier gouvernement Berlusconi, c'est aussi celui du séisme politique à droite, de la volonté de prendre un nouveau départ. Meloni est la seule, par son énergie et sa capacité à fédérer, à pouvoir prendre la tête des opérations. En 2012, elle fonde alors le parti Fratelli d'Italia (FDI).

Le reste, c'est l'histoire d'une ascension lente mais sûre : de 1,96 % aux législatives de 2013 à 4,35 % cinq ans plus tard, jusqu'à l'accélération récente, fruit de son opposition solitaire au gouvernement Draghi. Aujourd'hui, FDI tourne autour de 24 % dans les sondages. Une ascension accompagnée d'un repositionnement atlantiste à l'international et d'une lutte acharnée contre les accusations de nostalgie néofasciste, qui s'expliquent notamment par des alliances contestées sur le continent, comme avec les néofranquistes de Vox.

On arrive ainsi au dernier virage : l'abjuration d'une tradition nébuleuse dans une vidéo → 34

# Hors d'Italie, une “modération” qui ne convainc guère

**Adhésion au projet européen, fidélité à l'Otan, alliances : la leader de Fratelli d'Italia multiplie les déclarations rassurantes, en vain. L'inquiétude domine dans la presse du Vieux Continent.**

**S**on sentiment sur l'Union européenne, Giorgia Meloni l'a récemment rappelé lors d'un meeting électoral : “On me dit ‘Tu sais, en Europe, ils sont un peu préoccupés par Meloni, qu'est-ce qui va se passer?’ Ce qui va arriver, c'est que la fête est finie : l'Italie, elle aussi, va défendre ses intérêts nationaux, comme le font les autres, en cherchant ensuite des solutions communes.” Une déclaration qui est un parfait concentré de la philosophie de la leader de Fratelli d'Italia (FDI) vis-à-vis de Bruxelles.

Pour elle, plus question de quitter l'UE, un choix qui serait impopulaire. Mais la critique de Bruxelles, elle, est toujours là, adressée discrètement aux “poids lourds” qui gouvernent l'UE. Et aux valeurs qu'ils défendent, croit savoir **The Guardian**. “On ne peut pas ne pas être inquiet concernant Meloni. Elle veut devenir la chef d'une droite radicale moderne, une droite qui s'éloigne de l'insistance de l'Occident sur les droits universels et la protection des minorités”, redoute le quotidien britannique.

Ainsi, Meloni à beau enchaîner les prises de parole rassurantes, le journal progressiste invite à ne pas douter de “la menace [qu'elle] représente” : “Sa stratégie sur le long terme sera de faire pencher les valeurs de l'UE dans sa direction.”

**Un programme néolibéral classique.** Les valeurs fondatrices de l'UE sont une chose, mais plus prosaïquement, la **Süddeutsche Zeitung** se pose une autre question : “À quel point Giorgia Meloni est-elle dangereuse pour l'économie [européenne]?” Il y a encore un an, déplore le quotidien bavarois, elle critiquait la politique monétaire de Bruxelles coupable de plomber la croissance italienne, et son parti s'est abstenu au moment d'adopter le plan de sauvetage européen post-Covid.

“Voilà pourquoi Meloni suscite une profonde méfiance à la Commission et dans les capitales européennes”, indique le journal progressiste. La politique antieuropéenne de Meloni est plus dangereuse que son héritage fasciste.”

Voilà pour ses idées, mais si elle accédait au pouvoir, la leader italienne pourrait-elle

vraiment mettre en œuvre une politique économique qui se distancie de Bruxelles? “Sans le soutien de l'Europe et des marchés financiers, l'économie italienne s'effondrerait à la vitesse de l'éclair”, prévient la **Süddeutsche Zeitung**, qui n'est donc pas surprise par le virage “centriste” de Giorgia Meloni ces derniers mois.

C'est aussi l'idée développée par le site de débat britannique **UnHerd** : “Peu importe qui sera élu, les gouvernements en Italie n'ont d'autre choix que de suivre la ligne imposée par Bruxelles, et Meloni le sait parfaitement.” L'agenda économique de FDI n'est finalement rien de plus qu'un “agenda néolibéral conservateur classique, fondé sur la réduction des impôts et une plus grande flexibilité du travail”.

Au-delà des débats sur l'adhésion au projet européen de FDI, il faut bien reconnaître une chose à Giorgia Meloni : “Concernant le soutien militaire à Kiev, ces derniers mois elle a pleinement appuyé le gouvernement Draghi”, estime **Politico**. Et ce même si pas plus tard qu'en 2018, rappelle le site d'information, “Meloni félicitait le président russe pour sa victoire à des élections qui montraient ‘sans ambiguïté la volonté du peuple russe’”. Mais voilà, pour le média établi à Bruxelles, “le soutien qu'elle affiche à l'Ukraine et à l'Otan lui offre la possibilité de se présenter comme une modérée”.

Car la politicienne italienne doit aussi faire oublier ses “amitiés” passées, comme celle avec Viktor Orban, qui, selon le média conservateur hongrois **Valasz Online**, “attend un gouvernement italien de droite pour faire de nouveau progresser sa marge de manœuvre en politique étrangère”.

Néanmoins, le récent virage modéré de la Romaine n'a pas échappé à média libéral hongrois **24.hu**, qui prévoit que la leader de FDI “ne s'attaquera pas aussi spectaculairement qu'escompté à l'intégration européenne, mais cela ne signifie pas que Meloni ne pourra pas collaborer avec Orban au sein de l'UE”.

Comme une preuve que le lien avec Budapest n'a pas encore été totalement rompu, le 15 septembre FDI a voté au Parlement européen contre le texte qui a qualifié le pays dirigé par Viktor Orban de “régime hybride d'autocratie électorale”.

—**Courrier international**



← “Que se passe-t-il? — Juste une bande d'excités contre le fascisme.”  
Le personnage de droite est Giacomo Matteotti, député socialiste italien assassiné par des fascistes en 1924.

**“J’ai un rapport serein au fascisme. C’est une page de notre histoire nationale. Il convient de replacer Mussolini dans son contexte.”**

Giorgia Meloni, EN 2006

33 ← adressée le 10 août à la presse étrangère : “La droite italienne a relégué le fascisme à l’histoire depuis des décennies maintenant, condamnant sans ambiguïté les atteintes à la démocratie et les lois infamantes promulguées contre les Juifs.” Aujourd’hui, son dernier pari concerne la qualité de la classe dirigeante qui l’accompagne. Une équipe inchangée, tout droit sorti des anciennes sections de parti romaines.

Dans le cadre de ce toilettage, Giorgia Meloni a donc fait savoir que “la droite [avait] relégué le fascisme à l’histoire”. Nous en prenons acte. Il n’empêche que l’histoire, la sienne, et sa formation politique surtout racontent un parcours où le militantisme a emprunté des chemins parallèles à ceux de l’ultradroite et des milieux néofascistes. Notamment à Rome.

Des chemins qui se sont rapprochés ou éloignés au gré des saisons, des batailles, des sujets. Au gré aussi des rôles et des fonctions endossés par Meloni, évidemment. Quelques-uns de ces liens, qui remontent aux années de sa jeunesse, ont été mis en attente ou même dissimulés par “Lady Giorgia”. Pour des raisons de commodité. Mais de ces liens il reste des traces, des déclarations, des vidéos, des photos.

**Fantômes et réminiscences.** À propos de son parcours, une affaire datant de ses “début” mérite qu’on s’y arrête. On sait qu’aux balbutiements d’Internet Giorgia Meloni était active non seulement dans la rue aux côtés d’Azione Giovani, mais aussi sur la Toile. On connaît moins sa collaboration – jamais reconnue – avec un homme politique devenu chef de file d’un mouvement ouvertement néofasciste : CasaPound. Il s’agit de Simone Di Stefano, chef des “fascistes du troisième millénaire” jusqu’à février 2022.

Ce “voisinage militant” entre Meloni et Di Stefano durera un temps. En 2003, Di Stefano fonde CasaPound et en devient bientôt la figure de proue. Ce n’est pas la première ni la dernière fois que Meloni a tenté de passer rapidement sur des personnages du néofascisme italien ou de s’en démarquer. Des gens qu’elle a pourtant connus et fréquentés politiquement. Du chef de file – plusieurs fois condamné – de Forza Nuova [Force nouvelle, parti néofasciste] Giuliano Castellino à l’infréquentable “baron noir” de l’extrême droite milanaise Roberto Jonghi Lavarini. Autant de fantômes et de réminiscences d’un passé qui a du mal à passer.

Pour sa première interview en tant que vice-présidente de la Chambre, Meloni déclarait en 2006 : “J’ai un rapport serein au fascisme. C’est une page de notre histoire nationale. Mussolini est un personnage qu’il convient de replacer dans son contexte.”



↑ “Ça suffit, on ne regarde plus les sondages!

— L’horoscope?”

Dessins de **Mauro Biani** parus dans **La Repubblica**, Rome.

La “sérénité” de Meloni sur la question du fascisme fait débat depuis des années déjà. Contrairement aux actes – parce que documentés – aux profils, aux histoires et aux parcours politiques de quelques-uns des barons de FDI. Des parcours teintés de noir. Car parmi les soi-disant “patriotes” figurent des personnages – quelques-uns très proches de Meloni – dont le curriculum en dit long.

“Beautiful”, “Lollo”, “Il Capo”, “Delma”, “Checco”, “Au”. Ce sont là les surnoms – en vigueur ou non – de certains des barons de FDI les plus proches de Giorgia Meloni. Des gens qui ont fait un bout de chemin avec elle, des politiques dont les noms sont accolés – noms, lieux, dates et circonstances précises à l’appui – à des faits et à des événements où, en toile de fond, on retrouve une référence au fascisme ou une adhésion à des procédés et des moyens néofascistes.

Francesco Lollobrigida, par exemple, est le chef du groupe FDI à la Chambre, mais aussi le beau-frère de Giorgia Meloni. Et sa proximité

avec la chef du parti ne tient pas seulement à son lien de parenté. Le 11 août 2012, Lollobrigida – alors adjoint à la mobilité de la région du Latium – inaugure à Affile un mausolée en mémoire du dignitaire fasciste Rodolfo Graziani, surnommé le “boucher d’Éthiopie”, collaborateur des nazis (condamné à dix-neuf ans de prison).

**“Génération Meloni.”** Autre figure en vue, Francesco Checco Acquaroli, gouverneur de la région des Marches, lui aussi proche de “Giorgia”. En 2019, il participe à un dîner anniversaire de la marche sur Rome – l’acte de naissance du fascisme. La soirée est organisée par des barons locaux du FDI. Le malaise ne dure guère : il est élu président de région.

Au nombre des fidèles, on trouve d’autres noms plus ou moins connus. Dont celui de Carlo Fidanza, l’eurodéputé qui l’année dernière a été immortalisé faisant le salut fasciste et chantant les louanges d’Hitler à une réunion électorale. Il s’est ensuite retrouvé poursuivi dans l’affaire du “lobby noir”, dans laquelle il a été accusé, avec d’autres, de financement illégal du parti et de blanchiment.

Vient ensuite le responsable “justice” du parti, Andrea Delmastro. Le 7 septembre 2019, il était sur la scène à la fête de CasaPound à Vérone. En 1992, alors militant du Front de la jeunesse, il avait invité l’historien négationniste David Irving, qui défend Hitler et soutient que les

**Des dirigeants de son parti sont poursuivis dans plusieurs affaires délicates – soupçons de blanchiment, financements illégaux, faillite frauduleuse...**

camps d'extermination sont une invention. Ce sont les jeunes de la "génération Meloni" : même âge, même formation que Meloni.

"S'ils vous prennent les mains dans le pot de confiture, je vous les coupe!" Un fidèle collaborateur de Giorgia Meloni raconte qu'il y a un spectre qui hante plus que les autres les journées de la chef de file de Fratelli d'Italia pendant cette campagne : le risque que des membres de son cercle intime soient éclaboussés par des affaires judiciaires susceptibles de compromettre un parti qui monte dans les sondages.

**Tractations avec la mafia.** Ce sont surtout les remontées du terrain qui préoccupent Giorgia Meloni. Des dirigeants de FDI sont poursuivis dans plusieurs affaires, dont certaines assez délicates – soupçons de blanchiment, financements illégaux, faillite frauduleuse et corruption.

La maire de Terracina [au sud de Rome], Roberta Tintari, a été arrêtée fin juillet, soupçonnée d'être la pièce maîtresse d'un système qui, au fil des années, a octroyé illégalement des marchés publics en échange d'un soutien électoral. Tommaso Foti, député de Plaisance, fait l'objet d'une enquête pour corruption et trafic d'influence. Salvatore Caiata, député de Lucques, est soupçonné de blanchiment.

Dans le Piémont, l'ancien conseiller régional FDI Roberto Rosso a été condamné à cinq ans de réclusion pour des tractations avec la mafia : les juges ont établi que, pendant la campagne des régionales de 2019, Rosso avait remis de l'argent à deux membres de la 'Ndrangheta [mafia calabraise] en échange d'un soutien électoral. "Giorgia" a continué son chemin comme si de rien n'était. Son projet ne prévoit pas la possibilité d'un échec.

— **Carlo Bonini, Carmelo Lopapa, Paolo Berizzi, Giuliano Foschini, Emanuele Lauria, Salvo Palazzolo, Fabio Tonacci et Concetto Vecchio**

Publié le 14 août



SUR NOTRE SITE

[courrierinternational.com](https://www.courrierinternational.com)

**Voyage à Monfalcone, bastion de la gauche italienne qui vire à droite toute.** Début août, un journaliste de **La Stampa** s'est rendu dans cette ville proche de la frontière slovène, qui abrite le plus grand chantier naval de la Méditerranée. Jadis bastion progressiste, cette cité ouvrière semble aujourd'hui plébisciter l'extrême droite.

↓ "C'est une campagne très profonde. Dès qu'on a touché le fond, on commence à creuser."



## NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le code QR



Ou sinon rendez-vous sur notre site : <https://abo.courrierinternational.com/vpc>

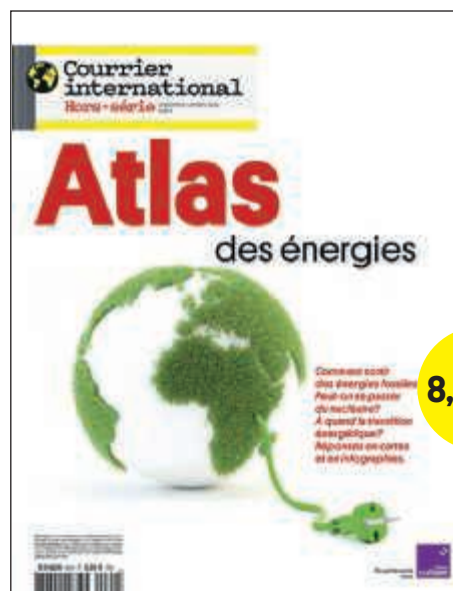


8,50€\*

• Format : 20 x 29,5 cm  
• 144 pages

### Europe : le retour en force

Brexit, pandémie, guerre en Ukraine...  
Et si les dernières crises relançaient l'Union européenne ?  
Les analyses de la presse étrangère.



8,50€\*

• Format : 20 x 29,5 cm  
• 144 pages

### Atlas des énergies

Comment sortir des énergies fossiles ?  
Peut-on se passer du nucléaire ?  
À quand la transition énergétique ?  
Réponses en cartes et en infographies.

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2022. \* Frais de port en sus en fonction du produit.  
Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://www.courrierinternational.com/page/fgvu>

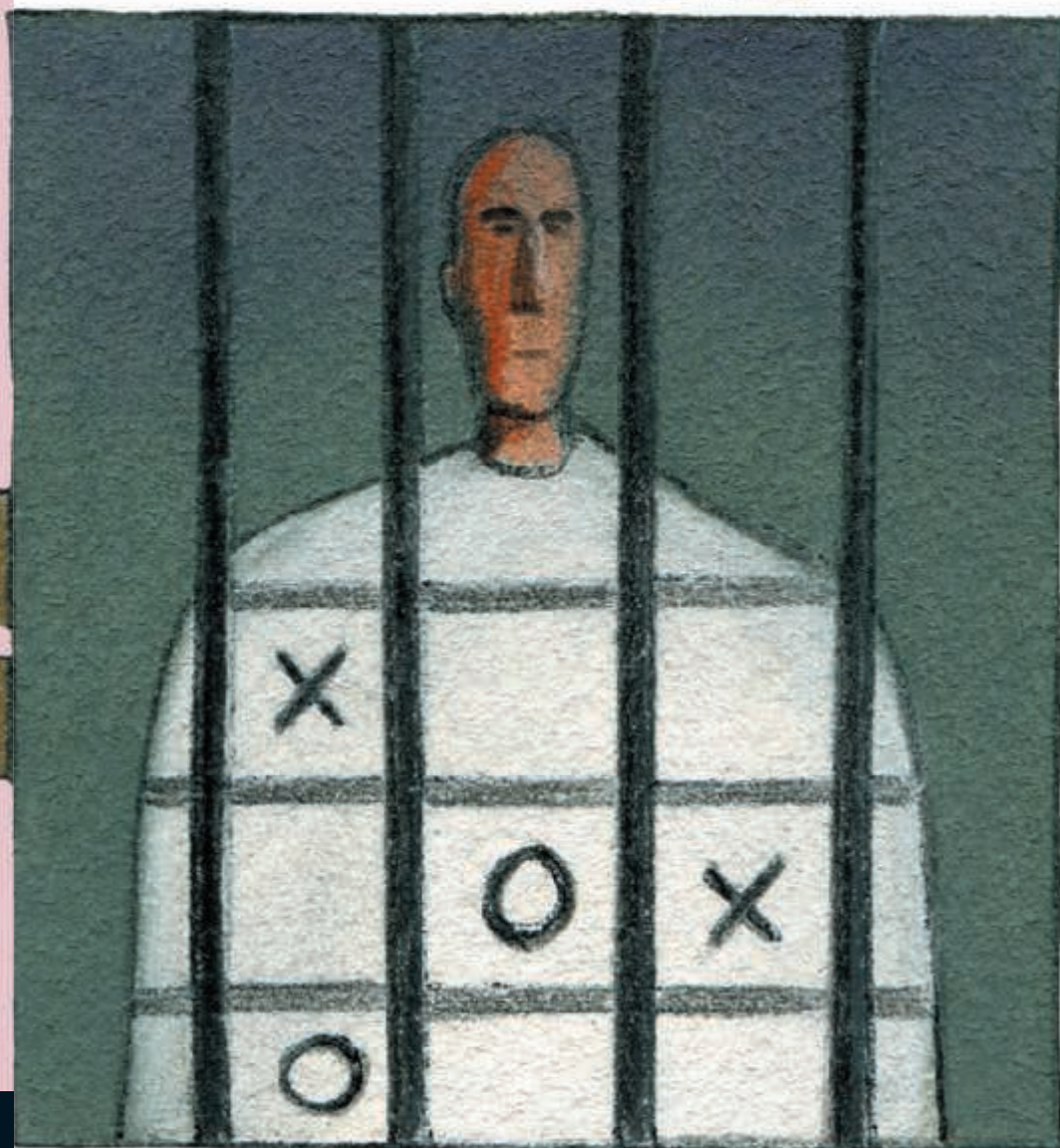
# trans- versales.



## économie

# Je suis devenu un boursicoteur derrière les barreaux

**Finance.** Après avoir bénéficié du plan d'aide aux Américains affectés par la pandémie, certains détenus ont décidé d'investir dans des actions. Partis de rien, ils ont dû tout apprendre. Dans la douleur, raconte l'un d'eux.



—1843 (extraits) Londres

C'est lundi soir et Nick arrive avec le dernier numéro de [l'hebdomadaire financier américain] *Barron's* sous le bras – c'est notre petit rituel pour démarrer notre semaine de placements. Avec un grand sourire, il l'ouvre devant moi, et nous nous y plongeons, à l'affût d'achats potentiels. Autour de nous, des gars rebattent les cartes entre deux parties de pinochle sur des tables rondes en acier, roulent des burritos aux nouilles de ramen devant le micro-ondes ou discutent de ce que sera leur vie, un jour. C'est à peine si nous prêtons attention au brouhaha en épluchant le magazine à la recherche des chiffres en gras indiquant les sociétés dont le cours de l'action a atteint un nouveau plus bas sur cinquante-deux semaines.

Petit à petit, des gens s'agglutinent autour de nous en donnant leur avis sur l'évolution du marché et les prévisions des analystes.

Quand nous avons terminé, le magazine change de mains et circule jusqu'à ce que les pages soient cornées et maculées de traces de gras. En fin de soirée, il finit sur la pile des périodiques que Nick garde à côté de son lit – lequel est boulonné au mur d'une cellule de 7 m<sup>2</sup>, dans une prison américaine près de Seattle.

**Jeu de riches.** Depuis le krach boursier de mars 2020, au début de la pandémie de Covid-19, la spéculation va bon train ici. À cela deux raisons. D'abord, le krach nous a permis de profiter de la baisse. Ce qui était un jeu de riches devenait à notre portée. Ensuite, l'État est intervenu avec un plan de relance dont, curieusement, les détenus ont bénéficié (le Congrès ne nous a pas empêchés de toucher ces chèques, même si l'administration fiscale a essayé).

Cette manne en a surpris plus d'un. Quand Nick a entendu dire que les détenus y seraient éligibles, il a éclaté de rire, incrédule.

*“Après vingt ans de prison à voir passer toutes sortes de rumeurs, s'il y a bien une chose que je sais, c'est que les bonnes nouvelles*

*ne sont jamais vraies. Cette fois, j'avais tort”*, reconnaît-il. (Nick a été condamné pour meurtre en 2002 et conteste le jugement depuis vingt ans. Quant à moi, j'ai été condamné en 2010 pour agression à main armée et détention d'une arme à feu et de véhicules volés.)

Grâce à ces chèques, des gens habitués aux privations se sont retrouvés tout à coup avec 1200 dollars en poche [environ 1200 euros actuellement], puis 2000 dollars de plus quand l'État a débloqué deux aides supplémentaires. Plutôt que de tout claquer dans des bricoles dont on se passe en temps normal – des petits pains au miel (1,10 dollar pièce), des barres chocolatées XXL

(2,40 dollars), du dentifrice haut de gamme (5,28 dollars) – nombre d'entre

nous ont fait le choix de placer cet argent. La plupart d'entre nous n'ont jamais eu le luxe de penser à l'avenir. Les détenus sont des gens court-termistes : survivre, c'est penser à la journée qui commence, et ce pendant des années, des décennies. Certains auront 60 ans quand ils sortiront. C'était l'occasion de nous constituer un petit pécule pour nos années dehors.

Nous avons cependant besoin d'aide. Les détenus n'ont pas d'iPhone, et encore moins d'applis comme Robinhood, qui

**“Le temps que j'aie accès à un téléphone et que je passe mon ordre, le cours avait déjà bien monté.”**

Nick, DÉTENU

permettent d'effectuer des transactions en ligne facilement et sans frais. Nick a envoyé son chèque à son frère en lui demandant d'ouvrir un compte de courtage et de passer des ordres pour lui. À l'extérieur aussi, c'était nouveau ; quelque 20 millions d'Américains se sont mis à boursicoter à la faveur de la pandémie. En appelant à heure fixe sur le téléphone payant (une communication de vingt minutes coûte 2,50 dollars), nous avons aidé nos mandataires à naviguer sur des plateformes de trading auxquelles nous n'avions pas accès. C'était un peu comme jouer aux échecs les yeux bandés : lent et laborieux.

Déjà épineux pour des investisseurs de long terme, l'achat et la vente d'actions peuvent être un casse-tête pour ceux qui font des allers-retours boursiers à la journée, en quête de profit immédiat. Nick pensait pouvoir gagner de l'argent avec des transactions éclair. Il imaginait être

✎ *Dessin de Coste paru dans Le Soir, Bruxelles.*

un expert parce qu'il m'avait emprunté un livre sur les placements. Le résultat était prévisible. Il avait passé quelques jours à regarder CNBC, une chaîne d'actualité économique, pour repérer les actions de sociétés de taille moyenne dont le cours semblait sur le point de grimper. "Le temps que j'aie accès à un téléphone, que j'appelle mon frère et que je passe mon ordre, le cours avait déjà bien monté." Quand l'action a dévié, Nick a appris à ses dépens le sens de l'adage [boursier] "N'essayez jamais d'attraper un couteau qui tombe".

**Fiasco des bitcoins.** Beaucoup de détenus ont aussi perdu de l'argent avec les cryptomonnaies. Je n'ai pas échappé à cette mode, et je pensais être plus malin. J'ai investi dans des sociétés de cryptomonnaie cotées en Bourse, comme des entreprises de minage de bitcoins. Après une brève période de gains, j'en suis actuellement à plus de 50 % de pertes sur ces mises.

La grande leçon que nous avons apprise, c'est que personne ne sait vraiment ce qui guide l'évolution du marché, et que c'est encore plus vrai pour les petits porteurs. Et même si un tuyau n'est pas percé, le temps qu'il se propage dans les prisons, il ne vaut déjà sans doute plus rien.

Pour gagner de l'argent, il nous fallait des méthodes d'investissement plus appropriées à notre situation [de détenu] qui peut durer des semaines, des mois voire des années. Nick a lu des bouquins, de *Get Rich Carefully* ["Devenez riche avec prudence"] à *Understanding Options* ["Comprendre les options"]. D'autres détenus ont fait de même. Bientôt, on s'est tous mis à jargonner : investir dans les *blue chips* [valeurs sûres], ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier, acheter à la baisse. Nos choix sont devenus plus judicieux, moins impulsifs. Certains

étaient fiers d'étaler leur aisance nouvelle à manier le vocabulaire et les techniques du marché.

La plupart des prisonniers ne savent pas grand-chose de l'argent et encore moins de la Bourse. Il est plus probable qu'ils aient connu les coupons alimentaires et la soupe populaire plutôt que les livrets d'épargne. Beaucoup n'ont jamais travaillé, jamais

**"En prison, on ne nous laisse pas la possibilité de créer les conditions de notre réussite."**

Nick, DÉTENU

payé une facture, jamais ouvert un compte bancaire. Certains, devenus adultes, pensent encore que "puiser dans son épargne" veut dire "casser sa tirelire" – au sens propre.

La prison amplifie ces lacunes. Un soir, après une partie de Scrabble, Nick et moi avons parlé argent avec nos compagnons de cellule, Juan et Steve. Juan, 32 ans, est incarcéré depuis treize ans. Il vient de mettre sa formation dans le BTP au profit d'un nouveau boulot en prison qui, dit-il, paie "moins que l'allocation pour un enfant à charge". La plupart des métiers ouverts aux détenus, même ceux qui requièrent des compétences spécialisées comme électricien ou plombier, paient moins de 50 cents de l'heure; le salaire mensuel est plafonné à 55 dollars, soit 660 dollars par an. Une paie de misère, qui empêche de comprendre la valeur d'un dollar, ou celle de l'effort.

Le fonctionnement des comptes de détenus a des effets pervers qui n'arrangent rien. L'administration pénitentiaire ne touche pas aux comptes dont le solde est inférieur à 25 dollars, le seuil en deçà duquel un détenu est jugé indigent. Mais, au-delà de cette somme, l'établissement prélève des frais élevés, à hauteur de 55 % des versements. "Chaque semaine, je dois vider mon compte et ramener le solde à zéro", soupire Steve. On nous conditionne à naviguer à vue.

Nick est celui d'entre nous qui a le plus d'ancienneté derrière les barreaux, et il a passé des heures à penser à sa vie à la sortie. "Le problème de la prison est d'ordre structurel, selon moi. On ne nous laisse pas

la possibilité de créer les conditions de notre réussite." Il nous lit ensuite les conclusions d'un rapport de la Brookings Institution [un groupe de réflexion] qu'il a apporté exprès : "Près de la moitié des anciens détenus n'ont aucune rentrée d'argent pendant plusieurs années après leur remise en liberté."

Parmi ceux qui trouveront du travail, beaucoup seront payés au salaire minimum. Et, en l'espace de trois ans, plus de la moitié repasseront par la case prison.

L'incarcération condamne la plupart du temps à la pauvreté, laquelle à son tour ramène souvent derrière les barreaux. Acquérir une connaissance pratique de la finance, c'est nourrir l'espoir de briser ce cercle vicieux.

Évidemment, la maîtrise de la terminologie financière ne prémunie pas contre les soubresauts du marché. Elle peut même induire un sentiment de confiance trompeur. Quand le marché a dévié cette année, la plupart d'entre nous ont perdu de l'argent. "J'en suis à près de 40 % de pertes et je n'ai aucune idée de quand ça va s'arrêter !" me confiait Nick récemment, avec un rire paniqué. J'étais moi-même à -30 %. On s'est rappelé l'un l'autre que dès le départ – en tout cas depuis les déconvenues de Nick dans le trading journalier – cette expérience avait davantage pour but de nous instruire que de nous enrichir rapidement.

On s'est assis à la table en acier de la salle commune, on a ouvert nos livres et nos carnets, et on a planché sur une stratégie pour aborder les marchés volatils. Sur le court terme, elle semble marcher. On a de meilleurs résultats sur nos transactions depuis deux mois – Nick et moi n'avons plus perdu qu'entre 20 % et 30 %. Nous n'avons pas la naïveté de croire que nous avons compris le fonctionnement du marché. C'est un rude apprentissage, mais les détenus sont habitués à apprendre à la dure.

—Tomas Keen avec Nick Hacheney  
Publié le 4 août

Tomas Keen et Nick Hacheney sont détenus au centre pénitentiaire de Washington, dans l'État du même nom. Leurs récits ont paru dans [les journaux associatifs consacrés au milieu carcéral] *The Crime Report*, *The Appeal* et *Filter*.

LA LETTRE  
TECH



Tous les quinze jours, l'actualité de la Silicon Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

## Les petits veulent grandir, et la génération Z anti-Google

Dans un pays où les PDG des grandes entreprises figurant dans le classement Fortune 500 mesurent, paraît-il, plus de 1,80 mètre en moyenne, des millions d'Américains vivent leur courte taille comme un handicap social. Voilà pourquoi les "petits" représentent un marché prometteur pour une nouvelle branche lucrative de la chirurgie esthétique. **GQ** a rencontré un certain John Lovedale, informaticien, assez complexé de son 1,74 mètre pour déboursier 75 000 dollars afin de s'arroger 7 centimètres de plus. John n'est pas peu fier de son nouveau 1,82 mètre.

Les chirurgiens lui ont cassé les deux fémurs avant d'insérer des sortes de clous en titane au milieu des fractures. Ces pivots high-tech ont ensuite été allongés d'un millimètre par jour pendant trois mois, grâce à une télécommande magnétique, à mesure que l'os se reformait. C'est ainsi que Petit John est devenu grand. Mais l'exploit présente des revers : les centimètres gagnés proviennent de l'allongement des jambes, ce qui perturbe un tantinet les proportions du corps. Surtout, la convalescence est longue, près d'un an en moyenne, et très douloureuse en raison de l'étirement des muscles, des tendons et des nerfs autour de la fracture.

### Sutures et bistouris

La Darpa, l'agence des projets de recherche avancés du Pentagone, promet 1 million de dollars à tout personne qui lui présentera un robot chirurgien capable d'opérer de manière autonome sur de lointains champs de bataille. Le magazine **Knowable** confirme que les chercheurs ne cessent d'améliorer l'interaction entre les praticiens et leurs outils laparoscopiques ultrasophistiqués, déjà capables de réaliser des sutures et de

manier le bistouri sous la direction d'un humain.

Mais pas question encore de laisser le robot travailler seul... Comme les voitures autonomes, ces merveilles d'informatique tolèrent mal l'imprévu, tels la présence inattendue de tissus cicatriciels dans le corps du patient ou les mouvements des organes pendant l'opération. Mais les chercheurs de l'université Johns Hopkins ont déjà admiré, cette année, l'habileté de leur robot chirurgien Star (Smart Tissue Autonomous Robot) lorsqu'il a suturé deux morceaux d'intestin d'un porc sous anesthésie. Dans 83 % des essais, il s'en est bien sorti tout seul. Pour le reste, il a nécessité l'aide minimale d'un humain pour, par exemple, trouver le meilleur angle d'attaque d'une suture.

### Les vérités de TikTok

Google, c'est pour les vieux. **The New York Times** a découvert que la génération Z, celle des 10-25 ans, boude le roi des moteurs de recherche et préfère, lorsqu'il s'agit de s'informer sur un produit, un commerce ou un restaurant, recourir aux vidéos de TikTok ou aux images d'Instagram. Les témoignages directs de consommateurs de leur âge, accessibles via la barre de recherche des réseaux sociaux, leur inspirent plus confiance que les réponses de Google, qu'ils jugent touffues ou biaisées par de sombres manigances publicitaires.—



SUR NOTRE SITE  
courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi **La lettre tech.**

# Dans les oliveraies andalouses, une “situation dramatique”

**Agriculture.** Dans la province de Jaén, berceau de la production espagnole d’huile d’olive, la sécheresse et les vagues de chaleur devraient conduire à la pire récolte depuis des décennies.

—El Mundo Madrid

Juan Luis Ávila s’accorde une pause dans son travail, lève les yeux et contemple les milliers d’oliviers qui l’entourent et filent en lignes droites jusqu’à l’horizon. Suivant la tradition familiale, il est devenu agriculteur et cultive 60 hectares à Torrequebradilla [dans la province de Jaén, en Andalousie], en plein cœur de l’oliveraie espagnole, où des oliviers destinés à la production d’huile sont plantés en continu sur 120 kilomètres. “J’ai 44 ans et je n’ai jamais vu une chose pareille, se désolait-il. La situation est dramatique.” Nous sommes vendredi au milieu de l’après-midi et le soleil est encore haut.

**Perte de rendement.** Tôt ce matin, il a ouvert la dernière facture d’électricité qu’a reçue sa communauté d’irrigation et, comme des milliers de ses confrères paysans, il s’est encore arraché les cheveux. “Nous payons 1 000 euros par jour, poursuit-il, malgré cette exception ibérique dont il paraît que nous profitons.” [Bruxelles a accordé, au printemps, une dérogation à l’Espagne et au Portugal pour plafonner les prix du gaz en raison du manque d’interconnexions gazières et électriques avec le reste du Vieux Continent.]

Personne ne comprend ce qui se passe. Juan Luis invite à vérifier le montant à payer : 32 000 euros pour les 1 100 hectares cultivés par les 200 paysans

de sa communauté d’irrigation. “C’est à devenir fou.” Cela représente en moyenne un coût de 7 euros par champ d’oliviers, l’équivalent de 10 kilos d’olives produites : “Ça n’en vaut pas la peine.” Le compte n’y est pas.

Ses collègues et lui ont décidé il y a plusieurs semaines qu’au lieu d’arroser vingt-quatre heures par semaine ils passeraient à huit pour pouvoir au moins payer leurs factures, même si cela impliquait une grande perte de rendement. La production d’olives pour l’huile est l’une des deux plus importantes de la saison pour les agriculteurs andalous, avec celle d’olives pour la table, ces dernières étant cultivées principalement dans la province de Séville [en Andalousie également].

Partout en Espagne, les oléiculteurs sont confrontés aux mêmes problèmes. Avant la véraison [moment où les olives commencent à changer de couleur et à mûrir] – la récolte des fruits destinés à la production d’huile commence en octobre –, tous font leurs calculs. L’année dernière, la production espagnole d’huile d’olive a atteint 1,4 million de tonnes, mais elle ne devrait atteindre que 800 000 tonnes cette année. Les pertes dépasseront les 600 millions de kilos. À un prix de vente de 3 euros le kilo, cela fait 1,8 [milliard] d’euros en moins.

“C’est énorme, commente Ávila, et en plus il faut ajouter les coûts de production, qui explosent, le gazole, les engrais, etc.” Il n’y a pas si longtemps, poursuit-il,



produire un litre d’huile coûtait 3 euros à l’agriculteur, contre 4,20 euros aujourd’hui. “Le consommateur l’achète ensuite à environ 4 euros le litre. Les prix ont augmenté en rayon, mais cette différence ne se répercute pas sur nous parce que nous produisons déjà en dessous des coûts.”

Pour lui comme pour la majorité des agriculteurs et éleveurs espagnols, la solution n’est pas le remède proposé par la deuxième vice-présidente du gouvernement, [la communiste] Yolanda Díaz, à savoir le plafonnement des prix des denrées de base.



“C’est du n’importe quoi, lance-t-il. Là où il faut agir, c’est au niveau des oligopoles, c’est-à-dire les cinq gros distributeurs qui se partagent le marché. Ce sont eux qui fixent les prix et ils continuent à le faire même si c’est illégal. Ce sont eux qui nous asphyxient. Tout le reste n’est que balivernes. En réalité, il n’y a pas de marché libre : ils se partagent tout entre eux, ils gardent leurs marges et l’autorité de la concurrence ne fait rien.”

L’olive de table se trouve dans une situation similaire. La récolte de cette année, qui a déjà commencé, sera la plus faible depuis le début de ce siècle : elle tournera autour de 406 000 tonnes, soit 40 % de moins qu’en 2021. S’il n’y avait pas le stock constitué l’année dernière, ce volume aurait entraîné une pénurie d’olives sur le marché espagnol et aurait compromis les exportations.

José Pedro Guzmán, responsable du secteur des olives de table du syndicat agricole Asaja-Séville, explique les raisons de cette baisse : “Il y a les conséquences d’un grave déficit hydrique cumulé, auxquelles se sont ajoutées les longues vagues de chaleur de ces derniers mois. Et les dégâts causés aux arbres pourraient même avoir des répercussions sur la véraison et la récolte de l’année prochaine.”

La véraison qui commence en ce moment succède à une campagne historique, celle de 2021, marquée par une production record de 659 000 tonnes d’olives de table, qui a fait monter les stocks à 1 million de tonnes. Cela a permis de satisfaire la demande de l’année dernière malgré les

faibles récoltes de deux des principaux producteurs mondiaux d’olives de table : la Grèce, où les ravages de la sécheresse et des vagues de chaleur avaient affecté la floraison et fait chuter de 83 % la production de la variété halkidiki (qui est en concurrence avec la gordal espagnole), et l’Égypte, dont la récolte avait connu une baisse de 37 % par rapport à la saison précédente.

L’Espagne en avait profité avec une augmentation de 6 % de ses exportations ce qui, avec une hausse de 10 % de sa consommation intérieure, avait permis aux prix de rester stables aussi bien pour les olives de table que pour les olives destinées à la production d’huile.

**Hausse des coûts.** Un autre facteur déterminant qui “exacerbe la tendance à la hausse du prix des olives de table cette année est l’explosion des coûts des intrants”, souligne Guzmán, avant d’aligner les chiffres : 120 % pour le gazole, 180 % pour l’électricité et 100 % pour les engrais, entre autres.

La récolte de cette année commencera donc avec le stock le plus élevé de l’histoire, 429 000 tonnes, alors que la moyenne des stocks disponibles avant les cinq dernières campagnes était de 366 000 tonnes, soit 23 % de plus que le stock précédent, de 349 000 tonnes.

Si les estimations d’Asaja-Séville sont confirmées et que la récolte de cette année baisse de 38 % avec une production finale de 406 000 tonnes, pour la première fois dans l’histoire, les stocks seront supérieurs à la production. Selon ces estimations, la campagne 2022 fournira 17 % d’olives en moins que la campagne 2021 (847 000 tonnes) et 11 % en moins que la moyenne des cinq dernières années (953 000 tonnes).

Cependant, prévient Guzmán : “S’il ne pleut pas suffisamment en septembre et en octobre, une partie des olives qui n’ont pas encore atteint le bon calibre ne pourra pas être gardée. La production finale pourrait donc être très inférieure aux estimations actuelles. Si tel est le cas, il pourrait y avoir des problèmes d’approvisionnement du marché.”

—David Vigarío  
Publié le 10 septembre

✍ Dessin de Beppe Giacobbe, Italie.



**Samedi**  
**1<sup>er</sup> octobre**  
**29 rencontres**  
**Théâtre**  
**du Rond-Point**

Dominique A  
Chanteur

François Alu  
Danseur étoile

Pierre Arditi  
Comédien

Pénélope Bagieu  
Illustratrice

Frédéric Borel  
Architecte

Florence Cestac  
Autrice de BD

Luc et Jean-Pierre  
Dardenne  
Cinéastes

Vincent Delerm  
Chanteur

Léa Drucker  
Actrice

Jean-Benoît  
Dunckel  
Musicien,  
chanteur

André Dussollier  
Acteur

Véronique Gens  
Soprano

Julien Gosselin  
Metteur  
en scène

Eye Haïdara  
Actrice

Christophe  
Honoré  
Metteur  
en scène,  
réalisateur

Eva Jospin  
Plasticienne

Carine Karachi  
Neuro-chirurgienne

Lola Lafon  
Autrice

Thomas Legrand  
Producteur  
à France Inter

Clara Luciani  
Chanteuse

Clémence  
Madeleine-  
Perdrillat  
Scénariste  
de la série  
«En thérapie»

Anjelin Preljocaj  
Chorégraphe

Soulcié  
Illustrateur

Anne Soupa  
Théologienne  
et essayiste

Marc Trévidic  
Magistrat, écrivain

Sabrina Van Tassel  
Réalisatrice

Martin Weill  
Reporter

Roschdy Zem  
Acteur

Rebecca Zlotowski  
Réalisatrice

Télérama

dialogue

Infos, réservations :  
[theatredurondpoint.fr](http://theatredurondpoint.fr)

En partenariat  
avec MGEN  
Mutuelle santé,  
prévoyance



SCIENCES



# Imprévisibles coups de chaud

**Modélisation.** Les températures très élevées de cet été sont arrivées plus tôt dans le siècle que ne le prévoient les scientifiques. De quoi revoir la façon dont les projections climatiques sont élaborées.



—Nature (extraits) Londres

De Londres à Shanghai, des vagues de chaleur sans précédent se sont abattues sur de nombreuses régions du globe ces dernières semaines. En juin, Tokyo a subi neuf journées consécutives au-dessus de 35 °C, la canicule la plus sévère depuis les premiers relevés officiels, dans les années 1870. À la mi-juillet, le Royaume-Uni a battu ses propres records avec un mercure au-delà de 40 °C, une première depuis que les mesures existent. Dans le même temps, des incendies de végétation attisés par la chaleur balayaient plusieurs régions de France, d'Espagne, de Grèce et d'Allemagne, et la Chine était confrontée à plusieurs vagues de

chaleur, dont l'une a touché plus de 400 villes la semaine dernière.

Cela fait longtemps que les climatologues nous mettent en garde contre des vagues de chaleur plus fréquentes et plus fortes à mesure que la planète se réchauffe. Mais l'avenir s'est invité plus tôt que ce qu'ils redoutaient, notamment en Europe de l'Ouest, un des "points chauds" du réchauffement, selon des travaux publiés en juillet dernier. Les canicules sont non seulement plus intenses et plus fréquentes, mais elles défient aussi les prévisions dérivées des modèles climatiques.

Les chercheurs s'empressent de disséquer les vagues de chaleur de cette année afin de mieux cerner la manière dont ces températures écrasantes vont affecter

les sociétés humaines à l'avenir. Eunice Lo, climatologue à l'université de Bristol qui s'est penchée sur la canicule britannique, observe : "La communauté scientifique savait bien évidemment que de tels épisodes étaient possibles, mais que cela arrive n'en est pas moins surréaliste."

Ces chaleurs extrêmes sont l'une des conséquences les plus meurtrières du dérèglement climatique. Elles tuent directement, notamment les gens qui travaillent en extérieur, et entraînent des surcharges sur les réseaux d'énergie, perturbant l'approvisionnement en électricité au moment où les gens ont le plus besoin de la climatisation ou de ventilateurs pour tenir dans des intérieurs surchauffés. Elles peuvent également aggraver d'autres catastrophes, comme les feux de forêt, et avoir de lourdes répercussions sur la santé mentale.

**Événement hors norme.** Si les vagues de chaleur empirent depuis quelques années, les recherches menées sur les épisodes les plus extrêmes ont accompli des progrès notables après la canicule de juin 2021 dans le nord-ouest de l'Amérique du Nord. L'événement était tellement hors norme qu'il a totalement rebattu les cartes de la recherche sur les chaleurs extrêmes, note Vikki Thompson, climatologue à Bristol. Dans une étude publiée en mai, elle a démontré avec des confrères qu'à l'échelle mondiale seules cinq vagues de chaleur enregistrées depuis 1960 ont été plus extrêmes par rapport au climat de la décennie précédente.

En regardant les températures enregistrées dans le nord-ouest de l'Amérique du Nord dans les années qui ont précédé l'événement, il semblait "totalement invraisemblable" qu'une vague de chaleur extrême puisse survenir, précise-t-elle. C'est pourtant ce qui s'est produit. Une modélisation climatique publiée voilà deux ans estimait qu'il était peu probable que le Royaume-Uni franchisse la barre des 40 °C au cours des décennies à venir. Or c'est ce qui s'est produit cette année, avec un maximum historique pour le pays enregistré à 40,3 °C.

Si les températures ont franchi ce seuil bien plus vite que prévu, c'est peut-être lié au fait que les modèles climatiques ne tiennent

pas compte de tout ce qui influe sur les vagues de chaleur et ne fournissent donc pas des projections très précises. Ils intègrent imparfaitement l'évolution de certains facteurs comme l'aménagement du territoire ou l'irrigation, qui jouent pourtant un rôle. Autrement dit, les projections de ces modèles rendent parfois mal compte des manifestations réelles du dérèglement climatique.

Une analyse publiée le 28 juillet par un groupe international de chercheurs, le World Weather Attribution, estime que le dérèglement climatique d'origine anthropique a multiplié par 10 le risque de canicule cette année au Royaume-Uni. L'étude conclut également que les températures auraient été inférieures de 2 à 4 °C sans ce dérèglement.

Comme la vague de chaleur qui avait frappé le nord-ouest de l'Amérique du Nord en 2021, celle qui s'est abattue sur le Royaume-Uni en 2022 pourrait servir de catalyseur dans la compréhension des causes de ces canicules plus intenses que prévu, souligne Erich Fischer, climatologue à l'École polytechnique fédérale de Zurich. Dans une étude publiée l'année dernière, le chercheur et ses collègues prévoient que, dans les décennies à venir, les extrêmes climatiques battraient

**Les modèles intègrent imparfaitement l'évolution de certains facteurs humains.**

de très loin les records enregistrés précédemment. "C'est exactement ce à quoi nous sommes en train d'assister en ce moment", constate-t-il.

Étudier l'amplitude de ces extrêmes – et pas uniquement le risque de les voir survenir – peut aider les décideurs locaux à anticiper la nature des événements hors norme auxquels ils risquent d'être confrontés dans un avenir proche, ajoute-t-il.

Au-delà du Royaume-Uni, une bonne partie de l'Europe a d'ores et déjà essuyé plusieurs vagues de chaleur cette année. En réalité, le continent a battu des records à plusieurs reprises ces cinq dernières années, observe Kai Kornhuber, climatologue à l'université Columbia, à New York.

Pendant les quarante dernières années, les chaleurs extrêmes s'y sont multipliées de trois à quatre fois plus vite que dans d'autres régions de latitude moyenne dans l'hémisphère Nord.

**Canicules simultanées.** L'autre caractéristique frappante de ces derniers mois est la concomitance de ces chaleurs extrêmes dans plusieurs régions du globe. La Chine et l'ouest de l'Amérique du Nord rôtièrent fin juillet en même temps que l'Europe. Ces vagues de chaleur simultanées étaient environ six fois plus probables dans l'hémisphère Nord en 2019 qu'en 1979, d'après une étude parue en février.

Une raison pourrait en être un phénomène atmosphérique appelé "ondes de Rossby", des ondes qui s'enroulent autour de la planète à la manière d'un serpent, figeant la météorologie de certaines régions, qui deviennent dès lors sujettes aux vagues de chaleur. Quel que soit le régime atmosphérique, le risque de voir des canicules simultanées augmente avec le dérèglement climatique, prévient Deepti Singh, climatologue à l'université d'État de Washington à Vancouver. Elle met en garde : "Le monde entier se réchauffe et la probabilité que certaines régions soient victimes de chaleurs extrêmes augmente."

Les vagues de chaleur se déclarent aussi plus tôt dans l'année dans certaines régions, comme l'Inde et le Pakistan, qui ont connu des températures étouffantes de mars à mai. Certaines régions de l'Inde ont même franchi la barre des 44 °C fin mars, bien avant la période chaude habituelle. Au moins 90 personnes sont mortes. Le dérèglement climatique y avait multiplié par 30 le risque de canicule, estime le World Weather Attribution [dans la toute dernière étude d'attribution qui permet d'établir un lien entre le changement climatique d'origine anthropique et les phénomènes météorologiques exceptionnels].

À l'heure où le mercure continue de grimper à travers le globe, les climatologues rappellent l'importance de réduire les émissions de carbone et de renforcer la capacité des populations à s'adapter à des températures extrêmes.

—Alexandra Witze  
Publié le 4 août

↳ Dessin de Martirena, Cuba.



# Forum expat

## EXPATRIATIONS

# NOUVELLES DESTINATIONS

Une journée de conférences  
pour vous accompagner dans  
votre aventure à l'étranger

**20 OCTOBRE 2022**

**AUDITORIUM DU  
GROUPE LE MONDE**

En direct sur Facebook,  
YouTube et LinkedIn

**Inscrivez-vous sur : [leforumexpat.com](http://leforumexpat.com)**

Un événement groupe Le Monde



Avec la collaboration de



# 360

## MAGAZINE

Björk dans son antre magique • Musique.....	46
L'Indonésie, une création moderne • Idées.....	48
Le mystère du "Titanic" espagnol • Histoire.....	50

## Jean-Luc Godard, le punk du 7<sup>e</sup> art

Oubliez le sexe, la drogue et le rock'n'roll. Dans les années 1960, certains voulaient changer le monde avec des films. Et plus qu'aucun autre, Jean-Luc Godard a incarné cet état d'esprit, cette ferveur.

Le cinéma pourra-t-il lui survivre ?

—Die Welt Berlin



↓ Dessin d'André Carrilho paru dans *The Independent on Sunday*, Londres.

SOURCE



DIE WELT

Berlin, Allemagne

Quotidien, 85300 ex.

welt.de

Porte-drapeau des éditions

Springer, "Le Monde" est une sorte

de Figaro à l'allemande.

Très complet dans le domaine économique, il est aussi célèbre pour sa copieuse édition dominicale, *Welt am Sonntag*. Il se revendique conservateur.



**S**ans Jean-Luc Godard, il n'y aurait pas eu les Doors. Dans le film d'Oliver Stone sur le groupe de rock, une scène évoque la rencontre des fondateurs des Doors, Jim Morrison et Ray Manzarek, tous deux étudiants en cinéma à l'université de Californie. Ils s'extasiaient devant leur idole, Godard. S'ils sont devenus musiciens, c'est uniquement parce qu'ils ne pouvaient pas devenir des cinéastes de son niveau – Morrison a même été hué par ses condisciples pour un film expérimental qu'il avait réalisé.

Évidemment, Oliver Stone n'est pas un historien féru d'exactitude, mais il n'en approche pas moins ici très près de la vérité : dans les années 1960, Godard est considéré comme un messie qui ouvre les yeux de toute une génération de jeunes artistes sur ce qu'il est possible de faire. Et quand il tourne *One + One* [un documentaire aussi connu sous le titre *Sympathy for the Devil*] avec les Rolling Stones, en 1968, bien malin qui peut dire qui, de lui ou de Mick Jagger, est le roi de la coolitude dans le studio.

S'il faut rappeler tout cela, c'est parce que les films de Jean-Luc Godard, qui vient de s'éteindre ce 13 septembre à l'âge de 91 ans, ont souvent semblé pompeux et ronflants ces dernières décennies. Des œuvres qui avaient leur place dans des galeries ou à la Documenta [une grande exposition d'art contemporain qui se tient tous les cinq ans à Cassel, en Allemagne], mais qui n'avaient assurément aucune chance de convaincre un Jim Morrison des temps modernes de plaquer le rock.

À vrai dire, Godard avait sombré dans l'obscurité dès le début des années 1970 : notamment parce qu'il s'était retiré dans un ghetto, celui de l'agit-prop de gauche. À la fin de *Week-end*, un carton annonce ainsi la "fin du cinéma". Le chef opérateur de longue date de Godard, Raoul Coutard, dira plus tard : "C'est à cette époque qu'il a eu la révélation : il allait devenir marxiste-léniniste."

À son retour au cinéma, dans les années 1980, il fait surtout l'effet d'un grand-père pontifiant qui s'escamote dans les brumes d'un art prétentieux, d'où il décoche à l'occasion un aphorisme étincelant. En 2004, le musicien Nicolas Godin, du groupe Air, réagissant à une citation de Godard sur la télévision, fait part de son mépris : "Son métier, apparemment, c'est de balancer des phrases qui claquent ! J'ai l'impression qu'il ne fait des films que pour caser ses traits d'esprit."

Il n'empêche, Godard reste l'un des plus grands cinéastes de tous les temps. Ce statut, il le doit à ses films des années 1960 quand, avec Jacques Rivette, François Truffaut et d'autres, qui, comme lui, ont été critiqués aux *Cahiers du cinéma*, il forme la Nouvelle Vague – le mouvement artistique le plus important et le plus inspirant du xx<sup>e</sup> siècle, à côté du surréalisme.

Chaque film de Godard explore alors des contrées inconnues : esthétiquement, moralement et

politiquement. *Le Petit Soldat* sera longtemps interdit en France en raison du regard critique qu'il y porte sur la guerre d'Algérie [tourné en 1960, le film a été censuré jusqu'en 1963], *Vivre sa vie* [1962] décrit le basculement d'une jeune femme dans la prostitution, et dans *Une femme est une femme* [1961], comédie musicale badine, une jeune femme cherche un père d'emprunt à l'enfant que son compagnon refuse de lui faire.

Ce n'est pas un hasard si la société de production de Quentin Tarantino s'appelle A Band Apart – c'est la traduction de *Bande à part*, le plus beau, le plus vénérable et le plus désinvolte de tous les films de Godard, daté de 1964. La danse d'Uma Thurman et de John Travolta dans *Pulp Fiction* serait impensable sans cette scène merveilleuse dans laquelle Anna Karina, Sami Frey et Claude Brasseur dansent le madison devant un jukebox parisien, avec un détachement divin.

Les moments de cinéma de ce type ont à l'époque un effet analogue à celui qu'aura le punk quelque vingt ans plus tard : ils montrent que le cinéma est moins une affaire d'artisanat soigné et de vieilles recettes jalousement gardées que de posture, d'intelligence et de créativité. Le concept de cinéma d'auteur\*, qui enhardit les cinéastes à se considérer comme des auteurs, est – comme la célèbre règle punk des trois accords – une invitation à la liberté artistique.

Dans les années 1960, le pavé que jette Godard dans la mare ne marque pas que les réalisateurs, loin de là. Dans son autobiographie *My Way* [inédiée en français], le metteur en scène de théâtre [allemand] Peter Zadek raconte : "À bout de souffle, ça a été un choc. Godard aborde le montage avec une radicalité impensable pour l'époque. Dans la scène où Belmondo et Jean Seberg sont dans le taxi – aujourd'hui, on ne le remarquerait même plus –, le montage enchaîne les gros plans sur elle et sur lui, chaque fois avec un fond différent défiant la logique. Aujourd'hui, à l'époque des clips, c'est devenu chose banale. À l'époque, c'était choquant." → 44

“Chaque fois, c'était un choc esthétique. On allait voir ses films trois, quatre fois, et on ne parlait que de ça pendant des jours.”

Peter Zadek,  
DRAMATURGE ET BIOGRAPHE DE GODARD

## Vu de Croatie

### “ÇA, C’EST DU GODARD!”

“Rares sont les réalisateurs qui comptent autant d’admirateurs et de disciples à travers le monde, estime l’écrivain et critique de cinéma Jurica Pavicic dans le quotidien croate **Jutarnji List**. Lorsqu’un cinéophile se rend dans un cinéma d’art et d’essai ou dans un festival pour y voir un film de Taïwan, d’Argentine, du Danemark ou de Croatie, il tombe souvent sur une coupe, un montage ou une séquence curieuse. Et puis, en un rien de temps, il a un déclic : ‘Ça, c’est du Godard!’” Évoquant notamment le cas du Hongkongais Wong Kar-wai, Jurica Pavicic poursuit : “En Asie et en Amérique latine, Godard a donné aux cinéastes la clé pour s’affranchir du ‘style européen’.” En Europe de l’Est, “son influence est arrivée jusqu’en Yougoslavie grâce au Slovène Bostjan Hladnik, qui avait été, à la fin des années 1950, l’assistant à Paris de réalisateurs de la Nouvelle Vague. En 1961, Hladnik a réalisé le premier film de la Nouvelle Vague yougoslave, *La Danse sous la pluie*. Godard a eu une influence capitale sur l’œuvre de réalisateurs de renom comme Dusan Makavejev, Zelimir Zilnik ou Zivojin Pavlovic.”

## Vu du Japon

### UN CRÉATEUR QUI A FAIT ÉCOLE

Dans les cinémas indépendants de l’archipel, les films de Jean-Luc Godard sont encore aujourd’hui régulièrement à l’affiche. “Son influence a été telle qu’elle a donné naissance [dans notre pays] à un nouveau courant cinématographique, avec des réalisateurs comme Nagisa Oshima ou Yoshishige Yoshida, baptisé Nouvelle Vague japonaise”, écrit le quotidien **Yomiuri Shimbun**. Sahoko Hata, distributrice de films, a “découvert” Godard à Paris en 1959. Elle ne s’est toujours pas remise du “choc” que lui a procuré *À bout de souffle*. “Que ce soit sur le plan de la mise en scène, du cadrage ou du montage, c’était complètement différent des autres films français. J’étais face à une œuvre née de l’esprit d’un créateur et non de la structure maître-disciple des studios de cinéma”, se remémore-t-elle, citée par le journal **Nihon Keizai Shimbun**.

➤ Jean-Luc Godard sur le tournage du *Mépris*, en Italie, en 1963, avec les acteurs Michel Piccoli et Brigitte Bardot. Photo Jean-Louis Swiners/Gamma-Rapho/Getty Images



43 ← Zadek et ses collègues du théâtre de Brême sont aussi fascinés à l’époque par les interviews que Godard intercale, les séquences documentaires, la grande intelligence de ses films, leur liberté sexuelle et bien plus encore : “Chaque fois, c’était un choc esthétique. On allait voir les films trois, quatre fois, et le théâtre tout entier ne parlait que de ça pendant des jours.”

Alors qu’une grande partie de la production du cinéma d’auteur de l’époque semble aujourd’hui poussiéreuse ou saugrenue, les films de Godard n’ont rien perdu de leur fraîcheur et de leur insouciance. Cela tient surtout à l’humour anarchiste à froid que beaucoup n’ont pas vu sur le moment, derrière l’œuvre d’art et le message politique. Quand, dans *À bout de souffle*, Jean-Paul Belmondo mourant dit à Jean Seberg “T’es vraiment dégueulasse”, on peut encore y voir une petite frappe qui rêve d’Hollywood et qui voudrait avoir l’air aussi cool dans la mort que Bogart, son idole.

Mais quand Godard tourne en 1967 son film supposément le plus à gauche, *La Chinoise*, la distance humoristique avec le sujet saute aux yeux. “Véronique, ça ne va pas ? Tu as des ennuis ?” demande le professeur de centre gauche à son étudiante qu’il rencontre dans le train qui les amène tous les deux à leur université de banlieue. Elle répond : “Oh, j’ai trop d’ennemis.” “Des ennemis ? Toi ? Mais lesquels ?” “Oh, tu sais, les seigneurs de guerre, les bureaucrates, les compradores, puis les propriétaires. Puis aussi la fraction des intellectuels réactionnaires qui en dépendent. Enfin, voilà mes ennemis.”

**A** l’écoute de ce dialogue, on se demande avec le recul comment il a pu venir à l’idée de certains que Godard était un idéologue de gauche buté et *La Chinoise* un film de propagande. D’autant qu’auparavant on avait vu Anne Wiazemsky incarner le Vietnam opprimé avec un genre d’abat-jour sur la tête. Cernée par des maquettes d’avions américains suspendues à des fils, elle crie : “Au secours, M. Kossyguine [alors président du Conseil des ministres de l’Union soviétique], au secours !” – en pure perte, évidemment. À la fin, une moitié du groupe d’étudiants rouges fusille le mauvais

gars comme si de rien n’était, pendant que l’autre moitié fait du théâtre dans une ruine. De manière quasiment prophétique, Godard anticipe ici la fin du sursaut de 1968 : dans le terrorisme ou la culture.

Jean-Luc Godard naît le 3 décembre 1930 [à Paris], de parents franco-suisse protestants. Son père, Paul Godard, est un ophtalmologue aisé, dont la thèse de doctorat, en 1925, porte sur les “conditions de la vision” – une fascination partagée plus tard par le fils. Au sujet de la branche maternelle, les Monod, le biographe de Godard, Colin McCabe, écrit : “Une des plus célèbres familles de France, qui compte parmi ses membres un Prix Nobel, des pasteurs, des théologiens, des scientifiques, des politiciens et des financiers.” Son grand-père, Julien Pierre Monod, est un ami et mécène de Paul Valéry et, en 1926, le poète français rencontre son confrère allemand Rilke à Anthy, le chalet des Monod (qui apparaît également dans *For Ever Mozart*). Ce bouillon de culture, dont le cinéaste fera un usage de plus en plus décoratif dans ses films au fil du temps, Godard est donc littéralement tombé dedans quand il était petit.

Mais il y a toujours quelque chose qui est venu démentir l’étiquette de phraseur prétentieux qu’on a pu lui coller dans ses œuvres plus tardives : quelque chose d’“asocial”, au bon sens du terme (le mot “anarchiste” semble pour cela trop fort et trop galvaudé). C’était un menteur patenté : Daniel Cohn-Bendit relate, dans l’hommage qu’il lui rend pour ses 80 ans, la fable selon laquelle la famille Godard aurait appartenu “à la grande bourgeoisie suisse, raciste et facho” – des salades que le cinéaste a commencé à faire circuler dans les années 1960, à l’époque où, aux yeux de la jeunesse, tous les pères étaient des fachos. Ce n’est donc que justice que le vieux Godard, au crépuscule de sa vie, se soit vu soupçonné d’antisémitisme, notamment parce qu’un jour il avait déclaré que les Palestiniens étaient les Juifs d’aujourd’hui et parce qu’en 1976 *Ici et ailleurs* juxtaposait des plans de Golda Meir et de Hitler.

Mais le jeune Godard n’est pas que mythomane, il est aussi cleptomane. Il perd un premier emploi que son père lui avait dégoté dans une centrale hydraulique parce qu’il y subtilise des machines à écrire pour les

**Contrechamp**

**UN INVENTEUR PERPÉTUEL**

“J’ai rencontré Jean-Luc Godard, une fois. Mais l’ai-je vraiment rencontré ?” s’interroge Robbie Collin, critique cinéma au **Daily Telegraph**. En 2018, *Le Livre d’image*, ultime film de Jean-Luc Godard, a été présenté en sélection officielle au Festival de Cannes. Lors de la conférence de presse qui a suivi la projection, les journalistes ont eu la surprise de se retrouver face à “un iPhone 7”, le cinéaste ayant décidé de répondre aux questions par l’intermédiaire de FaceTime, depuis sa maison des bords du lac Léman. “Le titan de la Nouvelle Vague française s’était réduit à une version de poche”, commente, abasourdi, Robbie Collin. S’il est “difficile d’imaginer que la plupart des grands réalisateurs puissent conspirer à leur propre diminution visuelle”, cela ne le surprend pas venant d’un homme qui “a été éternellement, inlassablement fasciné par la nature changeante de l’image en mouvement et la façon dont les humains la comprennent ou pas”. Ainsi, *Adieu au langage*, sorti en 2014, est “l’un des films les plus novateurs formellement du XXI<sup>e</sup> siècle”, insiste le journaliste : les “expériences radicales” auxquelles s’y livre Godard autour de la 3D ne pouvaient venir que de “l’esprit d’un homme qui était prêt à pulvériser l’idée même de cinéma pour la reconstruire de zéro”.

**“Maintenant, à l’heure où tant de gens se sont habitués à se voir définis comme des consommateurs passifs, ses films sont plus nécessaires et vivants que jamais.”**

**Martin Scorsese,**  
RÉALISATEUR AMÉRICAIN

**À la une**



**“ET MES FILMS, TU LES AIMES ?”**  
**Le Temps** (Suisse)



**“ADIEU À CELUI QUI AURA ÉTÉ UN REBELLE TOUTE SA VIE DURANT”**  
**Het Vrijeleven**, le supplément culturel de **De Morgen** (Belgique)



**“LE CINÉMA ÉTERNELLEMENT RÉINVENTÉ”**  
**Papel**, le magazine d’**El Mundo** (Espagne)



**“À BOUT DE SOUFFLE”**  
**Die Tageszeitung** (Allemagne)

revendre ailleurs. Parmi ses amis des *Cahiers*, à Paris, tout le monde sait qu’il manque toujours quelque chose après le passage de Godard. Cette désinvolture vis-à-vis des biens matériels se retrouvera plus tard sur les plateaux. Un exemple entré dans la légende est le travelling interminable sur une file de voitures vouées à finir en épaves dans *Week-end*. Godard a eu besoin pour ce faire de 250 mètres de rails – le maximum que l’on puisse alors trouver en France. Mais, après avoir tout réglé à un coût astronomique, il décide de couper la scène en deux pour taper sur les nerfs des producteurs.

L’accident de voiture fascine Godard, qui y voit l’issue fatale du consumérisme et de la quête de statut social [sa mère est morte dans un accident de voiture en 1954, et lui-même a été victime d’un très grave accident de moto en 1971]. Il faut dire que, dans les années 1960, le parc automobile explose. Et il n’est pas interdit de voir dans l’automobile le cerceuil ambulante dans lequel la société bourgeoise se rue vers sa ruine.

Dans *À bout de souffle*, Belmondo fonce à Paris au volant de son auto volée dans le sud de la France pour aller retrouver Jean Seberg. Dans *Pierrot le fou* [1965], Anna Karina et lui roulent à toute allure dans la direction opposée. Les deux voyages se termineront pour lui funestement, même si ce n’est pas dans un accident : cette mort sera réservée à Brigitte Bardot à la fin du *Mépris* [1963] – la vedette la plus chère avec laquelle Godard ait jamais tourné. Et ça non plus, ça n’a pas plu au producteur Carlo Ponti.

Godard restera imprévisible avec l’âge. En 2010, il snobe son Oscar d’honneur. Il en avait toutefois informé l’académie au préalable. Fin 2007, alors qu’il est censé recevoir le Prix du cinéma européen à Berlin pour l’ensemble de son œuvre, il se désiste au dernier moment, sans raison, et ça passe mal. Pour toute explication, il envoie un poème de Mörrike : “Laisse-moi, ô monde, laisse-moi seul !/ Épargne-moi tes offrandes d’amour / Laisse ce cœur avoir seul / Ses délices et ses tourments !” On dirait les adieux un peu kitsch d’un homme de 77 ans, mais ce n’est sans doute qu’une énième de ces blagues dont lui seul a le secret.

C’est vrai, ses dernières œuvres, dont les titres évoquent tous des manifestes politico-littéraires (*Film socialisme*, *Adieu au langage*, *Le Livre d’image*), ont reçu un accueil pour le moins mitigé de la presse cannoise – pourtant toujours prête à se pâmer – et du festival naguère méprisé (en 1968, il fait partie des cinéastes qui réclament son annulation en témoignage de solidarité avec les manifestants), dont il se sert volontiers.

Mais le maître se livre encore à des apparitions hautes en couleur, entre mise en scène religieuse et comédie, avec ce charisme qui lui est propre. Comme en 2018, à Cannes, lors de la conférence de presse pour *Le Livre d’image*, en visioconférence depuis son ermitage du lac Léman. Son producteur tient le smartphone sur lequel on aperçoit la petite tête de Godard, brandie tel un ostensor ou un crucifix pendant l’office, devant des membres de l’Internationale godardienne en prière, appareil photo en main.

Plus ubuesque encore, cette prise de vue du domicile de Godard sur Google Street View, sur laquelle on le voit distinctement en compagnie de son épouse et coréalisatrice occasionnelle, Anne-Marie Miéville. Quelqu’un a mis en scène ces images sur YouTube avec la musique du *Mépris*, signée Georges Delerue, comme si c’était un film de Godard. Autant dire qu’il ne faudrait pas s’étonner que le cinéaste refasse surface après sa mort sous la forme d’un virus informatique ou d’une sonnerie de portable.

Mais, sa meilleure blague, Godard la doit à une instance qui prise l’humour noir et abscons plus encore que lui : Dieu, le sort, le karma. Lors du naufrage du *Costa Concordia*, en 2012 [au large de la Toscane], on apprend en effet que c’est à cet endroit précis que Godard avait tourné les scènes de croisière de *Film Socialisme*, en 2010 – métaphore d’un capitalisme à la dérive, englué dans un luxe vain.

Le cinéaste, qui a mis en scène tant d’accidents dans sa carrière, aura donc trouvé meilleur enchérisseur que lui au soir de sa vie.

— **Matthias Heine**  
Publié le 13 septembre

\* En français dans le texte.



## Björk dans son antre magique

Dans le cocon du confinement islandais, la chanteuse a été secouée par des poussées de fièvre festive. Avec l'aide d'un groupe de techno indonésien, elle a transformé cette énergie en album. *Fossora* sort le 30 septembre.

on devenait un peu hors de contrôle, et puis on retombait dans nos lits juste avant minuit. Une alternance entre petits niveaux d'énergie et doubles doses." Et ça, dit la chanteuse, "ça ressemble un peu à du gabber".

Les mesures très strictes mises en place par le gouvernement islandais ont protégé la petite population de l'île du gros de la pandémie. "Ne le prenez pas mal, on avait de la peine pour vous, mais nous, [la pandémie] n'a pas vraiment bouleversé nos vies", explique Björk. Bien qu'elle parcoure le monde depuis près de quarante ans, elle se dit toujours "extrêmement casanière". Pour elle, le pire moment de la pandémie a été le jour où la piscine locale a fermé.

Physiquement, alors que nous la retrouvons dans le hall parfumé d'un hôtel de l'est de Londres, Björk est toujours en mouvement. À 56 ans, elle reste parcourue d'une énergie remuante, aussi innée qu'indélébile, comme si sa célébrité d'enfant-star l'avait dispensée de vieillir. Cela tient peut-être aussi au féminisme fondamental d'un pays où les femmes adultes peuvent picoler, coucher ou devenir Première ministre (on y reviendra) sans provoquer de controverses enflammées.

**Le confinement a forcé l'Islandaise à défaire sa valise. "J'ai adoré ça", dit-elle.**

Le Covid a ramené Björk sur son île natale à une période de transition. Son nid familial se vidait : sa fille, Isadora [la plus jeune de ses deux enfants], surnommée "Doa", avait grandi et faisait ses études, ainsi que des films et sa propre musique. Sa mère, Hildur Runa Hauksdóttir, l'homéopathe hippie qui l'avait fait monter sur scène dès le plus jeune âge, était morte en 2018 à l'issue d'une longue maladie. Après deux albums enregistrés dans les remous d'une rupture amoureuse et d'un divorce, Björk a repris pied en douceur, l'esprit tourné vers ses ancêtres, ses descendants et la terre de feu et de glace qui les relie tous.

Son dernier album s'intitule *Fossora*, terme latin qui signifie "celle qui creuse". Sur la couverture, on la découvre en farfadet lumineux dont les sabots se fondent dans un mycélium de champignons fantastiques. Comparé à l'électronique cotonneuse d'*Utopia* en 2017, cet album est à la fois ample et organique, plus ancré que rêveur, et débordant de souffle et de chaleur. C'est aussi un monde de contrastes : les deux piliers de l'album sont la clarinette basse et de soudaines explosions de gabber.

Comme tous les albums de Björk, *Fossora* est né en réaction à son prédécesseur. Aussi léger et délicat qu'une barbe à papa, *Utopia* était "un mécanisme de survie après la rupture amoureuse" racontée par *Vulnicura* en 2015 – ténébreuse chronique de sa rupture avec

—The Guardian (extraits) Londres

**S**i, l'hiver dernier, vous avez eu l'occasion de vous promener dans les rues du centre de Reykjavik, vous avez peut-être entendu le "boum boum boum" d'une soirée clandestine et confinée. Poussant les murs de son salon pour les heureux membres de sa "bulle sociale" de Noël, l'Islandaise la plus célèbre de la planète organisait une de ses "improbables soirées improvisées, où 20 personnes pouvaient débarquer et où [elle] finissai[t] toujours par ne jouer que [de la techno] gabber".

À en croire la chanteuse, ce genre de techno hardcore néerlandaise, tout droit sortie des années 1990, est la bande-son idéale de nos vies en période de Covid. "On a toujours une boîte à rythme qui pulse dans le corps, vous savez. Je pense qu'avec le Covid on est tous devenus assez fainéants, à rester bouquiner à la maison. Du coup, quand on commençait à boire et à faire la fête,

↳ Inspiré de la nature, le nouvel album de Björk propose une “techno biologique”. Photo Vidar Logi

L'artiste Matthew Barney. Ceux qu'elle sur-nomme “l'album de l'urgence” et “l'album du sauvetage” sont sortis comme des airbags de leur boîte, à seulement deux ans d'écart.

Cette fois, Björk a décidé de prendre le temps qu'il lui fallait et de s'offrir “le luxe d'abandonner toute forme de volonté”. Le confinement lui a facilité la tâche. “Je crois que je n'avais jamais passé autant de temps chez moi depuis mes 16 ans. C'est un peu la honte, mais je mangeais du pudding au chocolat tous les jours”, explique-t-elle avec un sourire. D'ordinaire, lorsqu'elle revenait à Reykjavik, elle ne prenait même pas la peine de défaire sa valise. Cette fois, elle l'a vidée et rangée dans une armoire. “Je me suis vraiment posée et j'ai adoré ça.”

Entre deux éruptions de gabber, Fossora propose des chansons tendres écrites pour la mère de Björk, un poème de Latra-Björg, pêcheuse et anticonformiste du XVIII<sup>e</sup> siècle; on y entend aussi la voix veloutée de Serpentwithfeet et des chœurs assurés par Sindri, le fils de Björk, ainsi que la voix claire et folk de Doa, sa fille, sur *Her Mother's House*. “Je lui ai demandé d'écrire quelque chose pour dire au revoir à la maison, et je lui ai dit que ça ne devait pas exclusivement être des choses gentilles, explique l'artiste, manifestement fière. C'est une façon de me moquer de mon côté mère poule.”

Bien que présenté comme un album pour “les gens qui transforment leur salon en boîte de nuit”, Fossora n'est pas vraiment l'album de rave annoncé. “J'ai essayé de faire de l'autodérision”, explique Björk avec son accent mêlant toujours joyeusement les r roulés des Nordiques à l'argot de Londres. “J'étais là, enfermée dans mon salon pendant le confinement, et la chanson était super sérieuse pendant quatre minutes et demie, et après c'était une minute entière de “wouuuhouuu”, fait-elle en sautant sur sa chaise les bras en l'air.

**Potentiel balistique.** Elle me propose une description visuelle de Fossora. Si Utopia était un refuge magique, loin du puits de misère dans lequel elle s'était engouffrée avec *Vulnicura*, alors Fossora nous montre la vie dans ce lieu enchanté. “Il s'agit de voir ce que ça fait d'entrer dans ce monde fantastique, vous savez. D'y prendre son déjeuner et de lâcher un vent, de faire des choses normales comme rencontrer ses amis.”

Ce prosaïsme est disséminé dans tout l'album par un sextuor de clarinettes basses, un instrument choisi non pour son caractère ténébreux comme dans la *Symphonie n° 6* de Mahler, ni pour son timbre voluptueux comme lorsque Bennie Maupin joue sur le *Bitches Brew* de Miles Davis, mais pour son potentiel de percussion balistique. Björk voulait qu'elles sonnent “comme Public Enemy, ta ta ta ta”, comme de la boxe”, lance-t-elle avec de s'accroupir pour mimer une attaque avant cet instrument d'un mètre de hauteur.

Et puis, il y a la techno hardcore. Celle qu'on entend systématiquement lors des soirées improvisées dans le salon de Björk est signée Gabber Modus Operandi, deux punks indonésiens mêlant le répertoire traditionnel, comme le gamelan balinaise, aux frictions du gabber occidental, avec des bruits de pas et autres sons. “Ils font entrer la musique traditionnelle dans le XXI<sup>e</sup> siècle, ce que je respecte énormément. Et ils le font mieux que quiconque”, déclare Björk.

La chanteuse a eu l'intuition que le courant passerait bien entre eux. La première fois qu'elle a parlé à Ican Harem et DJ Kasimyn par visio, elle leur a expliqué qu'elle planchait sur son “album champion”. “C'est comme creuser dans la terre. En ce moment, je vis avec des taupes et je m'ancre vraiment dans la terre. Je ne sais pas si c'est trop tiré par les cheveux pour vous, mais c'est comme ça que je parle de musique”, leur a-t-elle dit. “C'est marrant que tu dises ça, lui ont-ils répondu. La semaine dernière, on a pris des tambours de gamelan, on les a enterrés, on a joué dessus et on a enregistré. Donc oui, on voit ce que tu veux dire.” Le duo lui a envoyé des sons, qu'elle a laborieusement insérés aux rythmiques raffinées de Fossora, pour produire ce que le trio appelle de la “techno biologique”.

Deux chansons, *Sorrowful Soil* et *Ancestress*, ont été écrites en hommage à la mère de Björk, qui a divorcé de son mari, électricien et syndicaliste, quand Björk était encore bébé, et est allée s'installer dans une communauté de hippies fans de Hendrix. Formée aux médecines alternatives, elle n'était pas contente de finir sa vie entourée de blouses blanches lorsqu'elle est tombée malade.

Björk reste de marbre en racontant ces dernières années ponctuées de visites à l'hôpital. Les paroles de ses chansons sont lourdes de son chagrin : “La machine d'elle a respiré toute la nuit pendant qu'elle se reposait/ Montrait sa résilience/ Jusqu'à ce que non”, chante-t-elle entre les cordes et les gongs d'*Ancestress*. Hildur Runa avait 72 ans au moment de sa mort. “C'est plutôt jeune. Je pense que mon frère et moi n'étions pas prêts... On pensait qu'il lui restait encore dix ans. On lui disait de se battre, mais c'est comme si elle avait eu une horloge en elle, et elle était prête.”

En 2002, Hildur Runa avait l'âge de Björk aujourd'hui quand elle s'est mise en grève de la faim pour dénoncer la construction par le groupe américain Alcoa d'une fonderie d'aluminium et de onze barrages pour des centrales hydroélectriques dans les hautes terres d'Islande. La chanteuse a soutenu le militantisme de sa mère, mais a sans doute été soulagée quand, au bout de vingt-trois jours à ne se nourrir que de boissons toniques à base de plantes, Hildur Runa, amaigrie et délirante, a décidé d'arrêter sa grève de la faim.

La fonderie et les barrages ont finalement été construits. Depuis, Björk consacre

beaucoup de temps à mettre en garde contre les dangers de la dévastation environnementale. Elle a annulé un concert au festival Iceland Airwaves pour protester contre un projet de construction de plus de cinquante barrages et centrales électriques. Elle a interviewé David Attenborough [célèbre écrivain et naturaliste britannique] pour un documentaire télévisé sur la musique et la nature. Sa tournée *Cornucopia*, en 2019, comportait un message vidéo de la militante Greta Thunberg. Et le Biophilia Educational Project, dérivé de son appli-album de 2011, est aujourd'hui une ressource éducative complète proposant aux enfants d'explorer la musique et la science.

**Profonde exaspération.** En 2019, Björk a fait alliance avec la Première ministre islandaise, Katrin Jakobsdottir, pour déclarer une urgence climatique dans l'espoir de faire réagir le gouvernement. Mais quand est venu le moment décisif, Katrin Jakobsdottir a fait marche arrière. “Je lui faisais confiance, peut-être parce que c'est une femme. Elle est allée faire ce discours et n'a pas dit un mot [de ce qu'on avait convenu]. Elle ne l'a même pas évoqué. J'étais très en colère, peste encore Björk aujourd'hui. J'avais travaillé dessus pendant des mois.”

Il y a quelques années, elle se serait peut-être tue et aurait fait bonne figure. Mais aujourd'hui sa déception a cédé la place à une profonde exaspération – et peut-être à une pointe d'épuisement. “Je voulais la soutenir, dit-elle. Ce n'est pas facile d'être une femme Premier ministre. Elle a tous les bourrins machos sur le dos. Mais elle n'a rien fait pour l'environnement.”

**“En ce moment, je vis avec des taupes et je m'ancre vraiment dans la terre.”**

Björk

Dans son domaine, Björk garde le contrôle, dirigeant des chœurs et orchestres de plus en plus importants (cinquante-deux chanteurs selon les derniers calculs) et choisissant ses collaborations dans le monde de la musique et de la création. Mais au fond d'elle-même elle reste une romantique invétérée, “une fontaine de sang en forme de femme”, ainsi qu'elle le chantait il y a vingt-cinq ans sur *Bachelorette*. “J'ai le sentiment qu'en tant que chanteuse-compositrice, mon rôle est d'exprimer l'évolution de mon corps ou de mon âme ou je ne sais quoi, et avec un peu de chance c'est ce que je ferai jusqu'à mes 85 ans, ou aussi longtemps que je serai en vie. J'essaie de garder mes antennes éveillées et de déterminer où en est mon corps.”

Ainsi que le montrent clairement des chansons comme *Atopos* ou *Fungal City*

**Podcast**

**BJÖRK SE RACONTE**

La musique de Björk ne se laisse pas facilement enfermer dans un genre : rock, folk, pop expérimentale? Dans son nouveau podcast, *Sonic Symbolism*, produit par Talkhouse et Mailchimp Presents, “la chanteuse à la voix de fée explore ces questions”, indique l'hebdomadaire

**The New Yorker.** Conçu comme une conversation avec son amie l'écrivaine Oddny Eir et le musicologue Asmundur Jonsson, chaque épisode de *Sonic Symbolism* ramène l'auditeur au contexte culturel et créatif d'un album. Guidé à travers l'esprit labyrinthique de l'artiste, on voyage dans “les soirées enivrantes de la jeunesse londonienne de Björk jusqu'à son organique et terrestre de Fossora, son dixième album”, résume le magazine américain **GQ**.

(“Sa vitalité me repolarise/ Mon nord-sud devient est-ouest”), Fossora est un album baigné d'amour. Mais cet amour porte sur deux objets différents, sourit l'artiste, refusant d'en dire davantage.

Ses chansons sur ses relations ressemblent à des confrontations, hasardé-je alors, des titres ponctués de toutes ces questions difficiles que l'on regrette d'avoir posées un soir trop tard. Sur *Atopos*, elle demande : “Est-ce que ce ne sont pas seulement des excuses pour ne pas se connecter?” Non, poursuit-elle après un moment de réflexion, c'est l'inverse. “Parfois, quand j'aime vraiment quelqu'un, je vais écrire des paroles interrogatives, déguisées comme mes propres doutes, parce que je ne veux pas être trop brutale, mais en réalité ce sont les doutes de l'autre.”

Le retour de Björk sur son île natale marque le début d'un nouveau cycle. La poussière est retombée. “Je suis juste vraiment heureuse d'être chez moi, je suis tellement casanière, et très islandaise”, lance-t-elle. La piscine a rouvert ses portes.

À la demande de son manager, elle a fouillé dans ses archives pour enregistrer un podcast sur sa discographie [voir encadré]. En revoyant de vieilles interviews d'elle, une idée lui a traversé l'esprit : “Punaise, quelle effronterie! Mais en même temps, je dis toujours la même chose. Je suis à Londres et je demande : ‘C'est bon, je peux rentrer à la maison maintenant?’”

— **Chal Ravens**  
Publié 19 août

# L'Indonésie, une création moderne

Le 21 septembre est sorti en France *Revolusi*, de l'historien David Van Reybrouck, qui raconte l'émancipation des Indes orientales néerlandaises. Un livre encensé lors de sa parution aux Pays-Bas.

—NRC Handelsblad (extraits)  
Amsterdam

Dix ans après son volumineux *Congo*. Une histoire, primé et applaudi de toutes parts, David Van Reybrouck fait de nouveau des merveilles avec *Revolusi*. *L'Indonésie et la naissance du monde moderne*, consacré à l'histoire coloniale de l'Indonésie. Soixante-quinze ans après la proclamation de l'indépendance indonésienne, l'historien raconte d'une plume fluide la naissance de cette nation. Plus : il donne à cet événement une place dans l'histoire du monde.

Son récit commence classiquement par les origines, dans le cas présent l'Homme de Java [*le premier Homo erectus jamais exhumé*], découvert à Java en 1891, rappelle David Van Reybrouck], et par un coup d'œil à un atlas scolaire. Il s'étire ensuite jusqu'à la fin du mandat du premier président indonésien, Sukarno, en 1965. Le livre couvre en détail le chapitre noir de la guerre d'indépendance indonésienne [1945-1949]. Le conflit y est étudié en profondeur et avec une attention particulière accordée à toutes les parties – même les Japonais et les unités d'élite britanniques (Gurkhas) y ont leur place [les premiers avaient occupé l'archipel indonésien durant la Seconde Guerre mondiale, les secondes étaient venues soutenir les forces néerlandaises qui ont tenté, après 1945, de rétablir leur autorité]. Ce qui mérite tous nos compliments, le sujet étant encore très sensible aujourd'hui.

Mais si Van Reybrouck étudie l'opposition entre la puissance coloniale néerlandaise et la colonie indonésienne, il ne se limite pas à cela. Car *«en s'obstinant à regarder par les meurtrières du passé, on n'a pas forcément une vue panoramique du paysage»*. Aussi choisit-il d'adopter une vision élargie des événements, partant du principe qu'une histoire n'est jamais écrite par un seul pays, mais qu'elle s'inscrit

dans des développements plus larges. Il étend son champ de vision, notamment dans le dernier chapitre, lorsque, en 1955, l'Indonésie indépendante accueille la grande conférence de Bandung, réunissant des nations d'Afrique et d'Asie. C'est là que les pays du tiers-monde, concept nouveau à l'époque, mettent symboliquement fin au vieux colonialisme de l'Europe occidentale. L'Indonésie apporte sa pierre à l'optimisme d'alors, comme l'explique magistralement Van Reybrouck.

**Deux cents témoins.** Par ailleurs, comme dans son ouvrage sur le Congo, Van Reybrouck s'efforce de raconter l'histoire récente à travers des témoignages. Il a en effet interrogé pas moins de deux cents témoins. Lorsque l'un d'eux fait remarquer qu'il n'est qu'un simple paysan, l'auteur commente : *«Toute vie, même la moins spectaculaire, reflète la lumière de l'Histoire.»* C'est là un argument magnifiquement formulé en faveur de l'écriture de l'histoire orale. Quelles que soient les limites de cette approche, Van Reybrouck évite la plupart de ses écueils en étayant ces témoignages par des sources écrites ou d'autres témoignages. Par exemple, lorsqu'il donne la parole à Hendrik Pauned Muntuuntu à propos du débarquement japonais dans le centre de l'île de Sulawesi, il recoupe les informations de celui-ci avec les données de rapports journaliers de militaires nippons.

Au début de l'année 1942, l'occupation japonaise met de facto fin à la colonisation néerlandaise, ce qu'il résume ainsi : *«Hendrik fut le témoin direct d'une nouvelle ère majeure. Après des siècles de présence néerlandaise dans l'archipel, c'était l'avènement de la période japonaise.»* Fixer la fin de la domination néerlandaise à cette date est arbitraire. Il serait sans doute plus évident de porter son choix sur le 12 mars 1942 [qui, avec la défaite des troupes alliées durant la bataille de Java, a scellé l'invasion nipponne

↓ Avril 1949. Sukarno, premier président de l'Indonésie, est en visite sur l'île de Banka, où il a été exilé par les Néerlandais durant la guerre d'indépendance. Photo Bert Hardy/Picture Post/Hulton Archive/Getty Images



des Indes orientales néerlandaises]. Ou le 17 août 1945, jour de la proclamation de l'indépendance indonésienne. Ou encore le 27 décembre 1949, date officielle du transfert de la souveraineté [des Pays-Bas au nouveau gouvernement indonésien]. Mais pour tous ces gens, à Sulawesi, que l'on appelait à l'époque encore Célèbes, la fin est venue à ce moment-là.

En laissant s'exprimer des témoins directs, Van Reybrouck parvient à donner au lecteur le sentiment d'être au cœur de l'histoire. Ce qui fonctionne à merveille, et c'est en cela que le livre est véritablement novateur : le lecteur se retrouve face à des personnes, en vie, qui étaient présentes. Les Indonésiens ont la parole. Des Indonésiens qui, dans de nombreux livres d'histoire néerlandais, faisaient jusqu'alors partie de la masse informe des *«ennemis»* ou des *«indigènes»*.

## Les Indonésiens ont la parole, ce qui n'est pas le cas dans beaucoup de livres d'histoire néerlandais.

Ces *«indigènes»* qui étaient mis à l'écart s'éreintaient à la tâche, employés à des travaux inférieurs dans un système strict d'apartheid [terme afrikaans signifiant *«séparation»*, venu du néerlandais *«apart»*, *«séparé»*], sans grande perspective d'améliorer leur sort, parce qu'ils n'avaient quasiment pas la possibilité de s'instruire et que la loi coloniale en faisait des citoyens de troisième zone.

Van Reybrouck donne par exemple la voix à Johannes Soewondo, qui, dans son enfance, durant les années 1930, a été autorisé à fréquenter une école néerlandophone dans l'est de Java : *«Tout le monde détestait les Néerlandais à l'époque, même mes parents. Parce qu'ils nous prenaient tout.»* Van Reybrouck met du reste en pièces le mythe, servi à l'envi aux Pays-Bas, selon

lequel les Indonésiens sont tournés vers l'avenir et n'éprouvent aucun ressentiment.

À plusieurs reprises, l'auteur se sert de l'image d'un paquebot. L'introduction de son ouvrage, de mauvais augure, décrit le naufrage du *Van der Wijck*, un navire de passagers qui a coulé en 1936. Le lecteur le sent : c'est du naufrage des Indes néerlandaises que l'on parle là. De plus, Van Reybrouck reprend l'organisation du navire, avec ses trois classes de passagers, pour décrire l'immuable structure de la société indonésienne. Si l'idée n'est pas originale, comme il le reconnaît lui-même, elle a le mérite de fonctionner. Cela dit, cette image n'est pas sans soulever des questions : dans quelle mesure le paquebot indonésien différerait-il de la vie aux Pays-Bas ? N'y avait-il pas là-bas aussi une société de classes fortement compartimentée ?

Ces questions s'imposent dans le passage sur la répression de l'insurrection communiste de 1926, qui s'est soldée par la pendaison de trois de ses instigateurs, indique Van Reybrouck. La peine de mort, abolie en 1870 dans la mère patrie, est restée en vigueur aux Indes néerlandaises jusqu'au transfert de souveraineté. Comment cela a-t-il été possible ? Depuis 1918, il existait un Code pénal pour les Indes néerlandaises. La peine capitale y figurait toujours. Mais, en pratique, elle n'a jamais été infligée à aucun Européen, ou presque. Van Reybrouck ne s'y attarde pas – par endroits, on pourrait reprocher au livre de ne pas aller suffisamment en profondeur.

Mais ces petits défauts sont amplement compensés. L'auteur réussit magistralement à raconter en une seule fois toute l'histoire des Indes néerlandaises. Et lorsqu'il dénonce le fait que les Pays-Bas ont oublié les crimes de guerre et autres atrocités qu'ils ont commis dans leur ancienne colonie, ses critiques font mouche.

—Frank Vermeulen  
Publié le 3 décembre 2020

### Bio express

#### DAVID VAN REYBROUCK

Né en 1971 à Bruges, cet historien et essayiste flamand s'est fait un nom sur la scène internationale en 2010 avec *Congo. Une histoire* (traduit aux éditions Actes Sud). Dans cet ouvrage multiprimé, il revient sur 90 000 ans d'histoire de l'ancienne colonie belge et devient l'un des premiers, dans sa discipline, à entremêler avec brio analyse historique, témoignages recueillis sur le terrain et récit littéraire. Cette approche s'est depuis beaucoup répandue. Également archéologue, romancier, poète et dramaturge, David Van Reybrouck poursuit, avec *Revolusi. L'Indonésie et la naissance du monde moderne*, son étude de l'émancipation des peuples non européens au cours du xx<sup>e</sup> siècle. Le livre, sorti le 21 septembre en France aux éditions Actes Sud, a paru à la fin de 2020 aux Pays-Bas. C'est à cette occasion que *NRC Handelsblad*, le quotidien néerlandais de référence, a publié la critique que nous vous proposons ci-contre.

### Vu d'Indonésie

#### UN OUVRAGE RICHE EN ENSEIGNEMENTS

*Revolusi* a beau être encore inédit en Indonésie, il suscite déjà un vif intérêt dans le pays. La plus importante maison d'édition du pays, Gramedia, en a acheté les droits. Une traduction est lancée. Et, en décembre 2021, *Tempo*, un magazine de Jakarta, lui a consacré un dossier de huit pages après que son correspondant à Amsterdam avait assisté à une table ronde avec l'historien. Pour *Tempo*, *Revolusi* est un ouvrage essentiel pour trois raisons. Premièrement, il souligne la position centrale de l'Indonésie en tant que premier pays à avoir déclaré son indépendance après la Seconde Guerre mondiale, deux ans avant l'Inde. Deuxièmement, il relate l'histoire de l'Indonésie et des Pays-Bas en les intégrant dans un récit de l'histoire mondiale moderne, lancée avec la décolonisation.

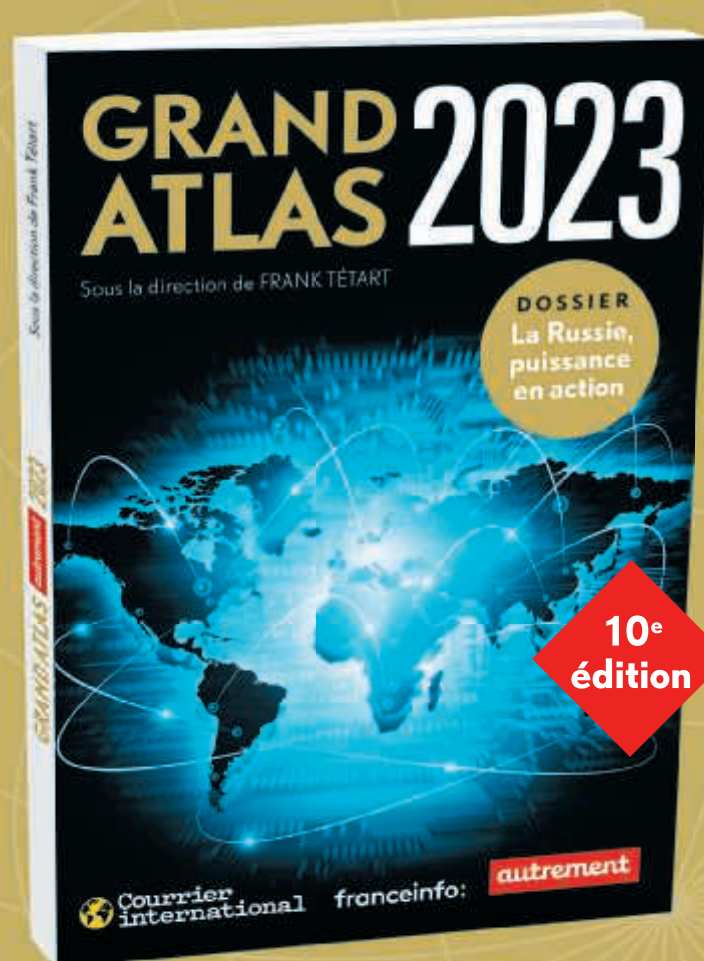
Troisièmement, il rappelle le rôle fondateur de la conférence afro-asiatique qui s'est tenue à Bandung, sur l'île de Java, en 1955. Elle a marqué l'affirmation sur la scène internationale des pays décolonisés, qui adoptent alors le principe du "non-alignement" sur les blocs occidental et soviétique.

David Van Reybrouck a confié au correspondant de *Tempo* que c'est la lecture de *Max Havelaar* qui l'avait amené à s'intéresser à l'Indonésie. Publié en 1860 par Multatuli (un pseudonyme de l'écrivain et anarchiste néerlandais Eduard Douwes Dekker), ce livre décrit les injustices criantes du colonialisme dans les Indes orientales néerlandaises : *"J'ai constaté que ce que la Belgique a fait au Congo était similaire à ce que les Hollandais ont fait à l'Indonésie. En fait, le roi des Belges a imité ce que faisait le roi des Pays-Bas."*

*Revolusi* est aussi l'occasion pour les Indonésiens de découvrir des épisodes méconnus de leur histoire, souligne *Tempo*. Ainsi de ces 80 jeunes étudiants qui vivaient aux Pays-Bas dans les années 1940 et qui se sont engagés dans la résistance contre le nazisme. L'un d'eux, Djajeng Pratomo, mort en 2018 à presque 104 ans, a été arrêté et envoyé au camp de concentration de Dachau. Un autre, Irawan Soejono, a été abattu par la Gestapo à Leyde, alors qu'il transportait une presse Ronéo pour son réseau. *"Cela ne figure dans aucun livre d'histoire indonésien. C'est vraiment une découverte pour nous. Ainsi, en plus d'être actifs contre le colonialisme, les militants socialistes indonésiens luttent contre le fascisme"*, a souligné Jos Wibisono, un diplomate indonésien.

Autre fait surprenant pour le public indonésien : dans *Revolusi*, David Van Reybrouck cite un sondage mené en 2019 selon lequel 50 % des Néerlandais se déclarent fiers de leur ancien empire, et seuls 6 % ont honte de ce passé. *"Votre livre a-t-il également pour but de changer ces mentalités?"* a demandé *Tempo* à David Van Reybrouck. Réponse : *"Bien sûr. J'espère même qu'il pourra être inclus dans les programmes d'enseignement de l'histoire aux Pays-Bas."*

# L'ATLAS GÉOPOLITIQUE INCONTOURNABLE POUR COMPRENDRE L'ACTUALITÉ



- 50 thèmes pour saisir les grands enjeux internationaux
- Dossier spécial 10 ans : les 10 faits de la décennie par 10 spécialistes
- Plus de 150 cartes et infographies inédites
- Les meilleures analyses de la presse internationale

Retrouvez toute la collection des Atlas sur : [www.autrement.com](http://www.autrement.com)

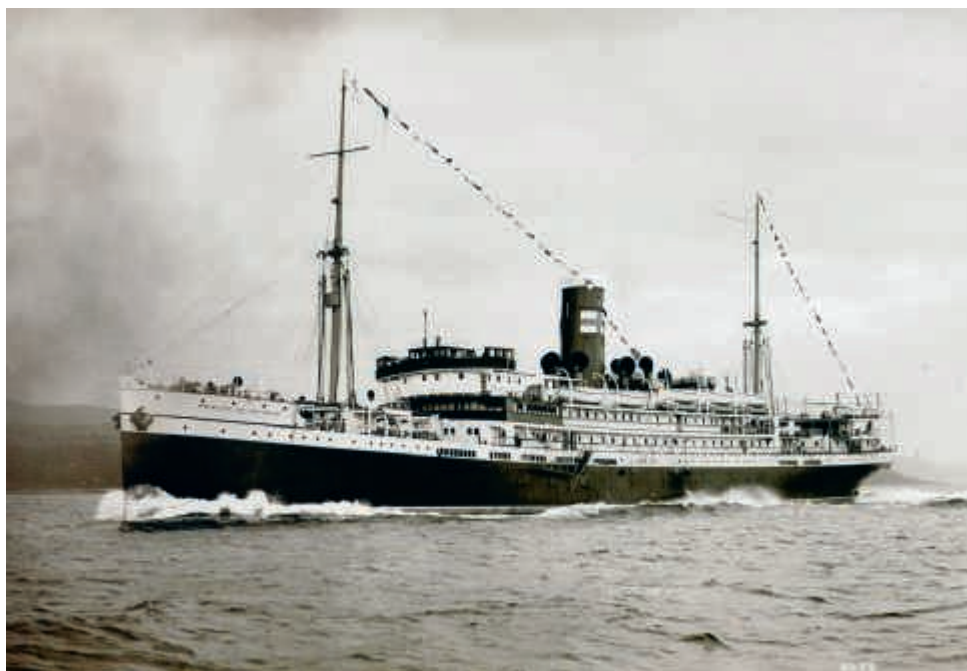
autrement

histoire. 

## Les mystères du “Titanic” espagnol

1916 — Brésil

Chargé d'or et de passagers clandestins fuyant la guerre, le paquebot *Prince des Asturies* fait naufrage au large de São Paulo. Au moins 445 personnes y trouvent la mort.



— **El País América** (extraits) Mexico

**A** 87 ans, Isidor Prenafeta Siles, se souvient encore très bien des conversations d'après-dîner de son enfance, dans les années 1940, au cours desquelles l'histoire du naufrage était narrée chaque fois qu'il y avait des invités. Si son grand-père Gregorio Siles Peña revenait aussi souvent sur le naufrage du paquebot espagnol *Príncipe de Asturias* (“Prince des Asturies”) au large des côtes brésiliennes, c'est qu'il savait de quoi il parlait. Il était sur le bateau lors de cette nuit funeste de 1916.

Gregorio Siles Peña travaillait comme électricien sur le paquebot, inauguré deux semaines après le naufrage d'un autre transatlantique resté célèbre, le *Titanic*, le 15 avril 1912.

Fierté de la marine marchande espagnole, le *Príncipe de Asturias*, construit en Écosse, quitte Barcelone le 17 février 1916 à destination de Buenos Aires.

Après plus d'un siècle, la tragédie et les mystères du *Titanic* espagnol (ou brésilien, selon le point de vue) sont bien plus connus au Brésil qu'en Espagne. Ce naufrage a fait le plus grand nombre de victimes de l'histoire du Brésil, et l'épave repose toujours au fond de l'Atlantique.

5 mars 1916. Nuit de carnaval, la dernière soirée avant l'escale au Brésil. Les passagers de première classe font la fête et dansent au son du charleston joué par l'orchestre sur le paquebot, long de 150 mètres, qui offre également à ses passagers les plus riches une bibliothèque, un sauna et un fumoir.

Les passagers enregistrés sont au nombre de 654, dont 193 membres d'équipage, mais on estime qu'un millier de passagers clandestins étaient également à bord, fuyant la guerre en Europe. L'électricien Gregorio Siles a réussi à sauter dans l'eau et à rester à flot en s'accrochant à une caisse. Il a fini par échouer sur l'île d'Ilhabela, dans l'État brésilien de São Paulo. Les secours ont mis une semaine à le retrouver.

Les clandestins n'ont jamais été comptabilisés dans le bilan officiel de plus de 445 morts. Le capitaine de corvette Daniel Gusmão, de la direction du patrimoine historique et des archives de la marine brésilienne explique : “*En matière de victimes, il s'agit sans aucun doute du plus grave naufrage parmi les deux milliers répertoriés par la marine brésilienne sur nos côtes au cours des cinq derniers siècles.*”

L'histoire du *Príncipe de Asturias* qui est parvenue jusqu'à nous est un mélange d'éléments véridiques, de théories non corroborées et de diverses conjectures, rassemblées dans quelques livres publiés des deux côtés de l'Atlantique. L'enquête de la compagnie d'assurances Lloyd's, il y a cent six ans, n'a pas réussi à déterminer la cause du naufrage. Le mystère reste entier.

**Un seul canot de sauvetage a pu être utilisé, et personne n'a eu le temps d'envoyer un SOS.**

Cette nuit-là, les passagers étaient d'humeur à faire la fête, car c'était le carnaval et, le lendemain, les premiers voyageurs allaient débarquer à Santos (São Paulo, Brésil). Deux jours plus tard, ils seraient à Montevideo, en Uruguay ; et le lendemain, à Buenos Aires.

Une forte tempête a éclaté, et la pluie et le brouillard auraient alors empêché le navire de se repérer autour du phare de Ponta do Boi [sur l'île d'Ilhabela]. Le *Príncipe de Asturias* a dévié de sa route et s'est rapproché dangereusement de la côte avant d'entrer en collision, à 4 heures du matin, avec des récifs.

Une immense voie d'eau s'est ouverte et le moteur à vapeur a explosé. La proue du paquebot a alors plongé dans l'eau, et en cinq minutes le navire avait coulé. Un seul canot de sauvetage a pu être utilisé, et personne n'a eu le temps d'envoyer un SOS avec le télégraphe.

On sait que le paquebot à vapeur, qui faisait la liaison Barcelone-Buenos Aires, transportait 40 millions de livres sterling en or, un paiement du gouvernement britannique à l'Argentine pour des exportations de nourriture.

Il avait également à son bord des milliers de sacs de courrier, de l'alcool français et huit statues pour le monument aux Espagnols qui devait être érigé dans la capitale argentine. Mais selon Gregorio Siles, qui une fois à la retraite a enquêté sur le naufrage malgré le désintérêt de la compagnie maritime, les cales abritaient un autre chargement clandestin. Une deuxième cargaison d'or. “*La rumeur disait qu'il y avait 11 tonnes d'or destinées à ouvrir une banque espagnole à Buenos Aires*”, raconte Isidor Prenafeta, même si les soupçons de son grand-père n'ont jamais été confirmés. Et d'ajouter : “*Il pensait que le naufrage avait été organisé et qu'il était lié à la disparition du capitaine.*”

L'électricien racontait en effet que, la nuit de la tragédie, lui et un autre membre de l'équipage avaient été témoins d'une manœuvre étrange. Un petit cargo s'était approché du navire en pleine tempête et avait déchargé plusieurs caisses au contenu inconnu.

L'un des éléments qui a donné lieu aux théories les plus folles est la disparition, cette nuit-là et bien avant la catastrophe, du capitaine, José Lotina. On n'a plus jamais entendu parler de lui. Il ne faisait pas partie des survivants, et son corps n'a jamais été retrouvé.

Le petit-fils de Gregorio Siles a raconté cette histoire dans *El Misterio del Príncipe de Asturias. El Titanic español* [“Le Mystère du Prince des Asturies. Le Titanic espagnol”, 2012, non traduit] après trois voyages à Ilhabela, sur les traces de son grand-père, qui a survécu pendant une semaine en se nourrissant de coquillages en compagnie d'un autre survivant, échoué comme lui sur une plage entourée d'une dense végétation.

— **Naiara Galarraga Gortázar**  
Publié le 30 août

➤ **Le paquebot *Prince des Asturies* lors de ses essais en mer, près de Glasgow, en 1914.**  
Photo Wikimedia Commons

# NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier  
international**  
Hors-série Septembre-octobre 2022

# Atlas

## des énergies



*Comment sortir  
des énergies fossiles?  
Peut-on se passer  
du nucléaire?  
À quand la transition  
énergétique?  
Réponses en cartes  
et en infographies.*

En partenariat  
avec



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier  
international**

Choisissez  
Uber Green  
~~pour être~~  
~~un bon bobo~~  
parce que c'est  
moins cher

Pour une fois, le choix plus écologique  
est aussi plus économique